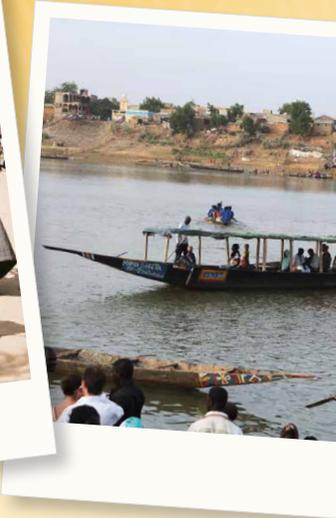
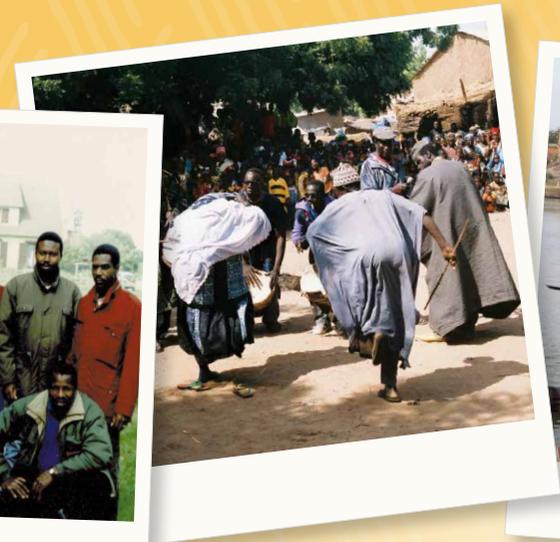
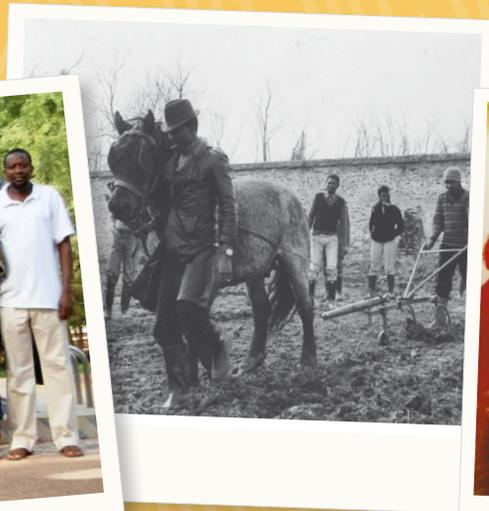


UNE HISTOIRE DES MIGRATIONS

.....

Le Grdr raconté par ceux qui l'ont vécu



19
69

20
19

grdr 50 ans
1969-2019

UNE HISTOIRE DES MIGRATIONS

Le Grdr raconté par ceux qui l'ont vécu

SOMMAIRE

PRÉFACE, PAR FRANCIS MONTHÉ PRÉSIDENT DU GRDR.....	5
---	---

CHAPITRE 1 : 1969-1986	6
------------------------------	---

Les premières années : de la formation des immigrés en France
à l'accompagnement de projets des migrants de retour volontaire

◆ La naissance du Grdr	8
◆ Au commencement : la formation des migrants en France.....	11
> Les premières formations en France : des foyers aux champs	
> Former les futurs... formateurs	
> Les débuts de la ferme d'Ecoubly	
◆ Les 1 ^{ères} activités dans le bassin du fleuve Sénégal	20
◆ Bakel : les prémices de l'approche territoriale.....	22
> La 1 ^{ère} cellule d'appui au développement sur le terrain	
> Le centre de formation de Bakel	

CHAPITRE 2 : 1985–200028

Du territoire décentralisé à la structuration des associations de migrants : le double-espace en construction

- ◆ Décentralisation et ancrage territorial dans le bassin du fleuve Sénégal.....32
 - > L'ouverture de nouvelles cellules
 - > L'accompagnement des organisations villageoises du bassin du fleuve Sénégal
 - > La mise en place des fonds d'appui aux initiatives de base (FAIB)
- ◆ L'appui au mouvement associatif migrant en France.....37
 - > Former des animateurs du développement... là-bas et ici !
 - > Vers de nouveaux publics issus de la migration
- ◆ La naissance du double-espace42
 - > Renforcer le lien entre les associations de migrants en France et les associations villageoises en Afrique de l'ouest
 - > Resserrer les liens entre les territoires : s'inscrire dans le cadre des coopérations décentralisées
- ◆ La santé : une des priorités du développement46
 - > Dans le bassin du fleuve Sénégal
 - > En France
 - > Santé et double-espace
- ◆ Les années de transition.....50

CHAPITRE 3 : 2001–201952

Les migrations tissent et métissent les territoires : une vision originale du développement

- ◆ De la crise au renouveau.....55
 - > Les années difficiles
 - > La redéfinition des priorités
 - > Du Grdr au Grdr Migration-Citoyenneté-Développement
- ◆ Priorité au terrain et au développement local en Afrique de l'ouest62
 - > L'appui à la décentralisation et au développement local : le programme PAIDEL
 - > La coopération territoriale
 - > Les dynamiques transfrontalières
 - > L'appui à la mise en place de projets de développement
- ◆ Les dynamiques associatives des migrants en France71
 - > Des immigrés confrontés à des problématiques nouvelles
 - > L'appui à la structuration du mouvement associatif
 - > Les actions de santé se poursuivent (2000-2010)
- ◆ La fidélité aux territoires d'origine, de passage et d'accueil des migrants.....77
 - > En France, 3 antennes sont créées dans le Nord-Pas-de-Calais, en Haute Normandie et en Ile de France
 - > En Afrique de l'ouest, l'ancrage territorial se poursuit en Mauritanie et Guinée-Bissau
 - > Vers de nouveaux horizons : la Guinée et le Maghreb

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES82

1969-2019

UN DEMI-SIÈCLE D'HISTOIRE, LE GRDR A 50 ANS.

C'est sans conteste un bel anniversaire que le Grdr fête cette année, notamment avec cet album, mais ce faisant, que célèbre-t-on vraiment à cette occasion ? Que reste-t-il véritablement aujourd'hui dans nos mémoires et dans nos cœurs de ces 50 ans d'action, soit deux générations, autour de la migration, de la citoyenneté et du développement ?

Des réalisations matérielles certes, et elles sont importantes dans la mesure où elles ont changé la vie des gens qui ont pu en bénéficier ici ou là, que ce soit en termes de sécurité alimentaire, de soutien aux activités agro-pastorales et d'organisation de filières agroalimentaires, de maîtrise des eaux de surface, de réseaux d'adduction d'eau potable et d'assainissement, de gestion des ressources naturelles, d'amélioration de l'habitat. C'est une réalité et les bénéficiaires sont incontestablement les mieux placés pour en parler.

Des réalisations immatérielles aussi, les moins visibles assurément mais peut-être les plus profondes, les plus durables, les plus porteuses pour l'avenir car elles enrichissent les connaissances et les compétences, diffusent l'innovation, modifient les consciences, transforment les mentalités, et agissent dès lors sur les comportements, les relations sociales, les structures sociales aussi, sans doute plus lentement ; elles sont sans doute moins quantifiables, plus difficilement perceptibles, mais elles portent le

progrès et changent l'avenir parce qu'elles permettent aux hommes de mieux se réaliser, de mieux vivre ensemble, dans le respect de la liberté et de l'altérité, sans violence, en s'enrichissant de la différence grâce à l'échange et à la connaissance. Les enjeux de gouvernance et d'inclusion, de genre et de jeunesse, de formation et d'entrepreneuriat, de production de connaissance et de transferts de compétences sont des enjeux majeurs et des vecteurs fondamentaux de la transformation sociale. Le Grdr s'est résolument engagé dans cette voie. Hommes et femmes en témoignent aussi dans ce recueil.

Pour le Grdr la méthode, la manière de faire, ont toujours été au moins aussi importantes que le résultat, et ça, c'est d'abord une question d'écoute, d'échanges et de partage, de tolérance et d'humilité, d'ouverture d'esprit et d'ouverture aux autres et c'est bien sûr aussi une affaire de temps long. C'est la rencontre, et uniquement la rencontre, paisible, curieuse, respectueuse, qui permet ces transformations de l'esprit qui contribuent à changer le monde. Ce sont elles qui laissent des traces indélébiles dans la mémoire des hommes et dans notre propre devenir. Pour se rencontrer il faut évidemment aller vers l'autre donc être mobile, se déplacer, migrer parfois. L'album que vous venez d'ouvrir et que vous vous apprêtez à feuilleter, que vous finirez par lire d'un bout à l'autre, c'est un album de témoignages, de portraits d'une foule d'hommes et de femmes qui ont



bougé, qui ont croisé le Grdr à un moment ou à un autre ; c'est un album de dialogues, de parcours, d'expériences, un album de moments de vie, la vie des uns, des autres, du Grdr. Un album de rencontres. Des rencontres qui ont enrichi des existences, changé des vies, élargi le champ des possibles, ouvert des perspectives nouvelles, réinventé le monde à l'échelle d'un territoire ou d'une existence. En un mot la vie. Dans ce qu'elle a de meilleur et de plus simple à la fois.

Alors, avant de conclure, qu'il me soit aussi permis à mon tour de témoigner. Il m'a été donné cette année, dans le cadre des festivités autour des 50 ans du Grdr, de croiser une figure historique de notre association, un migrant mauritanien, revenu au pays, devenu un élu actif et respecté, Ibrahima T. Je l'ai écouté, à la fois véritablement sidéré et pénétré en même temps d'une sorte de joie profonde, de plénitude paisible mêlée d'étonnement... Nous venions d'horizons totalement différents, avec des histoires personnelles et un parcours totalement différents, nous nous croisons pour la première fois de notre existence et pourtant je partageais son discours et ses valeurs au mot près, à la virgule près, sans la moindre distance,

sans la moindre réserve. Ce fut un moment aussi étonnant qu'indicible de fusion de la pensée et de l'esprit. Une sorte de fulgurance rationnelle inoubliable. Ce que nous avons de commun, le Grdr, nous identifiait l'un à l'autre. Merci Ibrahima pour ce moment d'universalité si inattendu.

Les années ont passé, cinq décennies se sont écoulées ; les temps ont considérablement changé depuis 1969 et de nouveaux défis se présentent aux hommes à l'échelle planétaire avec la mondialisation, la révolution numérique, l'épuisement des ressources naturelles, l'amorce de bouleversements climatiques dont on mesure encore mal l'ampleur à venir. C'est toute la planète et toute l'humanité qui sont concernées. C'est ensemble et seulement ensemble que nous pourrons trouver des solutions, les mettre en œuvre et surmonter les périls ; ce n'est vraiment pas le moment de se replier et de s'enfermer sur soi-même ou sur son territoire. Restons ouverts, enrichissons-nous mutuellement de nos différences, continuons à travailler ensemble, au-delà des frontières, des a priori et des idées reçues, comme on l'a toujours fait au Grdr. Le monde de demain est à inventer et le Grdr s'engage à y contribuer. Inventons-le ensemble en permettant aux mobilités humaines d'être une richesse durable pour des territoires solidaires !



Francis Monthé
Président du Grdr

CHAPITRE 1 : 1969 – 1985

69

18 JUIN 1969

- Création du Grdr
Pierre Gontier Président
- Début des activités dans les foyers (alphabétisation, agriculture...)

72

Circulaire gouvernementale restreint l'obtention de la carte de séjour

73

- *Début de la grande sécheresse au Sahel*
- 1^{ers} projets dans les pays d'origine portés par des migrants de retour

74

« Choc pétrolier » et crise économique. Fermeture des frontières françaises. Immigrés encouragés à rentrer dans leur pays.

75

Gérard Vérillaud est élu président du Grdr

77

Prime de retour de 10 000FF (500 000CFA) pour les immigrés qui acceptent de rentrer dans leur pays

LES PREMIÈRES ANNÉES – DE LA FORMATION DES IMMIGRÉS EN FRANCE À L'ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS DES MIGRANTS DE RETOUR VOLONTAIRE

78

- Ouverture du Centre de formation à Ecoublay
- L'AG du Grdr décide de mener des activités en Afrique de l'Ouest sur des projets collectifs portés par des migrants
- Début de la collaboration du Grdr avec le Mali et la Mauritanie. L'AG autorise le Grdr à mener lui-même des activités en Afrique de l'Ouest

79

Paul Shcrumpf devient Président du Grdr. Il le restera pendant 15 ans.

81

- **Loi sur la liberté d'association pour les étrangers.**
- **Régularisation de 132 000 travailleurs sans-papiers**

82

- Ouverture de la cellule ENDA-Grdr à Bakel
- Les stages à Ecoublay sont reconnus au titre de la formation permanente par le Ministère de l'Agriculture

84

Prise en charge par le Grdr du centre de formation professionnel de Bakel

85

Systematisation des modules de formation (Ecoublay, Nîmes etc.) – stages courts et longs

LA NAISSANCE DU GRDR



IBRAHIMA THIOYE

Ancien migrant, ancien salarié formateur au Grdr, élu à 3 reprises Maire de la commune de Baediam, Conseiller régional du Guidimakha, Président d'honneur de l'intercommunalité du Karakoro en Mauritanie

« Aujourd'hui, ça fait 50 ans que je connais le Grdr ! Et je ne m'en suis toujours pas séparé. Mon expérience associative et professionnelle, ma réinsertion en Mauritanie n'auraient pas été si simple si je n'avais pas été accompagné par le Grdr. Depuis 79 à nos jours, il a toujours été à mes côtés. Et moi j'ai milité en faveur du développement local, à ses côtés. En ce qui me concerne, je crois que le Grdr c'était vraiment une lumière chez nous, ici. Il a permis aux jeunes de se réveiller, de voir ce que l'on peut faire en termes d'agriculture.»



IBRAHIMA TRAORÉ

Ancien migrant, Ancien Maire de la commune de Kolimbiné au Mali Conseiller municipal

« Moi je dois tout au Grdr. C'est le Grdr qui nous a appris à nous organiser, à nous engager en associations pour le développement. C'est lui qui m'a accompagné pendant plus de 8 ans dans le projet de développement que nous portions à l'époque. »



DOULO FOFANA

Vice-Président du Grdr

« Pour moi la réussite du Grdr c'est cet aspect : que les gens puissent en conscience dire « si toi-même tu n'es pas responsable de ton terroir, personne ne peut le faire à ta place ». Le Grdr il a « conscientisé », beaucoup fait pour mener des choses dans ces régions, en travaillant avec la société civile. »



Il n'est pas aisé de retracer de manière précise les débuts du Grdr. Ceux qui l'ont fondé, Jacques Dubois, Pierre de Coninck, Gérard et Marc Vérillaud, Robert Cartraud, Robert Marchand, Marcel Muller ne sont malheureusement plus là pour nous les raconter.

Ce que l'on sait, c'est que tout est parti d'une histoire d'amour avec le bassin du fleuve Sénégal. La plupart des fondateurs ont découvert cette région dans les années 60, en tant qu'ingénieurs agronomes spécialisés dans le développement rural. Nul doute qu'ils en ont gardé un souvenir très fort, un attachement particulier envers ses habitants.

Dans les archives, nous avons retrouvé la trace d'une toute première réunion, qui date du 21 février 1967, à l'initiative, semble-t-il, de Jacques Dubois. Difficile de savoir qui exactement était présent. Mais tout porte à croire que ce fut la première pierre d'une idée qui traversera le temps et l'espace. Quelle ne serait pas leur surprise, s'ils voyaient aujourd'hui ce qu'ils ont semé, le nombre de projets qu'ils ont initiés, le nombre d'emplois qu'ils ont créé ?

Mais il faudra quand même deux années pour que cette idée se concrétise. Les choses vont s'accélérer, semble-t-il, en Mai 68.

LES RÉCITS DE LA NAISSANCE DU GRDR



NICOLE MARTIN

Ministère des affaires sociales - Direction de la population et de l'immigration

« L'origine du Grdr pour moi, c'est mai 68. Des migrants du bassin du fleuve sont allés à l'école d'agro rencontrer des étudiants qui étaient engagés dans le mouvement de mai 68. Ils leur ont dit « c'est bien de vous occuper de la France, mais nous on voudrait que vous nous aidiez à nous occuper de nos villages. »

JEAN-LOUIS COUTURE

Responsable adjoint des formations (1985-1990)

« Je ne sais pas si c'est une légende urbaine, mais moi ce que j'ai retenu c'est qu'en plein mai 68, pendant les manifestations dans les rues, les fondateurs du Grdr faisaient des formations avec les migrants sénégalais sur les quais de la Seine, pour faire des démonstrations d'utilisation d'essence ou gazole, pour pomper l'eau de la Seine et montrer comment on pouvait irriguer leurs terres en bordure du fleuve Sénégal... »

À cette époque, nos « fondateurs » renouent contact, en France, avec des migrants maliens, mauritaniens et sénégalais qu'ils avaient rencontrés en Afrique. Ces derniers leur ont demandé de les former aux métiers de l'agriculture pour pouvoir les reproduire dans le bassin du fleuve Sénégal.

C'est ainsi que l'on peut dire que le « Grdr est né de la rencontre entre des ingénieurs agronomes et des migrants du bassin du fleuve Sénégal ».

Les choses vont s'accélérer le 24 avril 1969. La décision de créer le Groupe de Recherche pour le Développement Rural dans le Tiers Monde (Grdr) est définitivement prise. Le 20 mai, un bureau provisoire se forme. Et le 18 juin 1969, le Grdr est officiellement déclaré à la préfecture de Paris. La 1^{ère} association qui travaille sur la thématique « migration & développement » est née. Son siège social se situe alors rue Madame, dans le 6^{ème} arrondissement parisien.



PAUL SCHRUMPF

Président du Grdr (1978-1993)

Le Grdr répondait à un besoin des habitants d'une région bien précise, celle de la vallée du Sénégal, et ses affluents, qui traversaient principalement trois pays. Devant ce phénomène de sécheresse et la venue des centaines d'hommes qui laissaient leurs familles au pays et qui venaient simplement pour pouvoir gagner leur vie et envoyer des sous au pays, le Grdr s'est donné comme vocation de répondre aux besoins exprimés par ces personnes. »

Extrait tiré des archives du Grdr



MARIE-LAURE GIBAUD

**Bénévole (1995-2000)
Membre du CA (2000-2005)**

« C'est une association qui est née d'amitiés, ou en tout cas de collaborations fortes entre des résidents africains qui étaient ici, loin de chez eux mais qui avaient une forte volonté d'influer sur le développement de leur pays d'origine, et des techniciens français, des ingénieurs hydrauliques ou agros qui étaient pleins de bonne volonté. Ça a commencé par des collaborations informelles qui petit à petit se sont structurées sur des projets très pensés, avec une bonne connaissance du terrain. »



JEAN-JACQUES BOUTROU

Responsable de formation (1976-1978)

« Jacques Dubois avait constaté, à l'époque où le Grdr s'est créé, que les migrants issus de la vallée du fleuve Sénégal avaient des caisses communes. Ils pensaient que les solutions au développement local étaient d'acheter des équipements (motoculteurs, tracteurs, etc.) et de les envoyer au pays. Des migrants qui souhaitaient mécaniser l'agriculture et favoriser son développement ont pris cette initiative. Mais certains se sont fait rouler dans la farine par les vendeurs de matériel. Les équipements étaient complètement inadaptés, ils les avaient achetés sans être outillés pour faire les bons choix. Ces investissements étaient vraiment une perte importante pour eux. Donc le rôle du Grdr était essentiel ! Son rôle était de faciliter l'émergence de projets de développement local : études, conseil technique, accompagnement dans l'élaboration du projet à l'échelle villageoise. A cette époque le Grdr n'avait pas d'équipes sur le terrain et ne pouvait donc pas assister la mise en œuvre des projets. Les projets villageois ne rencontraient pas initialement de problèmes de financement car il y avait des caisses villageoises alimentées par de l'argent des migrants. Mais la question que se posaient les migrants était de comment orienter le mieux possible, sans faire d'erreurs, les ressources financières de ces caisses vers des investissements ayant un impact optimal pour les territoires dont ils étaient originaires. »



Un stagiaire immigré bénéficie des conseils de son formateur du Crdr dans les années 70.



Un groupe de stagiaire prend la pose dans les années 70.

AU COMMENCEMENT : LA FORMATION DES MIGRANTS EN FRANCE

À la fin des années 60 et au début des années 70, une simple carte d'identité suffit pour qu'un ressortissant malien, mauritanien ou sénégalais vienne en France. Nombreux sont ceux qui arrivent alors en Europe pour gagner un peu d'argent en travaillant dans l'industrie du bâtiment ou de l'automobile, mais aussi pour se former, pour voyager, avant de rentrer dans leur pays. C'est ce que l'on appelle la migration circulaire.

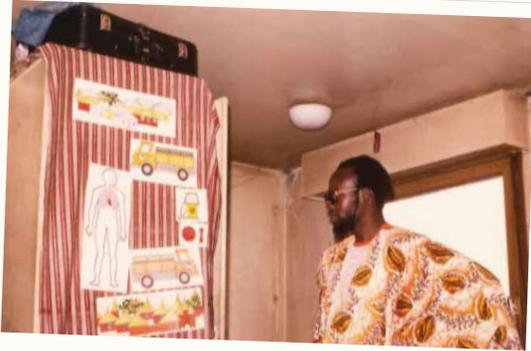
Mais on est à la fin des « 30 Glorieuses ». Et les 1^{ères} restrictions à la libre-circulation vont apparaître. En 1972 les circulaires gouvernementales « Marcellin-Fontanet » durcissent les conditions d'obtention de la carte de séjour. En 1974, le choc pétrolier et la crise économique entraînent le raidissement de l'opinion publique. La France ferme encore plus ses frontières à la main d'œuvre étrangère. Les immigrants déjà installés en France, s'inscrivent

désormais dans la durée. C'est la fin de la migration circulaire. Ils vivent dans des foyers de travailleurs migrants et envoient une large partie de leurs revenus aux familles qui sont restées au pays.

En 1975, le gouvernement de Jacques Chirac autorise le regroupement familial, dans une logique d'assimilation des migrants. On passe alors d'une immigration jusque là masculine et plutôt temporaire à une migration familiale et « définitive ». Cependant, au pays, la situation est très difficile pour ceux qui n'ont pas pu partir. Le Sahel est alors violemment frappé par une grave sécheresse. Un grand nombre de structures agricoles sont détruites. Les migrants se rendent vite compte que le soutien financier à la famille restée sur place n'est pas suffisant à long terme. L'idée de mener des actions concrètes (eau, santé, éducation) commence alors à se répandre.



Foyer de la rue Falguière, Paris 15^{ème}



Foyer de la rue Masséna - Paris 13^{ème}



Foyer de la rue Falguière, Paris 15^{ème}

LES 1^{ÈRES} FORMATIONS : DU FOYER AUX CHAMPS

À ses débuts, l'ensemble des activités du Grdr ont lieu en France, dans les foyers de travailleurs migrants subsahariens. Les immigrés qui y vivent sont généralement structurés en petits groupes, sortes d'associations informelles (les étrangers n'ont pas encore le droit de se constituer en associations) ou de caisses villageoises.

Au commencement, le Grdr leur propose des cours d'alphabétisation aux côtés de l'association Accueil et Promotion.

Au même moment, Jacques Dubois achète une motopompe et effectue des démonstrations le long des quais de la Seine, souvent à Courbevoie. Quelques étudiants de l'Institut National Agronomique (INA) de Paris et de l'École supérieure d'Ingénieurs et Techniciens pour l'Agriculture (IPTA) de Rouen, participent aux formations et permettent de toucher un

plus grand nombre de personnes, pour l'essentiel des gens qui vivent dans les foyers. Des visites d'exploitations paysannes ou d'associations locales des environs de Paris sont organisées les samedis.

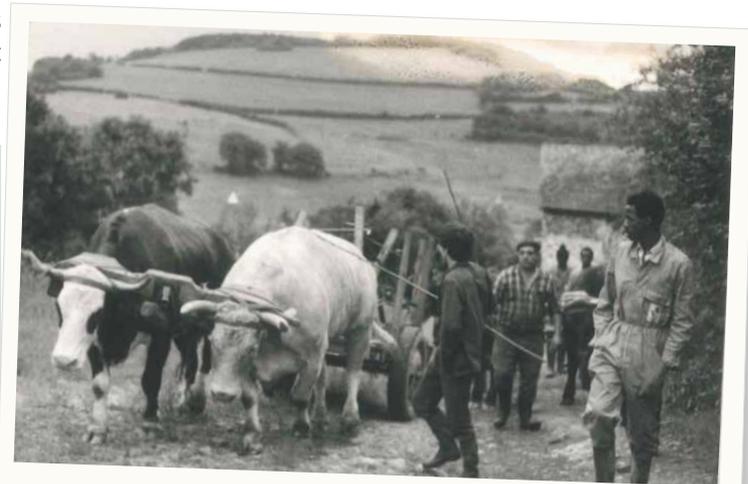
Petit à petit, les activités dans les foyers se développent et deviennent très nombreuses. En 1977, 23 foyers sont concernés !

Parallèlement, le Grdr met ses locaux à disposition des associations de migrants. C'est le principe de « maison ouverte ».

SYLVAIN JAMET

Président du Grdr (2000-2005)

« C'était plus rudimentaire que prof de français. On avait un document qui donnait des éléments de base de la langue pular, puis peu à peu on leur apprenait à écrire et à traduire en français. Ils étaient venus en France mais ne parlaient pas le français. Et ils avaient une vraie volonté d'apprendre la langue ! »



Les 1^{ères} formations, théoriques, ayant lieu dans les foyers, le Grdr propose rapidement des formations plus techniques, sur le terrain, chez des agriculteurs partenaires. Ces formations permettent aux immigrés d'échanger avec des paysans français, mais aussi d'acquérir un certain savoir-faire qu'ils peuvent transmettre à leur tour.

« On utilisait des supports aujourd'hui obsolètes, des diapositives ou flanellographe, des imagettes qui nous permettaient de discuter même si on ne maîtrisait pas la langue.. »

Jean-Louis Couture



JEAN-LOUIS COUTURE

Responsable adjoint des formations (1985-1990)

« On utilisait des supports aujourd'hui obsolètes, des diapositives ou flanellographe, des imagettes qui nous permettaient de discuter même si on ne maîtrisait pas la langue. On organisait des cours mais aussi des causeries, des échanges avec les travailleurs migrants, pour comprendre leur situation, à la fois en France et dans leur région d'origine, et voir éventuellement ce qui pouvait être fait pour le développement de leur région d'origine. () On pouvait très bien être dans une chambre collective avec 10 ou 15 personnes, avec leurs lits superposés, parfois à 3 étages, bricoler dans un coin, tirer une prise électrique et projeter une diapo sur un mur. Et puis organiser des causeries autour de ça, dans des conditions d'inconfort. »

JEAN-JACQUES BOUTROU

Responsable de formation (1976-1978)

« Les travailleurs migrants dans les foyers étaient des ruraux qui se sont retrouvés enfermés dans les foyers en ville. La plupart d'entre eux n'avaient pas de contacts avec les zones rurales en France. On était bien conscient que le modèle de développement et d'agriculture en France était très éloigné de ce qui pouvait se faire dans les villages d'origine. Mais l'essentiel c'était de mettre les gens en relation, de faire en sorte qu'il y ait du dialogue autour de questions telles que : pourquoi les agriculteurs ici sont organisés de telle façon et à quels problèmes ont-ils dû répondre ? Comment sont-ils organisés ? Pourquoi ont-ils créé des coopératives ? Pourquoi l'agriculture de groupe ? Pourquoi l'agriculture familiale ? »



IBRAHIMA TRAORÉ

**Ancien migrant, ancien Maire de la commune de Kolimbiné au Mali
Conseiller municipal**

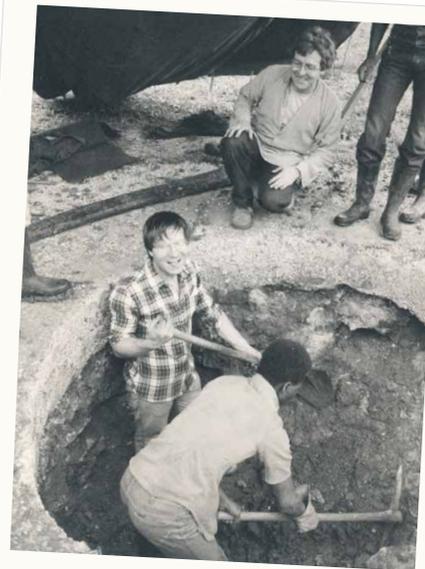
« J'ai quitté mon emploi en 1976 pour suivre les formations du Grdr. La première formation que j'ai suivie, c'était dans un lycée [NDLR : lycée agricole] qui était traversé par un cours d'eau et on faisait de l'irrigation à partir de ces points d'eau. Sinon le reste c'étaient des formations théoriques en agriculture et en élevage tournées vers l'Afrique. On allait voir les agriculteurs, dans leurs champs, pour voir comment ils travaillaient. Les formations avaient lieu en France, mais elles étaient destinées à nous permettre de nous réinstaller chez nous si nous le souhaitions. Par la suite je suis devenu moi-même formateur en mécanique agricole au Grdr. »



Formation à la construction d'un puits dans les années 70



Formation à la culture attelée, fin des années 70



FORMER LES FUTURS... FORMATEURS

Dès ses débuts, le Grdr est fidèle à une philosophie dite de « l'auto-développement ». L'idée était de former des animateurs africains, pour qu'ils soient eux-mêmes en mesure de partager leurs savoirs avec leurs compagnons de route, ou dans les villages où ils ont grandi. Il propose alors des « formations de formateurs ». La règle principale ? Mettre en place une pédagogie qui appelle à des méthodes d'enseignements que les immigrés peuvent ensuite adapter et non pas seulement reproduire.



un stagiaire apprend à diriger un cheval lors d'une session de formation à la culture attelée

SYLVAIN JAMET

Président du Grdr (2000-2005)

« On a réussi à avoir des intermédiaires, c'était plus facile. Au démarrage c'étaient des élèves ingénieurs agro qui venaient bénévolement. Puis petit à petit on a formé des migrants pour qu'ils fassent ce travail. On s'est aperçu qu'ils avaient plus de portée, plus d'effet sur le changement d'attitude de leurs pairs. »



L'EXEMPLE D'IBRAHIMA THIOYE

Ancien migrant, ancien salarié formateur au Grdr, élu à 3 reprises Maire de la commune de Baediam, Conseiller régional du Guidimakha, Président d'honneur de l'intercommunalité du Karakoro en Mauritanie.

« En 77, j'ai pris la décision de tout abandonner. Je ne pouvais plus envisager de faire une autre activité en ayant à l'esprit la situation difficile que vivait ma famille au village. Donc j'ai décidé de faire une formation que proposait le Grdr. J'ai d'abord fait les voyages à la campagne, à la rencontre d'exploitants agricoles français, puis je me suis inscrit pour une formation plus longue.

En 78, après le stage, nous avons monté un projet d'agriculture, d'élevage et d'alphabétisation au niveau du Karakoro. Ce projet couvrait cinq villages. Il avait pour but de mettre en place des coopératives agricoles, ce qui n'existait pas à l'époque en Mauritanie. Nous avons imaginé de rassembler les gens en organisation car tout le monde n'avait pas la possibilité financière d'acquérir la machine et les bœufs pour faire de la culture attelée. C'est en ça que l'expérience française nous avait beaucoup servie.

J'avais vu en France que les paysans s'associaient pour acheter du matériel et l'utilisaient à tour de rôle. C'est ça que j'ai voulu appliquer sur le terrain, au Guidimakha. C'est ainsi que nous avons introduit la culture attelée à traction animale. C'était la première fois qu'on utilisait cette technique dans ma région ! Et on a commencé à faire du maraîchage, de l'agriculture... tout ça c'est des choses qu'on ne pratiquait pas avant, dans nos villages ! »



Des stagiaires et leurs formateurs profitent ensemble de la campagne française avant de se mettre au travail. A l'époque, un grand nombre de formations pratiques avaient lieu dans les fermes d'agriculteurs partenaires.

À partir de 1981, les migrants obtiennent enfin officiellement le droit de former des associations, sans autorisation administrative préalable. Un grand nombre d'associations, jusqu'ici informelles, par exemple sous la forme de caisses villageoises, deviennent alors officielles.

En conséquence, le Grdr élargit ses activités pour soutenir cette structuration du mouvement associatif et former les cadres. Désormais, ils apprennent à gérer une association, à animer la vie associative et à rechercher des financements, facilitant ainsi l'émergence de leaders associatifs migrants. C'est à cette époque que le Grdr commence à accompagner des projets sur le terrain, en Afrique de l'ouest.



A partir de 1978, le Grdr ouvre un centre de formation agricole à la ferme d'Écoublay. Les modules qui y sont proposés sont adaptés aux conditions qui ont cours dans le bassin du fleuve Sénégal.



Quatre migrants se forment au maraîchage.



Un groupe de stagiaire visite les installations de la ferme d'Écoublay

LES DÉBUTS DE LA FERME D'ÉCOUBLAY

En 1978, Bruno Toison, l'un des 1^{ers} salariés du Grdr avec George Jay, découvre une congrégation religieuse italienne qui propose de mettre à disposition un terrain situé au bord d'une petite rivière, à Écoublay, à 50 km de Paris. Le terrain est adossé à un petit bâtiment, permettant d'héberger une trentaine de personnes.

Le Grdr développe ses propres formations en mécanique, élevage, culture attelée ou irrigation. Elles sont adaptées aux besoins spécifiques des populations du bassin du fleuve Sénégal. Le Centre possède une ferme, un cheval Fripon, puis la jument Japone et un âne, Ginette. Il y a aussi des vaches, des poules, des brebis, un périmètre irrigué pour planter du riz, un puit. Des week-ends y sont organisés, puis des stages d'été d'une semaine.



*George Jay conduit la jument Japonne
alors qu'un migrant apprend à utiliser la charrue*



DIADIÉ SOUMARÉ

Président du Grdr (1994-1997)

« La ferme d'Écoublay permettait aux gens d'aller passer un week-end, une journée, en dehors des taudis dans lesquels nous habitions à l'époque. C'était très agréable pour nous les Sahéliens à l'époque. »



BENOIT THIERRY

Responsable de formation (1986-1995)

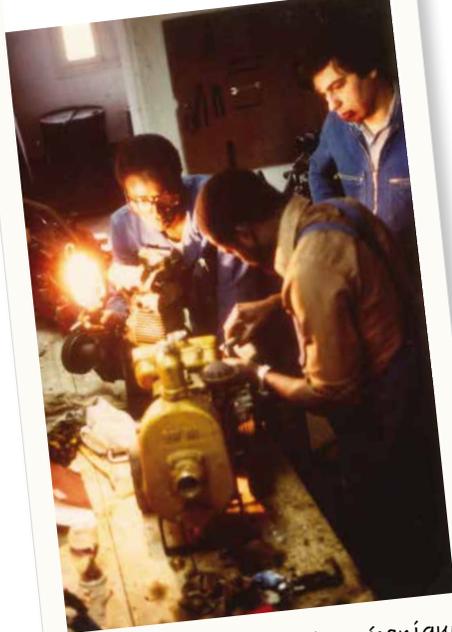
« Écoublay c'était un coin génial. C'était tout petit, il y avait juste 2-3 hectares. Mais on faisait de tout. C'était couvert de champs de périmètres maraîchers, de puits, de champs de riz. C'était marrant parce qu'à chaque session on creusait des puits avec les groupes de migrants : à chaque fois ca faisait un nouveau trou. Il y avait des trous partout sur le terrain. Il y avait bien entendu la culture attelée et la jument Japonne était très connue des stagiaires... C'était chouette ! »



IBRAHIMA TRAORÉ

Ancien migrant, ancien Maire de la commune de Kolimbiné au Mali, Conseiller municipal

« On était vraiment dans la situation de l'Afrique quand on était là-bas. A l'époque en France on travaillait beaucoup avec des tracteurs. Mais le Grdr y avait mis du matériel qui faisait un peu « arriéré » mais qui correspondait parfaitement à la situation de l'Afrique ! »



Atelier mécanique
à la ferme d'Écoublay 1981

À partir de novembre 1980, un salarié permanent est affecté au Centre. De gros travaux sont entrepris : installation du chauffage, sanitaires, aménagement d'une salle de cours, d'ateliers de mécanique, de soudure et de forge.

Les formations se développent et couvrent plusieurs thématiques : eau (construction de puits, systèmes de pompage à traction animale, aménagements antiérosifs, utilisation des eaux de surface...), élevage, maraîchage, compostage... En hiver, lorsque le temps ne favorise pas les activités en extérieur, les formations sont plutôt orientées sur la mécanique, la forge et la soudure.

En 1982, les stages à Écoublay sont reconnus au titre de la formation permanente par la commission de formation professionnelle du Ministère de l'Agriculture, ce qui permet aux travailleurs venant en dehors de leurs congés d'être rémunérés.

Culture attelée en Seine-et-Marne

Une association forme des travailleurs immigrés africains aux techniques culturales de leur pays

Hue ! Fripon, hue !

Mené par une longue silhouette, le jourd cheval de trait gris s'ébranle dans le champ, traînant derrière lui la herse chargée d'affiner la terre. Au passage de l'attelage, les mottes d'argile se brisent. Bientôt, Fripon le bien-nommé (il faut souvent lui courir après) pourra traquer la herse contre le semoir pour planter le maïs.

Écoublay est probablement le seul village de Seine-et-Marne où se pratique encore la culture attelée !

Non pour une reconstitution historique mais à l'initiative du Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural dans le tiers monde (GRDR) (1), association loi de 1901 créée depuis une dizaine d'années, financée en partie par le Fonds d'action sociale (FAS) et par des dons.

« Le but de notre association est de former des travailleurs africains en France à des techniques culturales applicables dans leur pays d'origine pour que, à leur retour dans ces pays, ils participent au développement de leur village », explique Vincent, l'un des trois permanents du GRDR. Archaique à nos yeux,

mécanique, aux techniques d'irrigation...

« Je viens à Écoublay surtout pour le grand air et pour l'ambiance », avoue Michel, un Camerounais employé par la BNGF, tout en maniant sa pioche avec ardeur.

Résultats encore incertains

L'énorme décalage entre les conditions naturelles en France et en Afrique, les motivations plus que diverses des travailleurs pourraient laisser sceptique sur l'efficacité de la démarche originale du GRDR. « C'est vrai, reconnaît Vincent, ce n'est qu'une initiation, mais le migrant vraiment intéressé se familiarise avec des méthodes et du matériel. A lui d'approfondir les notions appropriées à son cas. De plus, quand un groupe désire retourner au village, nous l'aiderons à mettre au point son projet sur le plan financier, technique et nous le suivons sur place. »

Pour le moment, les « projets » en cours de réalisation au Sénégal, en Mauritanie et au Mali, seul moyen de tester la portée de l'action du GRDR,



se compte encore sur les doigts de la main. Pionnier en la matière, un Sénégalais a ouvert la voie il y a six ans en constituant et animant dans sa région, près de Bakel, au bord du fleuve Sénégal, des groupes de paysans dans les villages.

Très prometteur semble le dernier projet en date, celui de Sobokou, au Mali : 15 travailleurs du même village dans un même foyer à Paris ont suivi ensemble la formation pendant trois ans et préparé leur retour. Revenus au Mali en 1979, ils ont mis en culture, avec l'aide des villageois désireux de se joindre à eux, un périmètre de

20 hectares, céréales, maraîchages...

« Les projets, sur place, se heurtent à de multiples difficultés concrètes, explique Georges, un permanent rentré récemment d'une tournée dans les pays concernés. Aussi, nous essayons de mettre le maximum de chances de notre côté avant de soutenir les retours. Surtout rentré maintenant, car le travailleur rentré dans son pays ne peut espérer revenir en France. »

Florence BARRE

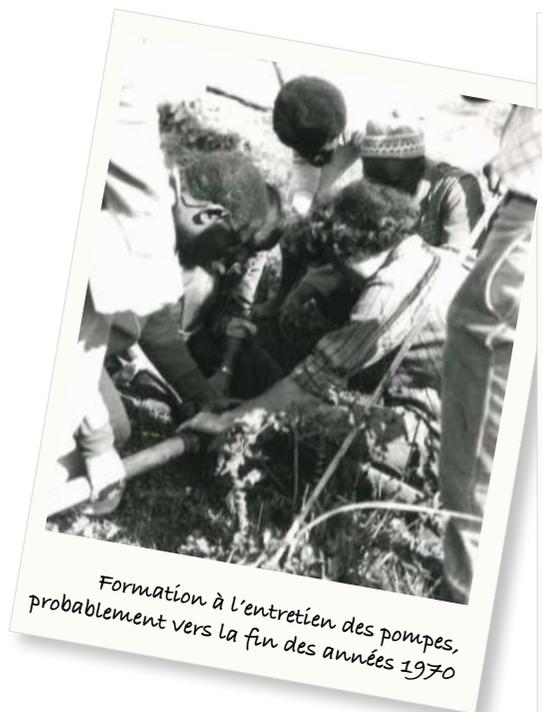
(1) GRDR, 145, rue Saint-Dominique, 75007 Paris, 705-16-09.

un article sur la ferme d'Écoublay paru dans le journal La Croix en 1980

Écoublay offre également la possibilité de mettre en place des stages plus spécialisés.

Par exemple, en 1984, un stage d'une semaine en « alimentation et santé » est organisé à destination des femmes immigrées. Dix-sept d'entre elles y participent et viennent avec leurs quatorze enfants, âgés de 5 mois à 11 ans.

Ou encore, en 1985, lorsque la crise frappe l'industrie automobile, le Grdr s'associe alors avec Renault et Talbot pour proposer un stage à quatorze personnes immigrées menacées de perdre leur emploi.



Formation à l'entretien des pompes, probablement vers la fin des années 1970



Construction d'un puit, quelques années plus tard

« Écoublay a été un creuset qui a contribué à former des gens qui, au delà de leur projet de réinsertion, sont devenus des acteurs politiques »

Youssef Cissé

YOUSOUF CISSÉ

**Responsable de formation (1992-1995)
Directeur des programmes Afrique (1995-1997)**

« Écoublay était destiné à la formation des migrants et dans une certaine mesure au « retour créatif » des migrants. Pour les migrants, le « retour créatif » c'était l'idée de rentrer au pays mais en étant des acteurs du développement et du changement politique. Il y avait des militants engagés qui avaient fait leurs armes ici en France qui voulaient faire converger leur engagement mili-



tant et leur engagement pour le développement.

Cet incubateur qu'a été Écoublay a créé ce que je considère être l'un des impacts clés de l'action du Grdr de l'époque : un creuset qui a contribué à former des gens qui, au-delà de leur projet de réinsertion, sont devenus des acteurs politiques. Parmi eux, on peut citer des maires, des députés, des conseillers régionaux etc. Cette catégorie d'acteurs, qui aujourd'hui encore parlent d'Écoublay avec une grande nostalgie, symbolise ce que, à mon sens, le Grdr a fait de mieux. »



GEORGE JAY

« Tout ce qui était développement rural, c'était le Grdr : on était sur le terrain, présents dans les foyers. Ils avaient confiance en notre travail. Nous, on se disait, on ne peut pas avoir de développement sur le seul aspect théorique si la technique n'est pas là. Donc on a beaucoup travaillé sur l'appropriation, notamment à Écoublay. On était très regardant sur la technique pour qu'elle soit adaptable mais aussi bio. On essayait d'avoir la formation la plus adaptée possible. Pas seulement pour faire des formateurs, mais pour que les migrants continuent de se former eux-mêmes. »

LES PREMIÈRES ACTIVITÉS DANS LE BASSIN DU FLEUVE SÉNÉGAL

Dans les années 70, à cause de la sécheresse, les populations vivant dans le bassin du fleuve Sénégal sont trop souvent dépendantes de l'aide alimentaire et de celle des migrants. Très rapidement, ces derniers demandent au Grdr de les accompagner, en Afrique de l'Ouest, pour concrétiser leurs projets.

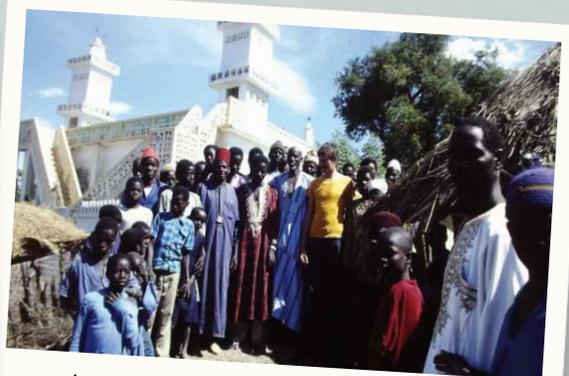
A l'origine, le Grdr se montre prudent, voir réticent à l'idée de mener des activités directement sur le terrain, soucieux de ne pas se substituer aux migrants. Les débats en interne sur le sujet sont de plus intenses : le Grdr doit-il mener, de lui-même, des projets en Afrique de l'ouest ?

En 1974, une première alliance se met en place à Bakel, au Sénégal, avec la Compagnie Internationale de Développement Rural. Ce partenariat permet d'appuyer des agriculteurs dans la création de champs collectifs. La culture attelée, l'irrigation, les cultures maraîchères et fruitières sont alors introduites dans dix villages sénégalais de la région de Bakel.

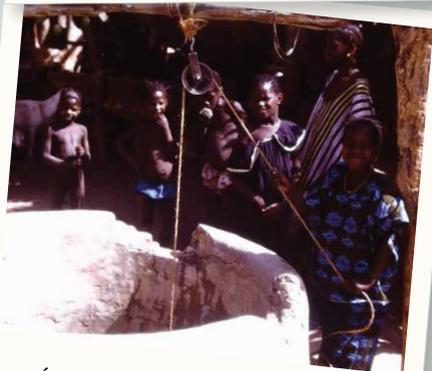
D'une certaine manière, le Grdr entre alors dans une nouvelle phase. Il ne s'agit plus simplement de former des porteurs de projets, mais petit à petit de les accompagner dans la concrétisation. Le mot réalisation est donc ajouté au sigle du Grdr. En 1975, il devient officiellement le Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural dans le Tiers-Monde. Mais son engagement se limite encore, à cette époque, à un soutien plutôt sporadique.



Sangalou, au Mali,
dans les années 70.



Jean Jacques Boutrou (au centre) en mission
exploratoire, à la demande des migrants,
à Fégui au Mali (1977)



Un puits construit avec l'aide des migrants
en France. Ségoutoura - Mali (1978)



Un périmètre maraîcher mis en place grâce
au savoir des migrants. Tokomadji - Mali (1978)

FRANÇOIS AUBERT

**Responsable des formations dans les
foyers (1985-1988)
Secrétaire général (1988-1991)**

« Le problème du retour et de l'implication des migrants dans le développement, on commençait à le poser. Mais à ce moment il y avait au Grdr le principe de « non-interventionnisme » en Afrique : le Grdr n'intervenait pas en Afrique. Il ne voulait pas intervenir sur le terrain parce qu'on estimait que ce n'était pas à nous de le faire ».



SAMBA SYLLA

Ancien migrant devenu salarié et formateur du Grdr dans les foyers

« En 73-83, il y a eu une grande sécheresse dans la région du bassin du fleuve Sénégal. Il arrivait qu'une famille ait zéro sac de nourriture. Ça a remobilisé les migrants. A partir de 73/74, il y a eu les premiers migrants qui ont,

compte tenu de leur formation acquise avec le Grdr, décidé d'être accompagnés pour rentrer au pays et monter leur projet. Donc, le Grdr les a formés, avec les agriculteurs français. Dans cet accompagnement, il y a eu des projets montés et financés pour la mise en place de périmètres irrigués et de banques de céréales. »

Extrait de l'émission « Le coq chante » (2003)



IBRAHIMA THIOYE

Ancien migrant, ancien salarié formateur au Grdr, élu à 3 reprises Maire de la commune de Baediam, Conseiller régional du Guidimakha, Président d'honneur de l'intercommunalité du Karakoro en Mauritanie)

« J'avais la pression au niveau de la famille, j'avais beaucoup de demandes de transfert d'argent. J'étais surpris, parce que plus on en envoyait, plus on en demandait. C'était principalement lié aux besoins en alimentation de la famille. Donc au lieu de rester là, je me suis demandé pourquoi ne pas me former et rentrer au village pour aider les parents à valoriser leur activité agricole et l'élevage. Je me suis dit « il faut que je me forme et cette formation je ne peux pas l'obtenir sans le Grdr ». Mais auparavant j'ai eu du temps pour me préparer, pour contacter des paysans sur leurs activités, l'élevage, l'agriculture, la volaille... »



BAKEL : LES PRÉMICES DE L'APPROCHE TERRITORIALE

L'Assemblée Générale de 1978 va officialiser ce qui commence à se pratiquer. Le Grdr peut désormais mener des activités directement sur le continent africain, mais à 2 conditions. En 1^{er} lieu, l'essentiel des activités doit avoir lieu dans les pays d'où sont originaires les travailleurs immigrés. Ensuite, la priorité doit être donnée aux projets portés par les migrants de manière collective.



BAGANDA SAKHO

Ancien migrant, ancien Conseiller régional de Tambacounda, Maire de Koar (depuis 2009)

« Il y a une particularité au Grdr, c'est sa démarche participative. Quand on met en place quelque chose, ça prend du temps mais c'est du béton armé. Même pour faire un puit dans un village, on voulait que la population s'approprie le puit, qu'ils sachent que ce puit ce n'est pas seulement pour le migrant qui est de retour, mais pour le village. C'est ça la démarche participative. C'est aussi le fait que le Grdr travaille sur deux territoires, ici et là-bas et mette les gens au même niveau, que les associations de migrants participent à lancer leur projet, à trouver des financements, et à sa mise en œuvre. »



BENOIT ZELLER

Responsable du centre de formation de Bakel (1989-1992)

« Le Grdr, j'y fais référence encore, dans la manière de penser des projets. J'ai mes réflexes et je revendique l'apprentissage que j'ai eu au Grdr. Je fais des comparaisons. Je me dis voilà, c'est des choses qui se lançaient, c'est comme ça qu'on bossait au Grdr. Surtout la démarche participative : le Grdr était à disposition et il accompagnait ceux qui avaient envie de bouger. Tous ceux qui ont structuré leurs associations là-bas c'était ça : qui a l'initiative, la porte. »

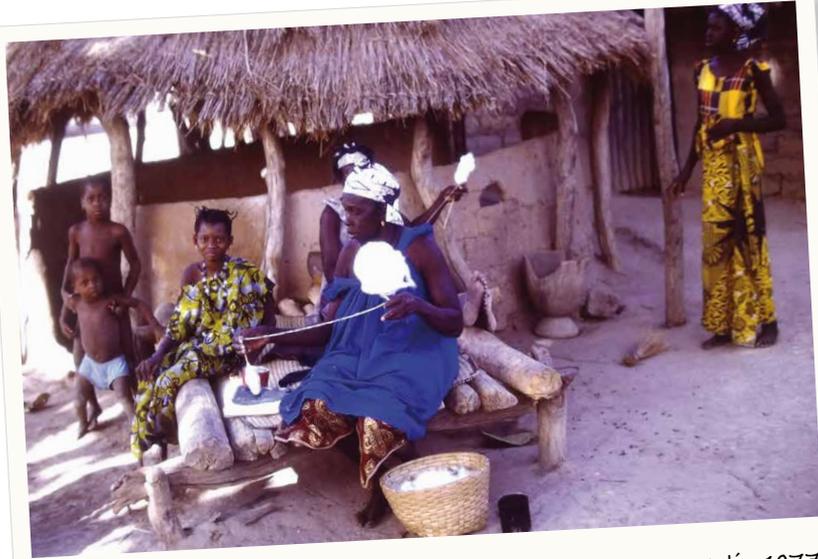
« Sur le terrain, l'action du Grdr suscitait beaucoup d'intérêt notamment dans les villages d'origine des migrants. »

Jean-Jacques Boutrou

LA 1^{ÈRE} CELLULE D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT SUR LE TERRAIN

L'idée d'ouvrir des cellules en Afrique de l'ouest commence donc à germer. Mais dans les années 80 ce n'était pas chose facile. Il fallait des accréditations administratives qui ne s'obtenaient pas facilement, surtout pour une petite structure pas forcément connue dans des États qui étaient alors fortement centralisés.

La porte d'entrée va venir là encore de Bakel. Le Grdr va mettre en place un partenariat avec la cellule locale de l'ONG ENDA (financée par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et l'Agence Suédoise pour le Développement International (ASDI). Cette collaboration est formalisée en 1982. Elle a rapidement permis au Grdr de prendre conscience de la plus-value que peut avoir une cellule sur le terrain. Elle facilitait la résolution d'un certain nombre de problèmes, à commencer par le suivi et le retour d'informations sur les projets en cours ou sur ceux qui étaient proposés par des travailleurs immigrés en France.



Ségoutoura, Mali - 1977



JEAN-JACQUES BOUTROU

Responsable de formation (1976-1978)

« Sur le terrain, l'action du Grdr suscitait beaucoup d'intérêts notamment dans les villages d'origine des migrants. A l'échelle locale il était une des rares entités à accompagner des projets villageois impliquant des migrants en France sans toutefois être un opérateur implanté localement. Pour cette raison il ne concurrençait aucune autre institution. L'argent de la migration avait un impact très important sur les économies locales dans les régions de forte émigration en raison de flux financiers directs vers les familles et de financements d'équipements villageois dont ceux orientés vers le développement agricole. Du côté des autorités, le Grdr suscitait initialement de la curiosité, un peu de l'étonnement : pourquoi agir avec les migrants ? Pourquoi accompagner des initiatives villageoises et de développement local ? C'était un peu à contre-courant de ce que nos interlocuteurs officiels imaginaient puisque la stratégie de développement de l'Etat reposait sur une logique de planification centralisée et d'intervention de sociétés publiques. Cependant nous avons toujours été bien accueillis lors des missions effectuées sur place. Il y avait une reconnaissance institutionnelle, ça nous ouvrait les portes et donc on faisait passer notre approche »



GEORGES JAY

« A partir de 1983 on a accompagné de gros projets montés avec les associations paysannes. Mais ce n'était pas des projets qui appartenait au Grdr. Nous étions en appui en faisant par exemple des études au Mali, Sénégal et Mauritanie, avec des gens sur place, anciens migrants qui étaient volontairement rentrés au pays, comme Ibrahim Traoré, Moussa Cissé, Thiédel Diallo. Le Grdr avait essayé de leur faire passer le message que le développement ne pouvait pas se passer seulement au niveau du village, mais également au niveau régional mais ils devaient mener tout ça eux-mêmes. »

JEAN-LOUIS COUTURE

Responsable adjoint des formations (1985-1990)

« On a toujours pu, que ce soit en région de Kayes, à Bakel, dans les villages mauritaniens, intervenir parce que ces migrants avaient un certain charisme et une volonté, une continuité dans leur investissement qui leur permettait de porter les activités de projet, et de nous amener dans leurs bagages. C'est pas le Grdr qui s'installait, c'est le Grdr qui appuyait des initiatives locales et des porteurs de projets. »

LE CENTRE DE FORMATION DE BAKEL

Peu après l'ouverture de la cellule ENDA-Grdr, les Clubs UNESCO du Sud de la France montent, en partenariat avec l'État sénégalais, le Centre d'Echanges et de Formation Pratique (CEFP) de Bakel en 1984. Mais, fortement centralisé, il peine à mobiliser les associations villageoises et paysannes. Le Grdr est alors sollicité et prend conscience de l'opportunité qui se présente à lui pour appuyer des porteurs de projets sur place. D'autant plus que la demande était très forte.



PHILIPPE LAUGNE DELVILLE

Responsable des projets (1985-1987)
Responsable de capitalisation (1987-1989)

« Le Grdr était très intéressé à l'idée d'avoir un lien sur place pour basculer sur le terrain. Les associations villageoises, créées initialement par les migrants, ont fait le transfert de projets de migrants individuels vers une logique de développement local, plutôt territoriale. Ce basculement s'est fait très vite, en quelques années, et a créé des tensions avec les migrants qui, d'initiateurs et maîtres d'œuvre des projets, se retrouvaient finalement à perdre le contrôle sur les activités. Le Grdr a évolué parallèlement et a basculé son centre de gravité en Afrique. La question de la formation en Afrique se posait donc. Le centre de Bakel a été un lieu important sur lequel le Grdr a beaucoup investi, c'était l'occasion d'avoir un espace de formation au cœur de la zone des trois frontières, lui permettant de monter aussi bien des formations techniques que des formations à l'organisation, la gestion de projets etc. »

FRANÇOIS AUBERT

Responsable des formations dans les foyers (1985-1988)
Secrétaire Général (1988-1991)

« Au niveau du Centre de Formation, à Bakel, je me souviens qu'il était dirigé au début par des élites qui s'en mettaient plein les poches et je me rappelle que quand les anciens migrants en France, les leaders associatifs ont fait un « putsch » pour se le ré-approprier, ça a été un moment très fort ! Le préfet voulait renvoyer en France Benoit Zeller, qui était en charge du Centre. Au lieu de quoi tous les grands leaders de la zone ont réussi à convaincre les autorités de laisser la place et on est reparti avec un Centre de Formation qui a quand même duré 10 ans en étant financé par les associations paysannes. »

« On est reparti avec un Centre de Formation qui a quand même duré 10 ans en étant financé par les associations paysannes. »

François Aubert



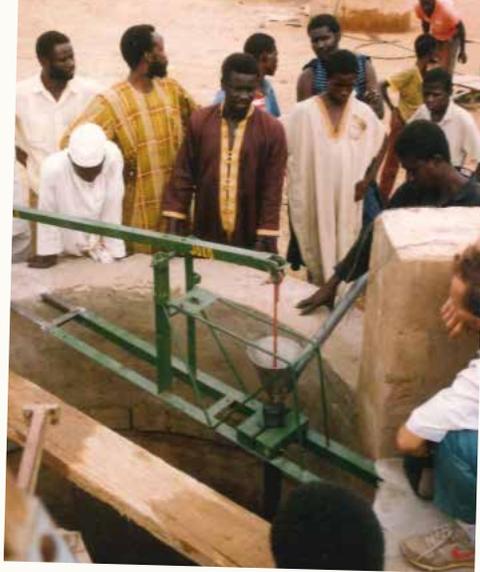
BENOÎT ZELLER

Responsable du centre de formation de Bakel (1989-1992)

« On a fait basculer l'initiative, qui était un service de l'Etat et assez descendante, à une structure de service en appui aux initiatives de base. »



Stage à l'utilisation
de machines à coudre



Formation à l'utilisation
d'une pompe dans un puits



Formation au maraîchage



Formation des animateurs villageois
à la culture attelée



Des cours théoriques dans les locaux du centre
de formation professionnelle de Bakel



Visite d'un site d'adduction d'eau



Formation au maraîchage



Labourage



Femmes stagiaires en teinture



La première formation au Centre a officiellement lieu en 1985. Elle était destinée à des migrants de retour qui souhaitaient mettre en place des périmètres irrigués au Mali et en Mauritanie. Le Grdr propose alors de former des animateurs, pour moitié des émigrés en réinsertion, pour l'autre moitié des personnes vivant sur place. Les activités étaient organisées selon plusieurs axes: un volet plutôt technique (maraîchage, motopompe, arboriculture), un volet « alphabétisation et apprentissage » du soninké et un volet « échange et partage ». Les stages se déroulaient en partie à Bakel, en partie en France.



BENOIT ZELLER

Responsable du centre de formation de Bakel (1989-1992)

« Il y avait un fort volet échange. C'est pour ça que le centre est passé à cette époque de « Centre Expérimental de Formation Pratique » à « Centre d'Echanges et de Formation Pratique », au sens où c'est plus intéressant que les gens se parlent. Donc on est passé par des rencontres thématiques. Je me rappelle d'une rencontre sur les banques de céréales avec tous les gens de la sous-région qui venaient passer deux ou trois jours. C'était de l'échange de paysan à paysan, de gestionnaire à gestionnaire plutôt que de formateur à « élève ». Progressivement, les anciens migrants, devenus leaders du développement dans la région, se sont impliqués dans le CEFP de Bakel en rejoignant le Conseil d'Administration. Avec les équipes techniques du Grdr nous constituons une équipe technique qui préparait les formations, les rencontres et échanges. »

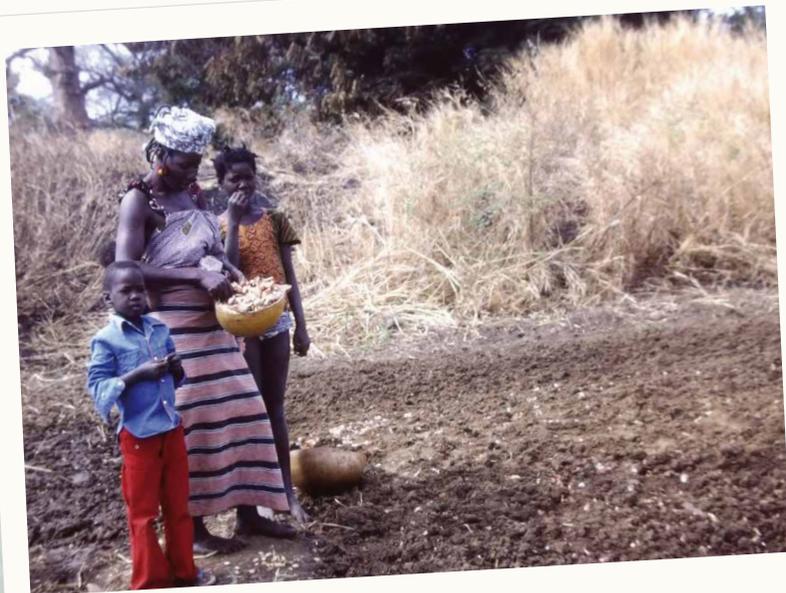
« Fin 89, il y avait des tensions très fortes entre le Sénégal et la Mauritanie, et les bâtiments du centre étaient occupés par l'armée sénégalaise, qui en avait fait sa base. Donc on n'avait plus de locaux. Finalement ça a permis de relancer un travail de formation avec les associations mais hors les murs. On a monté assez rapidement, un collectif d'associations villageoises et paysannes, sénégalaises et maliennes et plus tard avec des Mauritaniens pour remonter un CA, en plus des gens qui étaient de Bakel mais pas vraiment de

la partie développement, plutôt des animateurs de la ville comme Mamadou Fadé, Adama Séméga. Thiedel Diallo a été élu président, Ladji Niangané, Ibrahima Traoré, Moussa Cissé, Ibrahima Thioye, Baganda Sakho, Demba Niang et bien d'autres sont entrés au CA. »

JEAN-LOUIS COUTURE

Responsable adjoint des formations (1985-1990)

« A un moment donné nous avons amplifié le dispositif de formation et mis en place des stages d'animateurs de développement. Ils regroupaient à la fois des nationaux, Maliens, Mauritaniens et Sénégalais, mais aussi des migrants. Ensemble ils développaient une culture commune sur les trois pays. Et ces formations duraient à peu près 4 à 5 mois en France et autant de temps en Afrique. On prenait appui à l'époque sur le centre de formation de Bakel. Le Grdr a pu faire vivre ce centre pendant une douzaine d'années, de façon à ne pas laisser ces bâtiments à l'abandon et en même temps de profiter de cette infrastructure qui ne nous coûtait que le fonctionnement, qui nous permettait d'accueillir aussi bien les migrants que des villageois. Le centre de formation de Bakel était un lieu de retrouvailles pour les migrants, les anciens migrants et les animateurs locaux de développement. »



Kakoulou - plantation oignons 1977



La fleuve Sénégal, au milieu des années 80

CHAPITRE 2 : 1986 – 2000

86

- Début des politiques de décentralisation en Afrique de l'Ouest
- Création de la cellule de Kayes

88

- Création de la cellule de Ziguinchor
- Début du projet ORDIK

89

- Crise politique et militaire entre le Sénégal et la Mauritanie sur fond de conflit ethnique (1989-90)
- Création du Haut Conseil à l'Immigration en France

- Création de la cellule de Sélibaby

90

- Début des formations associant les associations villageoises sur le terrain avec les associations de migrants en France
- Pandémie du sida – début des programmes de santé en Afrique et en France

92

- Début de la coopération décentralisée Nord-Pas-de-Calais / Kayes
- Formations à la prison de la Santé pour les sans-papiers
- Création de l'Université Continue du Développement

93

- Diadié Soumaré élu Président du Grdr. C'est le 1^{er} Président issu de l'immigration.
- Début de la Coopération Décentralisée entre les Régions Ile-de-France et NPDC et la Région de Kayes au Mali (programme Essonne-Sahel)

DE LA FORMATION DES IMMIGRÉS EN FRANCE À L'ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS DES MIGRANTS DE RETOUR VOLONTAIRE

94

- Fermeture du centre d'Ecoubly

95

- Début du projet HORTIBAK

96

- Conflit entre le Grdr et l'administration mauritanienne à Sélibaby
- Création des Comités Consultatifs

97

- **Renforcement des contrôles aux entrées en France**
- Marie-Thérèse Abela élue présidente du Grdr. Pour la 1^{ère} fois une femme occupe ce rôle.
- Mise en place des Fonds d'Appui aux Initiatives de Base

99

- **La signature du traité d'Amsterdam jette les bases d'une politique commune d'immigration dans l'UE**
- Jacques Derclaye devient Président du Grdr
- Formalisation du concept de « Double-Espace »

20
00

- **Adoption des Objectifs du Millénaire pour le Développement par l'ONU**
- **Signature d'une convention de financement d'actions de co-développement entre le Mali et la France**
- Sylvain Jamet devient Président du Grdr
- Le Grdr s'inscrit dans les logiques de décentralisation en Afrique. Fin des Fonds d'Appui aux Initiatives de Base.
- Lancement du Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Local (PAIDEL) qui structure l'activité du Grdr dans le Bassin du Fleuve Sénégal pendant 15 ans.
- Début des activités en France pour accompagner les immigrés dans leurs territoires de vie (insertion professionnelle, accès aux droits...)

Rapidement, le Grdr va changer d'échelle. Des nouvelles cellules voient le jour. Les effectifs grossissent et l'association se professionnalise de plus en plus. Parallèlement, les contextes changent : la sécheresse prend fin, les États de l'Afrique de l'ouest commencent à se décentraliser.

C'est à cette époque que la notion de double-espace commence à prendre forme, à travers l'accompagnement des leaders associatifs migrants d'une part et villageois d'autre part, qui permettent de faire le lien entre les activités en France et en Afrique de l'ouest.



JACQUES ALVERNHE

Formateur (1985-1987)
Responsable des formations (1988-1994)
Responsable de projets (1994-1997):

« L'image que j'ai du Grdr est celle d'une association construite sur beaucoup de bénévolat et d'engagement de la part à la fois des bénévoles et des salariés, avec des moyens pas colossaux, mais quand même relativement conséquents. Une association qui avait une reconnaissance dans le milieu de l'accompagnement des migrants, plus encore peut-être que dans le développement. L'implantation en France du Grdr était quelque chose d'assez fort. »



MARIE-LAURE GIBAUD

Bénévole (1995-2000)
Membre du CA (2000-2005)

« Ce qui m'animait quand j'étais très impliquée au Grdr c'était de découvrir qu'il y avait des résidents de foyers qui étaient travailleurs de force le jour et qui à partir de 18h le soir étaient des maires, des députés, des villageois qui se concertaient pour construire une école, un hôpital... Ils avaient une deuxième vie ! C'est des gens qui prenaient des décisions pour développer des territoires entiers ! Et nous, on les côtoyait le matin et on ne se rendait pas compte que ces gens-là avaient une action aussi extraordinaire, au service de l'intérêt général et du bien public. Ils remplaçaient les services publics de leur pays, bénévolement, alors qu'ils avaient un deuxième boulot, en se battant, avec des systèmes tels que des caisses villageoises etc. Ils mouillaient leur chemise, géraient les projets, menaient les travaux, réalisaient du concret en pilotant à distance... Bref ! C'était pour moi la preuve qu'on ne peut juger autrui ni sur son apparence, ni sur son origine, ni sur son statut dans la société, mais qu'il faudrait juger sur son action et que beaucoup d'actions sont secrètes. Les Français côtoient les travailleurs sahéliens mais sont à mille lieues de se rendre compte de la réalité de leurs engagements. Le Grdr c'était le lieu où ils se formaient, qui les appuyait, où ils échangeaient avec confiance avec des spécialistes, et j'étais fière d'en être ! »



THIERRY VALLÉE

Chargé des coopérations décentralisées (1993-2000) / Chargé d'appui au mouvement associatif migrant (2001-2008)

« Mes souvenirs sur Aubervilliers, à mon arrivée, c'était une petite boutique qui fourmillait de vie, de militantisme, de rapports humains entre des salariés, des bénévoles, des objecteurs de conscience. J'ai été accueilli par Samba Sylla au foyer Lorraine pour me former et animer des cours d'alphabétisation, en tant que stagiaire puis objecteur de conscience. Pour moi le souvenir que j'ai aussi d'Aubervilliers, c'est du mouvement avec pas mal de jeunes, d'objecteurs, de stagiaires, des migrants aussi qui étaient là, qui passaient de façon très régulière et les « anciens », les piliers qui étaient soit issus du monde migrant comme Harouna Kébé, Samba Sylla, Samba Yatera, Youssouf Cissé qui étaient là depuis quelques années, puis ensuite des personnes comme Jacques Alvernhe, George Jay, Jean-Louis Couture qui étaient sur des fonctions plus techniques du développement rural. Pour le secteur santé aussi je repense à Jean-Louis Chalmé, Pascale Monpoint, Pascal Revault. Je me souviens aussi de la qualité de l'accueil, notamment de Madeleine Pambou et du Président Paul Schruppf, des équipes de direction, Daniel Neu, Jacques Derclay et George Jay ensuite. Il s'agissait de personnes qui avaient de l'expérience d'un point de vue technique mais qui avaient aussi la fibre militante. On sentait le militantisme dans cette boutique d'Aubervilliers. »



JEAN-JACQUES BOUTROU

Responsable de formation (1976-1978)

« Comme je dis en blaguant à certaines personnes : s'il n'existait pas le Grdr il faudrait le créer ! C'est une démarche qui était unique en France, à cette époque-là en tout cas. Et qui est encore très pertinente aujourd'hui ! La légitimité du Grdr et sa reconnaissance reposent sur tous les liens que

cette association a tissés en France avec les associations de migrants, avec les foyers, avec les associations villageoises de migrants et puis avec leurs territoires d'origine. Et maintenant les antennes permanentes sur place contribuent à renforcer encore les liens et une légitimité d'acteur local d'appui au développement. Le Grdr bénéficie d'une grande notoriété dans le milieu de la coopération et du développement en Afrique, en particulier dans la vallée du fleuve Sénégal. »

FRANÇOIS AUBERT

**Responsable des formations dans les foyers (1985-1988)
Secrétaire général (1988-1991)**

« Faut voir ce que c'était la communication à cette époque-là. Quand on voulait amener un document sur place, on cherchait un migrant qui partait en vacances. Et il y avait des contacts très forts entre les migrants qui étaient en France et les personnes qu'on appuyait et il y avait une présence très forte des migrants dans les villages appuyés par le Grdr donc le lien se faisait naturellement. »



DÉCENTRALISATION ET ANCRAGE TERRITORIAL EN AFRIQUE DE L'OUEST

Pour le Grdr, il devient rapidement indispensable d'être en contacts directs avec les autorités locales, sur place, pour assurer la coopération entre les projets des migrants et ceux des collectivités territoriales.

L'OUVERTURE DE NOUVELLES CELLULES

Fort de l'expérience réussie à Bakel, plusieurs cellules voient le jour dans des régions qui sont traditionnellement des zones de départ en migration. Mais le Grdr garde sa spécificité : il ne « s'installe » que là où il y a une demande forte des migrants et villageois.

Une ère nouvelle commence alors. Désormais, le Grdr ne travaille plus seulement avec les immigrés en France, ou à travers eux. Il agit directement sur les territoires de vie. Petit à petit, les équipes deviennent permanentes.

La cellule de Kayes voit le jour en 1986. Une autre est créée à Ziguinchor en 1988, certes loin du bassin du fleuve Sénégal, mais toujours à la demande des migrants, en l'occurrence ceux de la Seyne-sur-mer avec lesquels le Grdr a travaillé dans les foyers. En 1989, c'est au tour de Sélibaby, dans un contexte de crise ethnique et politique douloureux.

Bien que généralement bien accueilli, cet ancrage territorial ne se passe pas toujours sans heurts. En 1996, l'administration mauritanienne accuse le Grdr d'avoir une politique partisane et de n'intervenir que dans les villages soninkés et

halpular. En fait, cette situation s'explique tout simplement par le fait que les associations de migrants que le Grdr accompagnait dans les foyers en France ont été créées justement par des Soninkés et des peuhls, fortement engagés pour le développement de leur village d'origine.



JEAN-LOUIS COUTURE

Responsable adjoint des formations (1985-1990)

« Le dispositif de formation s'est rationalisé ou s'est formalisé avec le temps. Il y a toujours eu un caractère un peu volontaire, spontané et partenarial mais très amical avec les travailleurs migrants. Mais petit à petit, devant l'ampleur du nombre de projets, (je me souviens qu'à un moment donné on était en relation avec à peu près 450 associations de migrants) on a été obligés d'étoffer l'équipe, et surtout de développer les activités des différentes cellules de Kayes, Bakel, Sélibaby. On a donc mis en place un dispositif permanent et des procédures pour formaliser, rendre compte et appuyer de manière plus pointue toutes ces initiatives sur le terrain. »



DOULO FOFANA

Vice-président du Grdr

« A cette époque c'était un peu compliqué déjà parce qu'une ONG internationale qui arrive et dit « je veux travailler ici ». Ce n'était pas facile de le faire comprendre à l'administration. Pour eux, une ONG internationale quand elle arrive, l'Etat lui dit ce qu'il faut faire. Mais là ce n'était pas le cas. Il s'agissait vraiment d'une demande locale. »



KHALIDOU SY

Animateur du Développement, puis chargé de mission - Salarié du Grdr au Guidimakha (depuis 1995)

« Le Grdr est très connu dans le Guidimakha ! Déjà parce qu'il était là à un moment où aucune structure ne voulait s'établir dans la région. C'était une période terrible, au moment des événements de 1989 et c'est à ce moment-là que le Grdr a décidé de s'y implanter. Du coup tout le monde s'est orienté vers cette structure. Il fallait donc qu'elle s'organise pour pouvoir améliorer les conditions de vie de ces populations. Ce fut un gros fardeau pour le Grdr, dans un contexte, encore une fois, extrêmement complexe. Mais l'ONG a su y faire face et entraîner d'autres organisations dans la région. Cet ancrage territorial est un énorme atout pour obtenir la confiance des gens et cela diffère des autres ONG qui viennent juste le temps d'un programme puis qui repartent. »

Extrait du Kaalden n°13 - mai 2016



MAMADOU SAKHO

Membre du Comité d'orientation et de suivi de Sélibaby

« Ce malentendu entre le Grdr et les autorités locale mauritaniennes en 1996 est allé jusqu'à faire cesser toute activité du Grdr dans la wilaya et à l'astreindre à signaler tout déplacement. Nous sommes allés voir le gouverneur et l'ensemble de ses préfets pour leur signifier que l'arrêt du Grdr n'est pas dans l'intérêt de sa population. Le Grdr insuffle plusieurs millions de francs CFA dans l'économie rurale, en direction des organisations paysannes de base, des associations, des coopératives villageoises. Le prétexte des autorités était que le Grdr ne peut pas travailler seulement avec les parents des migrants alors qu'il y a beaucoup plus pauvre. Et les autorités là-dessus avaient parfaitement raison ! De ce fait, le Grdr a généralisé son action en fonction des nécessités, de ceux qui font des efforts pour survivre. »

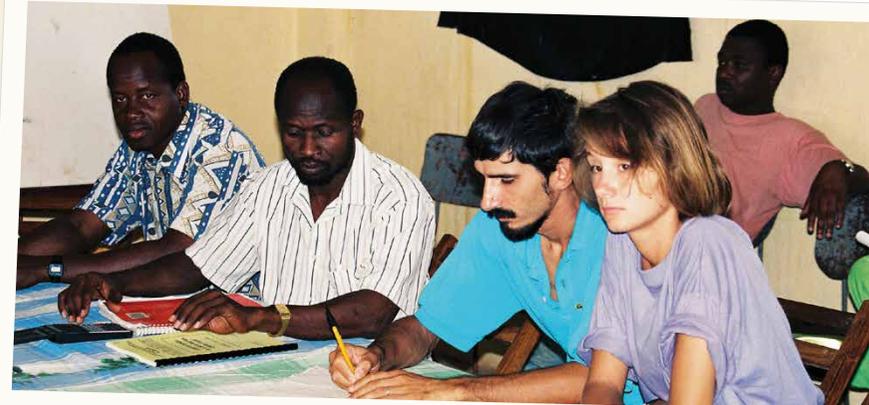
Extrait de l'émission de radio «Le Coq chante» (2003)



IBRAHIMA THIOYE

Ancien migrant, ancien salarié formateur au Grdr, élu à 3 reprises Maire de la commune de Baediam, Conseiller régional du Guidimakha, Président d'honneur de l'intercommunalité du Karakoro en Mauritanie

« Ce que le Grdr a compris, ce que le Grdr a voulu éviter, c'est d'être accusé de pratiques partisans ou de prendre part en faveur d'une communauté ou pour une autre. Donc, pour éviter cela, le Grdr a mis en place des comités consultatifs. Il a choisi des personnes ayant une certaine reconnaissance régionale par toutes les communautés, qui le suivent, qu'il consulte et qui peuvent intervenir dans les villages au nom du Grdr. On a ainsi pu témoigner du fait que le Grdr n'a pas cette ambition qu'ont prétendu les autorités. »



Ellora Sago, Marc Vincent, Moussa Cissé, Ibrahima Traoré et Youssouf Cissé (derrière) lors d'un temps de travail à la cellule de Sélibaby au début des années 90.

L'ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISATIONS VILLAGEOISES DU BASSIN DU FLEUVE SÉNÉGAL

Avec l'ouverture des cellules, une relation de proximité se noue directement avec les villageois, sur le terrain, sans passer par l'intermédiaire des migrants. Le Grdr décide d'accompagner les organisations paysannes vers leur autonomie et leur structuration. Cela passe par la promotion des structures locales d'appui telles que les centrales paysannes de services, les entrepreneurs privés du secteur agricole, les bureaux d'études locaux, les systèmes de crédits, la collaboration avec les élus locaux...

Plusieurs programmes emblématiques sont alors mis en place durant cette période. A la fin des années 80, le programme ORDIK**, au Mali,



IBRAHIMA TRAORÉ

Ancien migrant, ancien Maire de la commune de Kolimbiné au Mali - Conseiller municipal

« A l'époque j'avais demandé qu'on fasse un projet de développement avec la population dans les villages. Après avoir fait une étude de faisabilité en 1987, le projet ORDIK** a muri. Ensuite, nous avons fait des demandes de financements, qui ont été acceptées par les élus, la coopération française et des fondations. »

aide à la structuration d'associations et à l'émergence de projets (ponts, maraîchages, techniques agricoles, barrages...).

En 1995, c'est le programme HORTIBAK* qui démarre dans la région de Bakel. Son objectif est de professionnaliser la filière horticole. Le Grdr collabore alors avec le Crédit Mutuel du Sénégal qui ouvre une agence sur place, suivant un fonctionnement de société mutualiste. Rapidement, les adhérents peuvent financer leurs activités horticoles.

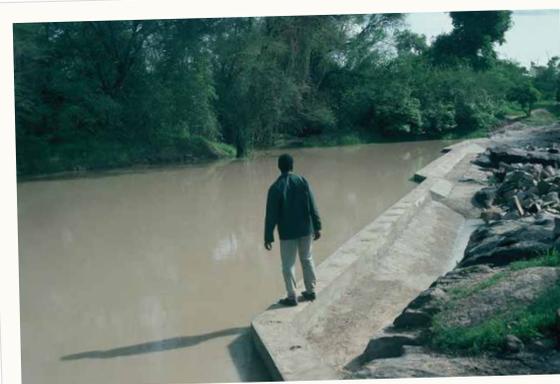
« *HORTIBAK*, a fortement contribué à l'émergence de la filière horticole dans le Département de Bakel* »

Thierry Vallée

Et, en décembre 88 j'ai été accompagné par des techniciens du Grdr pour la mise en place du projet. C'était un projet de développement intégré (hydraulique, eau potable, eau pour l'agriculture). Ça a abouti à des constructions de puits et de barrages. Plus de huit barrages et une centaine de puits ! Je dois tout au Grdr. J'ai appris au niveau du Grdr en tant que membre d'association et membre permanent. C'est lui qui m'a aidé pendant 8 ans à mener des projets de développement au Mali. »



Construction du barrage de Niamankanou dans le cadre du projet ORDIK**



Le barrage de Niamankanou



Un périmètre maraîcher dans la région de Bakel



BENOIT THIERRY

Responsable de formation (1986-1995)

« L'ORDIK c'étaient 10 villages qui s'étaient mis ensemble. C'étaient les premiers barrages qui se faisaient dans la zone. Personne n'avait osé avant ! L'eau n'arrivait plus donc il fallait jouer avec le niveau d'eau pour l'irrigation, faire un barrage submersible bien ancré dans le sol. A la saison sèche, il retenait l'eau sur 12-15 km. Ces barrages ont permis d'abreuver les bêtes en période sèche et de développer beaucoup de maraîchage. Les gens là-bas n'avaient jamais mangé de salades par exemple, donc tout le monde s'y est mis. Depuis avec la réserve d'eau, il y en a qui ont lancé des bananeraies, des choses comme ça. En plus le barrage fait remonter la nappe phréatique donc tous les puits alentours remontent. »



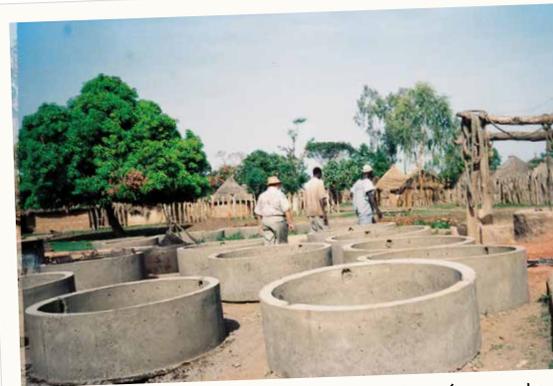
Des plantations réalisées dans le cadre du projet HORTIBAK



YOUSOUF CISSÉ

**Responsable de formation (1992-1995)
Directeur des programmes Afrique (1995-1997)**

« HORTIBAK, a fortement contribué à l'émergence de la filière horticole dans le département de Bakel et les zones environnantes, avec des services professionnalisés de financement, de services d'achat et d'approvisionnement. Au-delà des enjeux d'organisation des dynamiques communautaires et villageoises, on est dans les enjeux économiques de structuration d'une filière porteuse dans la zone. »



Formation à la construction de puits pendant le projet HORTIBAK (Mali - 1993)



JACQUES ALVERNHE

**Formateur (1985-1987)
Responsable des formations (1988-1994)
Responsable de projets (1994-1997)**

« Alors que pour beaucoup de gens la région de Bakel n'était pas du tout une région prédisposée à devenir une région de production de légumes, elle a trouvé sa place dans ce secteur-là. La force du projet HORTIBAK c'est l'accompagnement à la structuration des producteurs, mais aussi le côté structuration de la filière et mise en place d'outils de structuration plus larges. On a mis en place quatre marchés hebdomadaires, et créé des structures qui ont été plus ou moins appropriées par les gens. »



LA MISE EN PLACE DES FONDS D'APPUI AUX INITIATIVES DE BASE (FAIB)

C'est à cette période que le Grdr commence à décentraliser ses outils de financement de projets. Il met en place les « Fonds d'Appui aux Initiatives de Base » (FAIB) au Mali, en Mauritanie et au Sénégal. Ces fonds sont gérés et affectés par des comités d'attribution composés de responsables associatifs locaux. Ils vont structurer l'action du Grdr en Afrique de l'ouest pendant plusieurs années, jusqu'au tournant des années 2000.



AICHA BOUCENNA

Coordinatrice de la cellule de Sélibaby (1998-2000)

« Quand je suis arrivée à Sélibaby en 1997, il y avait quelques ONG qui encourageaient l'activité économique, la production de fruits et légumes etc. mais il n'y avait aucun écoulement. Les gens mangeaient, vendaient quelques trucs sur place mais c'était tout. Les gens récoltaient mais n'arrivaient pas à vendre. Pour nous l'essentiel c'était la sensibilisation et l'éveil de la société civile, son implication. Sur une démarche de développement local, de structuration et d'amélioration du milieu. pour améliorer la production. »

Ces fonds d'appui rencontrent un impact indéniable. La démarche a renforcé et autonomisé les acteurs locaux, en leur transférant la responsabilité de la gestion des ressources financières.

L'évaluation de ce programme, en 2000, sera très positive. Pour 70 associations au départ dans ces zones, il y en a 700 quelques années



YOUSOUF CISSÉ

**Responsable de formation (1992-1995)
Directeur des programmes Afrique (1995-97)**

« On avait constaté que les dynamiques paysannes avaient un peu de mal à prendre. C'était très confiné, il fallait soutenir les dynamiques locales en mettant à disposition les ressources. On négociait donc des fonds avec la coopération française et l'Union Européenne pour soutenir les dynamiques locales en mettant à disposition des ressources. Ces fonds ont permis de mettre des moyens dans chaque zone, à Bakel, à Matam, à Sélibaby et à Kayes... L'enjeu était d'accompagner les dynamiques d'organisation, l'émergence et la montée en puissance de jeunes leaders. »



Construction d'une digue à Nioro (Mali) - 1999

plus tard ! Le programme a donc multiplié par 10 la capacité associative des villageois.

Pour le Grdr, cette réussite représente également un nouveau défi : comment concilier les projets des associations villageoises avec ceux des associations de migrants ?



BENOIT THIERRY

Responsable de formation (1986-1995)

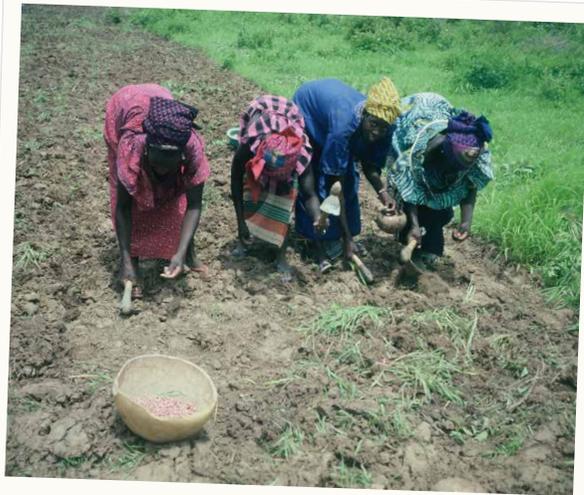
« Avec très peu d'argent, on faisait sortir plein de choses. C'était aussi grâce à l'engagement des gens. Quand on est arrivés avec ma femme à Kabaté on a tout construit sur la base de travaux collectifs. Chaque village se partageait un certain nombre de briques à fabriquer par exemple. Ensuite chacun envoyait un maçon pour construire. On profitait vraiment des dynamiques villageoises. Les projets étaient très bien intégrés. Ils émergeaient des villages et donc avaient beaucoup d'impact. »



HAJIRATOU BA

Ancienne Maire de Gouraye

« Le programme des « FAIB » a vraiment été à l'origine de nombreuses initiatives pour beaucoup de femmes. Beaucoup d'entre elles voulaient travailler la terre mais elles n'avaient pas les moyens de le faire, il y avait des problèmes d'eau, de clôtures... Avec ces fonds-là beaucoup de femmes sont devenues autonomes, elles ont maintenant leurs propres champs où elles produisent. J'en connais beaucoup, qui, aujourd'hui sont devenues autonomes et travaillent avec leur propres moyens grâce au financement et à la formation du Grdr. »



JACQUES ALVERGNE

**Formateur (1985-1987)
Responsable des formations (1988-1994)
Responsable de projets (1994-1997)**

« Les gens qui étaient au Grdr c'étaient des gens de bonne volonté, très impliqués personnellement, mais qui n'avaient pas forcément l'habitude de trainer dans les ministères. Dans les bureaux, à l'arrière de la porte d'entrée, il y avait une veste en velours. Et chaque fois que quelqu'un parlait en réunion au ministère, il l'enfilait ! »



MARIE-LAURE GIBAUD

**Bénévole (1995-2000)
Membre du CA (2000-2005)**

« Quand on arrivait au Grdr à l'époque il y avait des vieux canapés détruits, et il y avait toujours une dizaine de Sahéliens assis là, en train de parler de leur village, de débattre de la situation au Sahel, de refaire le monde... Ce qui me plaisait, c'est que tout un chacun pouvait s'asseoir à côté d'eux, écouter, pas forcément prendre la parole, mais essayer de comprendre la situation sur le terrain. Et plus tard, quand les discussions en sont arrivées sur les questions de deuxième génération, où je me retrouvais complètement, cette fois-là, j'avais l'impression de pouvoir apporter des éclairages complémentaires et on m'écoutait. Le Grdr, pour moi, c'était cet espace et cette capacité à s'enrichir de gens extérieurs. »

L'APPUI AU MOUVEMENT ASSOCIATIF DES MIGRANTS

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les étrangers vivant en France ont désormais le droit de former des associations. Plus de 400 associations de migrants du bassin du fleuve Sénégal sont déclarées dans les années qui suivent.

En parallèle, les associations villageoises se multiplient également, sur place, dans le bassin du fleuve Sénégal. L'enjeu pour le Grdr est alors de « connecter » associations villageoises là-bas et associations de migrants ici.

FORMER DE NOUVEAUX ANIMATEURS DU DÉVELOPPEMENT ICI ET LÀ-BAS...

Le Grdr développe de plus en plus des formations d'animateurs du développement. Progressivement, elles prennent la forme de stages longs, destinés à des responsables d'associations de migrants ou, au pays, d'associations villageoises. Elles sont centrées sur l'organisation, la gestion associative et la gestion de projets. Une partie se passe en France et l'autre en Afrique de l'ouest.

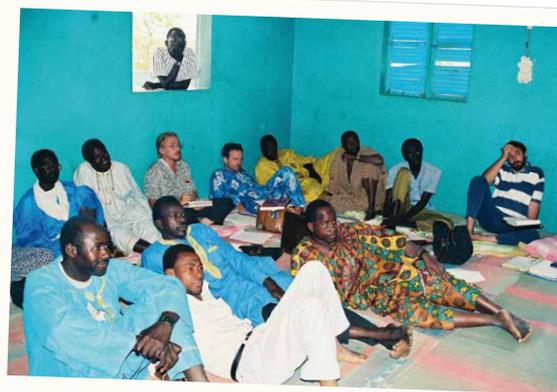
A partir de ce moment-là, les projets de retour se multiplient. Des migrants se regroupent autour de projets de réinsertion, sans être nécessairement originaires d'un même village. En effet, il arrivait régulièrement que des travailleurs immigrés décident de se réinsérer collectivement, forment un groupe, trouvent des terres dans un village et s'y installent.

Les cours du soir dans les foyers se poursuivent, grâce aux étudiants de l'Agro à Paris et de l'IS-TOM du Havre. Pendant un certain temps, la ferme d'Écoublay facilite l'organisation de formations plus longues, sur la mise en place de périmètres irrigués, la mécanique, le montage de projets.

Avec le succès de ces formations, le Grdr se fait vite connaître. Les demandes de partenariats affluent. Le Grdr délocalise un certain nombre de formations, parfois loin de Paris, dans des fermes. Cela lui permettra de faire face à la fermeture du Centre d'Écoublay confronté à des problèmes de mise aux normes. Il doit être fermé en 1994. Une page se tourne, mais le Grdr poursuit son chemin.



Baganda Sakho - Bakel 1995



Formation Sélibaby



Bambi Diarra, animatrice de développement local de la commune de Hamague (Mali) et Ibrahima Traoré (1995)



SAMBA YATÉRA

Directeur Adjoint

« Le Grdr a eu un impact indirect très positif. Je n'ai jamais cru que les ONG allaient faire le développement de l'Afrique : elles corrigent, elles aident les populations... Mais quand les projets finissent, les ONG partent. Il ne faut pas leur faire porter une responsabilité aussi importante. Le Grdr a aidé les associations de migrants à se structurer. Il a beaucoup contribué à la reconnaissance des associations et au renforcement des liens entre les coopérations décentralisées, les acteurs et les fédérations. Même si ce n'est pas nous qui sommes à l'origine des jumelages, on a pu donner un contenu assez intéressant. Quand on a appuyé les initiatives de base on a aussi favorisé l'émergence de pas mal de structures locales en Afrique de l'ouest, qui ont pu aussi intervenir dans le paysage territorial et mener des activités. »



JACQUES ALVERNHE

Formateur (1985-1987)
Responsable des formations (1988-1994)
Responsable de projets (1994-1997)

« Les formations longues permettaient d'acquérir des compétences diverses et variées avec des gens qui pouvaient se spécialiser. Sur des périmètres irrigués par exemple il y avait des motopompes donc il fallait que les gens se forment à la mécanique. Ça permettait d'acquérir des connaissances mais aussi d'avoir un projet collectif sur la préparation de projet et de souder le groupe. Et ça il n'y a que le temps qui le permet, même si c'est des gens du même village. Ils partent sur une activité qui est commune, qu'ils ne maîtrisent pas au départ ou très peu. Et le temps long permet d'avoir cette constitution de groupe et cet accompagnement. »

« On faisait du riz
en Seine-et-Marne...
et irrigué s'il vous plaît ! »

Jean-Louis Couture

JEAN-LOUIS COUTURE

Responsable adjoint des formations (1985-1990)

« Entre 85 et 90 on a systématisé le dispositif de formation, avec ces stages d'été et avec des stages longs, qui étaient des stages modulaires qui permettaient d'agencer plusieurs stages courts sur différentes thématiques complémentaires (maraîchage, élevage, mécanique, puits, hydraulique rurale, riziculture irriguée). A Écoublay on avait toujours les ateliers. On faisait du riz en Seine-et-Marne... et irrigué s'il vous plaît ! »



BENOÎT THIERRY

Responsable de formation (1986-1995)

« On a beaucoup parlé, dans les formations, de comment gérer les associations. On leur disait « une fois que vous voulez faire un périmètre irrigué, il va falloir le gérer, acheter de l'essence, réparer les pièces... ». Il y avait beaucoup de cours sur ces aspects-là. »



Si le site d'Écoublay doit fermer en 1994, le Grdr continue de proposer des formations agricoles en France, dans les fermes d'agriculteurs partenaires



PAUL SCHRUMPP

Président du Grdr (1978-1993)

« J'ai le souvenir d'avoir rencontré quelqu'un par hasard, qui dans son village, en Afrique de l'ouest, avait créé un petit élevage qui marchait très bien. Il avait commandé en Europe des poussins d'un jour pour ensuite les multiplier. C'était un ancien d'Écoublay et il avait reproduit le modèle ! C'est lui qui me racontait son expérience. Ça m'avait frappé ! C'était au Mali ou au Sénégal, je ne me souviens plus... Mais ça correspondait bien à un besoin ressenti par les gens, plus ou moins explicite, d'introduction d'éléments protéiniques dans l'alimentation de la population. »

Extrait tiré des archives du Grdr

VERS DE NOUVEAUX PUBLICS EN FRANCE

Les évolutions du contexte migratoire (durcissement des droits d'accès, regroupement familial...) vont changer le visage de la migration. Il y a désormais plus de femmes. Les migrants restent plus longtemps. Ceux qui sont en situation irrégulière sont plus nombreux. Le Grdr tente de s'adapter, à travers différentes expérimentations, afin d'aider ces personnes confrontées à des besoins spécifiques.

Par exemple, en 1992, le Grdr va discrètement organiser des formations pour des immigrés ayant eu le malheur de se retrouver à la prison de la Santé. Ce programme a duré quelques années, adossé aux activités plus classiques d'accompagnement individuel à la réinsertion. Elles ont fait l'objet de très peu de communication et de publicité, essentiellement pour sauvegarder la dignité de ces personnes et éviter toute stigmatisation ou récupération politique. Mais elles illustrent bien ce désir qu'avait le Grdr de s'adapter à des problématiques nouvelles.

C'est également à cette époque que sont mis en place pour la première fois des programmes exclusivement destinés aux femmes immigrées. Ces activités vont débiter par les questions de santé et de maternité (cf. chapitre santé). Puis, progressivement, pour répondre à une demande du terrain, le Grdr étend son champ d'action et développe des formations en alphabétisation et en appui aux associations de femmes immigrées. Le réseau MEDiateur, réunissant femmes africaines et partenaires sociaux français est créé. L'objectif est d'amorcer une discussion plus large, des échanges entre des femmes immigrées et des acteurs sociaux locaux et de déconstruire ainsi les stéréotypes.

Cependant, ayant suivi une voie plutôt militante, ces actions ont été à l'origine d'une certaine controverse ce qui n'a pas plu aux bailleurs qui ont coupé les financements en 1995.



PASCALÉ MOMPOINT

« Cela a eu un impact pour beaucoup d'associations de femmes qui ont pu rencontrer des décideurs politiques ou des acteurs de la politique sociale, sur certains quartiers. Certaines femmes ont pu discuter directement avec la Mairie sur les services dont elles avaient besoin. Un événement dont je me souviens particulièrement, c'est le premier séminaire qu'on a organisé avec la CAF. Il n'y avait quasiment que des assistantes sociales, quelques enseignants et Françoise Hugué, une photographe qui a fait plusieurs livres de photos sur l'Afrique de l'ouest. Elle nous avait prêté des photos qui avaient pour but de montrer l'Afrique sous l'œil de la beauté. Elles étaient vraiment très belles, on y voyait ces femmes dans les villages. C'était ré-humanisant. Cette journée là pour moi a vraiment été très profonde dans la qualité des échanges et on a pu faire un vrai travail de déconstruction de stéréotypes. C'est cette journée qui m'a donné envie de continuer dans la formation car cela a été très marquant pour moi professionnellement. »

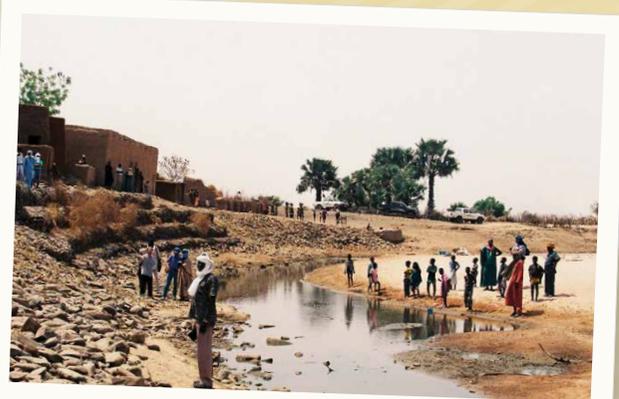
« Déjà en interne, au sein de la communauté c'était quand même des actions qui émancipaient les femmes donc beaucoup de leaders des associations africaines ne voyaient pas ça d'un très bon œil. Et par rapport aux financements ça posait problème parce que, très vite, au sein du réseau Médiateur, on a commencé à travailler sur les questions des sans-papiers. C'était à l'époque des lois Pasqua. On a organisé une conférence d'information et de débats sur les questions de la régularisation et des papiers, avec l'ASI et plusieurs avocats. Et il y a eu beaucoup de monde, la salle était plus que pleine et ça a fait du bruit. Et ça, ça n'a pas plu à certains financeurs. »



LA NAISSANCE DU DOUBLE-ESPACE

Comme nous l'avons vu précédemment, les associations villageoises, en Afrique de l'ouest, sont de plus en plus structurées. Avec la décentralisation qui commence à voir le jour (Sénégal en 1972 puis 1996, Mauritanie en 1986 et Mali en 1999), les états délèguent progressivement les questions de développement local aux communes et groupements inter-villageois. Désormais, la communauté rurale est un relais essentiel pour le développement local.

Pour le Grdr, cette évolution implique d'adapter son mode d'action. Le débat est vif, au sein de la structure. Certains craignent que les migrants ne perdent le contrôle de leurs projets. Un compromis va être trouvé : le Grdr fera désormais le lien entre les projets des migrants et ceux des associations villageoises préfigurant ainsi la notion de double-espace.



Bouilly - 1995



MICHEL COLIN DE VERDIÈRE

Président du Grdr (2010-2015)

« Le Grdr a été à la base de la structuration des mouvements associatifs ici, organisés en fonction des territoires là-bas. Tous ces leaders qui avaient vécu ici et qui au retour ont monté des associations pour que l'argent des migrants soit rentabilisé vers des projets sous leur contrôle, personne ne peut refuser ça au Grdr. »



SAMBA YATÉRA

Directeur adjoint

« L'idée était de dire que c'est important que la diaspora puisse avoir une voix et peser sur les politiques publiques en Afrique de l'ouest. Et ne perdons pas de vue aussi que c'était une période où des leaders associatifs très engagés, étaient là. »



FRÉDÉRIC JENNY

Adhérent au Grdr

« Dans les années 90 au Mali il y a eu la création de communes avec la politique de décentralisation. Et le Grdr a joué le jeu là-dedans. Il s'est mis à participer à la formation des cadres communaux. Petit à petit il a fallu que la société civile soit formée pour jouer le jeu de la concertation. Donc le Grdr a beaucoup fait, et pas seulement sur la formation agricole mais aussi sur la partie organisation des hommes, femmes, jeunes dans le cadre communal. Tout en faisant attention à ce que la structure communale ne froisse pas les traditions. »



DIADIÉ SOUMARÉ

Président du Grdr (1994-1997)

« Le Grdr a été un acteur essentiel de la décentralisation au Mali. Il a contribué à la réflexion avec le Ministre au Mali alors que le pays n'avait pas de schéma précis. Le Grdr connaissait la zone mieux que le ministre ! Il a contribué à ajuster les choses. »



YOUSSEUF CISSÉ

Responsable de formation (1992-1995)
Directeur des programmes Afrique (1995-97)

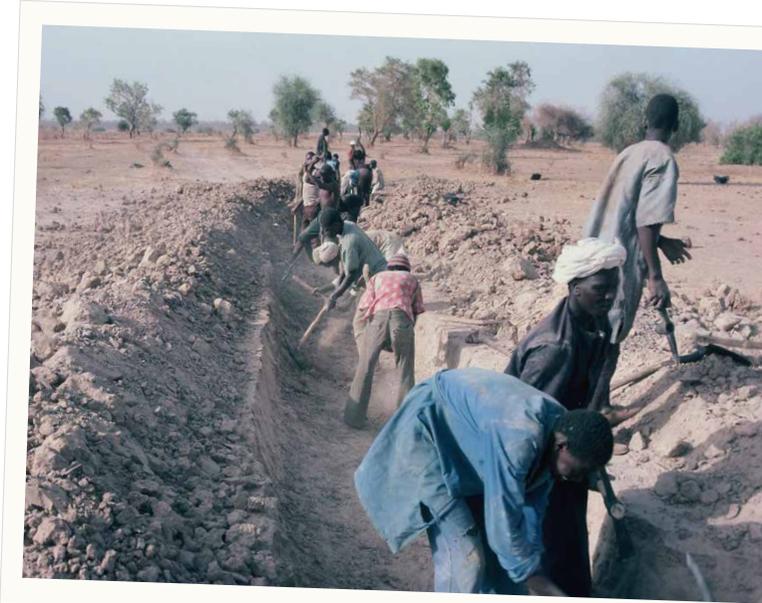
« En analysant la situation, on s'était rendu compte qu'on avait contribué à faire émerger des leaders charismatiques, des leaders importants. Mais se posait aussi la question de ce qu'ils allaient devenir. C'est là qu'on a commencé à travailler sur les parcours personnels, sur la formation d'animateurs de développement. Ces publics n'étant pas reproductibles à l'infini, il fallait travailler à l'émergence ou au renforcement d'un corps d'animateurs de niveau intermédiaire qui faisait défaut dans les associations paysannes, là-bas, et dans les associations, ici, et qui soient susceptibles de développer les liens dans les deux espaces. Il manquait un corps intermédiaire d'animateurs et on a créé un nouveau cycle de formations qu'on appelait à l'époque « animateurs villageois de développement ». La particularité de ces formations c'est qu'elles alliaient des sessions théoriques et des itinéraires formatifs à travers plusieurs pays, auprès des organisations et des exploitations familiales, auprès des agences de développement en zones rurales et des collectivités locales/territoriales (en Afrique et en France). »



JACQUES ALVERNHE

Formateur (1985-1987)
Responsable des formations (1988-1994)
Responsable de projets (1994-1997)

« Tout un travail a été conduit autour de la notion de mise en avant de leaders au sein de la migration et des relations de ces leaders migrants avec les leaders villageois à travers des formations qui les regroupaient. L'idée était de constituer des binômes ou des trinômes de gens d'un même village, les uns issus de la migration et les autres du village. A partir de là, il fallait développer les compétences de ces gens-là pour qu'ils puissent resserrer les liens et conduire des actions conjointement. C'étaient des formations très itinérantes avec des visites, des rencontres, quelques formations un peu plus traditionnelles. Ça se faisait sur les 2 terrains, en Afrique et en France. C'était passionnant comme type de formations. On visitait des périmètres irrigués, des jardins maraîchers, des dynamiques de femmes... »



ISSA GUANGÉ

Secrétaire municipal d'Orkadiéré

« Ce qu'il reste du Grdr c'est la formation ou bien le leadership communautaire. Le Grdr a recruté et a formé des animateurs qui aujourd'hui sont devenus de vrais leaders dans d'autres projets de développement de la communauté. »

Extrait de l'étude d'impact «Vingt ans d'action du Grdr dans le bassin du fleuve Sénégal»



« J'ai des images positives de personnes qui avaient cheminé, pas forcément de façon linéaire, avec le Grdr. Ces personnes c'est ce que je retiens. »

Thierry Vallée



DIADIÉ SOUMARÉ

Président du Grdr (1994-1997)

« Beaucoup de ressortissants du fleuve ont été formés grâce à la formation du Grdr. Beaucoup de ces migrants sont d'ailleurs devenus des cadres politiques. Beaucoup sont rentrés pour conduire les projets et ils ne maîtrisaient pas seulement les deux langues, mais ils avaient aussi un esprit de gestion de projets et des hommes. Beaucoup ont contribué à ce que la décentralisation ait lieu et à sa mise en œuvre. Parce que quand on regardait à l'époque la majorité des élus, c'étaient ceux qui étaient rentrés de France pour participer au développement de leur région. »



THIERRY VALLÉE

Chargé des coopérations décentralisées (1993-2000) / Chargé d'appui au mouvement associatif migrant (2001-2008)

« Ce qui pour moi était un indicateur de réussite c'était de voir des acteurs locaux, responsables associatifs ou élus locaux grandir, gérer les affaires locales et prendre en main le développement local de leur territoire. Ce sont des choses que j'ai eu la chance d'observer à travers plusieurs missions, sur plusieurs années. C'est une réussite qui a été accompagnée en grande partie par le Grdr à travers ses différents programmes. Pour moi c'est ça le plus important. J'ai des images positives de personnes qui avaient cheminé, pas forcément de façon linéaire, avec le Grdr. Ces personnes c'est ce que je retiens. Pour moi, c'est l'éducation, la formation, l'auto-formation et comment ils agissent sur leur territoire au quotidien. »

C'est dans cette logique que le Grdr va organiser en France les premiers « Samedis du développement ». Ces rencontres tournaient justement autour de la relation migrants - villageois. Les sujets étaient prédéfinis sur des thèmes variables tels que le rôle des communes, la santé, la scolarisation.

Puis, en 1992, c'est la création de l'Université Continue du Développement (UCD). Les questions liées au développement étaient abordées de manière beaucoup plus théorique, à une échelle plus globale, sur des sujets sociaux, économiques, politiques. Sans aucun doute, l'UCD a contribué à l'émergence de leaders politiques parmi les migrants retournés vivre dans leur pays d'origine.

Et c'est de cette idée que les dynamiques de développement sont portées conjointement par les migrants et les populations locales que l'expression « double espace » a officiellement vu le jour au sein du Grdr en 1999 !



Zeynab Tera, chargée de mission «double-espace» de 2004 à 2008.

RESSERRER LES LIENS ENTRE LES TERRITOIRES : s'inscrire dans le cadre des coopérations décentralisées

Conjointement à la décentralisation en Afrique de l'ouest, le modèle de la coopération décentralisée entre collectivités territoriales africaines et françaises. Se développe. En 1992, une nouvelle loi en France, donne un cadre légal et réglementaire à ces coopérations. Elles se généralisent rapidement. Les régions du Nord-Pas-de-Calais et d'Île-de-France établissent dès 1993 des liens étroits avec la région de Kayes, au Mali. Le programme Essonne-Sahel voit le jour. Pour le Grdr c'est une opportunité afin que les migrants soient reconnus en tant qu'acteurs, à la fois ici et là-bas.



THIERRY VALLÉE

Chargé des coopérations décentralisées (1993-2000) / Chargé d'appui au mouvement associatif migrant (2001-2008)

« Au sein du Programme Essonne-Sahel, dont le président était Jacques Ryckelynck, il y avait une volonté de fédérer les comités de jumelage sur les cercles de Nioro-du-Sahel et de Diéma (Mali), et de travailler sur une logique de développement rural intégré. C'était complexe parce qu'il fallait mesurer qui faisait quoi ? Qui avait envie de faire quoi ? Et d'un comité de jumelage à l'autre ce n'était pas la même dynamique. On parlait de comité de jumelage mais derrière c'était très disparate. Il y avait parfois quelques militants sur une commune, qui avaient une association mais qui n'était pas rattachée à la collectivité locale et puis à l'inverse, sur d'autres communes, il y avait un jumelage qui était acté, avec une convention. Et puis il y avait la famille des migrants. Et tout ce monde-là n'avait pas forcément l'habitude de travailler ensemble. Le Grdr était là aussi comme facilitateur et promoteur d'espaces de concertation pour que tous ces gens qui étaient en France puissent échanger, qu'il y ait une concertation avec les villageois pour prioriser des actions de développement. »



DAOUDA N'DIAYE

Membre du Grdr (depuis 1998) Vice-président du CA (2006-2015)

« On ne peut pas travailler uniquement sur la France ou uniquement sur l'Afrique ! C'est là que le double espace est important. On a beaucoup parlé de double espace sur les programmes d'appui au développement local. Travailler sur la coopération décentralisée c'est revitaliser ce lien qui est le socle de l'interdépendance des territoires. Aujourd'hui on peut être à la fois citoyen français et citoyen sénégalais. Je pense que le Grdr a eu cette chance de travailler à la fois sur des citoyennetés multiples et de gommer parfois les frontières qui pourraient exister entre certaines zones. »



SAMBA YATÉRA

Directeur Adjoint

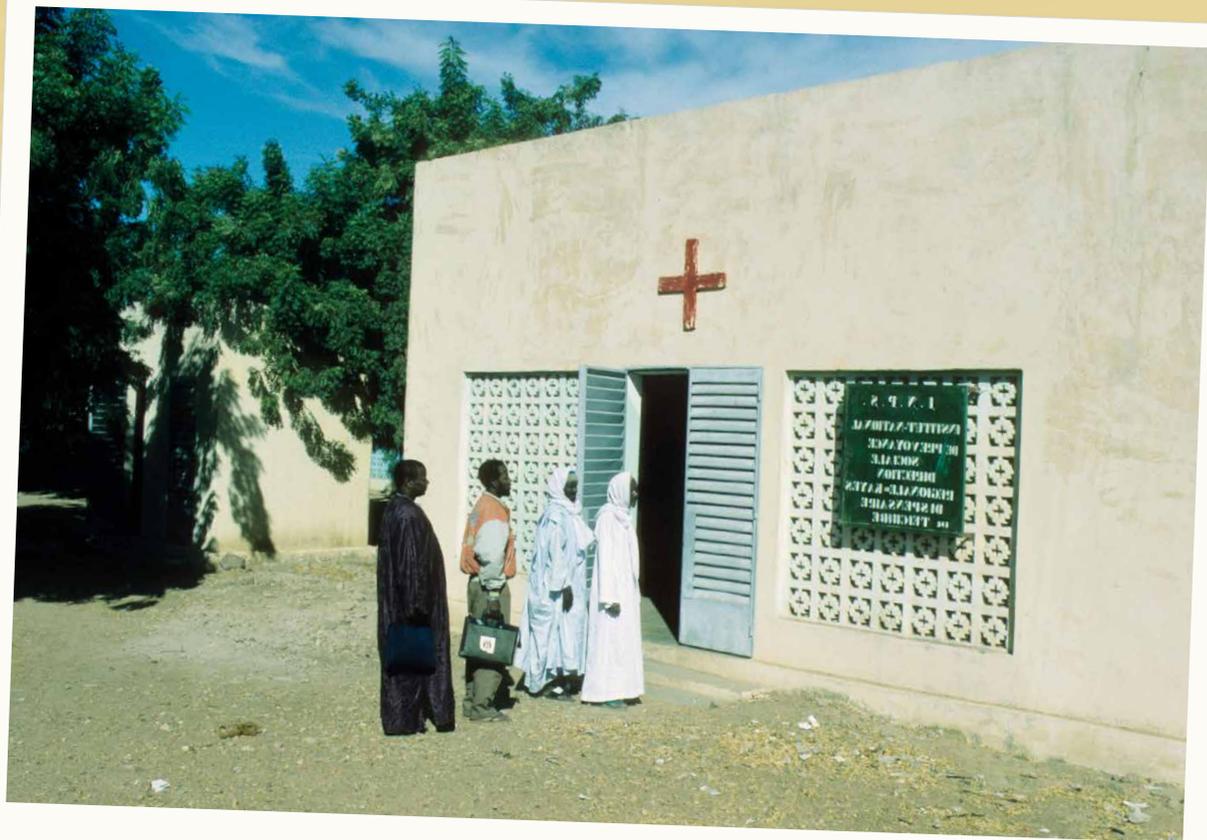
« On a été les premiers à réfléchir à comment articuler le « ici et là-bas » et réfléchir au rôle de la diaspora. Ca fait partie de notre identité ! »

LA SANTÉ, UNE PRIORITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT

À la fin des années 90, la santé fait alors plus que jamais parti des priorités de développement local. Pour répondre à ce besoin, le Grdr met en place des programmes, d'abord axés sur l'Afrique de l'ouest puis ensuite à destination des migrants vivant en France. Ils préfigurent le début des antennes du Grdr en France.

DANS LE BASSIN DU FLEUVE SÉNÉGAL

Bien qu'il ne s'agisse pas là de développement agricole, la méthodologie d'action du Grdr reste similaire : appuyer les projets de santé initiés par les travailleurs immigrés, définir les priorités en concertation avec les populations locales, former le personnel... Des programmes de prévention primaire en découlent. L'accent est également mis sur les maladies liées à l'eau,



Centre de santé communautaire dans le Guidimakha à la fin des années 80

des programmes de vaccination, l'accouchement, les maladies transmissibles.

Depuis les années 80, plusieurs centres de santé, construits avec l'argent et le savoir-faire des migrants, ont vu le jour. Bien que spécialisé sur les questions agricoles, le Grdr va être sollicité, au tournant des années 80 et 90, par les associations villageoises sur les questions de santé.

C'est dans la région de Kayes, que ces activités prennent formes. Des actions de sensibilisation sont mises en place dans les centres de santé

communautaires. Le Grdr soutient les associations inter villageoises dans tout ce qui concerne la gestion de ces centres. Une pharmacie communautaire est mise en place. Mais ces activités avaient aussi une vocation transfrontalière, notamment avec le Sénégal. L'objectif était de couvrir une large zone sanitaire, d'aller au plus près des populations pour fournir un accès à des soins de qualité. Un programme de soins intermédiaires est aussi mis en place en partenariat avec Santé Sud, une organisation basée à Marseille. L'idée est de créer des échanges entre médecins français et africains.



PASCAL REUAULT

Coordinateur des programmes Santé (1995-2002)

« Il y avait vraiment un potentiel très riche. On pouvait travailler sur l'alimentation, sur la prévention des maladies liées à l'eau, à la pandémie du VIH, sur l'organisation des centres de santé communautaires, justement parce que nous étions avec des organisations villageoises locales qui étaient confrontées à ces difficultés, et qui étaient co-constructrices des centres de santé. () L'idée au départ c'était de dire « comment mettre en place une couverture de santé sur l'ensemble de la région ? ». Avec la participation des populations qui sont aussi décideuses de leur santé, et non pas juste avec un programme vertical. Nous étions une équipe soudée, avec des valeurs communes, qui échangeait très librement, avec des accords ou désaccords, mais cela nous a permis d'être légitimes aussi, parce que les gens le voyaient. C'est très important de le dire, le Grdr ce n'est pas une ONG qui fait « pour », c'est une ONG dans laquelle il y a une mobilisation « avec ».



IBRAHIMA TRAORÉ

Ancien migrant, ancien Maire de la commune de Kolimbiné au Mali Conseiller municipal

« Je me souviens qu'en 1987, ma région a été frappée par le choléra. Le Grdr nous a vraiment aidés à mobiliser des partenaires pour y faire face. Chaque fois qu'il y avait des événements de cette envergure, le Grdr nous aidait à trouver des moyens pour endiguer ce genre de choses. »

SYLVAIN JAMET

Président du Grdr (2000-2005)

« Quand le sida s'est propagé en Afrique de l'ouest dans les années 1990, le Grdr a eu toute une équipe de médecins et d'acteurs sociaux qui sont intervenus et ont organisé des campagnes. »



Un centre de santé communautaire près de Sélibaby au début des années 90.

EN FRANCE

En France, comme nous l'avons vu plus haut, ce sont les questions liées à la santé (et à la maternité) qui ont permis au Grdr de proposer pour la 1^{ère} fois des activités spécifiquement dédiées aux femmes immigrées.

Malheureusement, comme nous l'avons évoqué (cf. partie précédente « L'appui au mouvement associatif migrant ») ces activités prendront fin en 1995. Laissant par ailleurs de nombreux regrets...

Toujours est-il que le Grdr reste très présent dans les foyers sur les questions de santé publique : les maladies transmissibles, les moyens de prévention, les maladies liées à l'eau, les maladies type paludisme, les relations aux soins...

Dès cette époque, le Grdr milite pour la reconnaissance du statut de médiateur de santé (finalement reconnu en France en 2017), ce qui en fait probablement l'un des pionniers sur cette question.

« *Sur les questions de genre, nous n'avons pas été assez pionniers.* »

Pascal Reuault



PASCAL REUAULT

Coordinateur des programmes Santé (1995-2002)

« Les associations ont joué un rôle fondamental dans la lutte contre le VIH à l'époque. Nous avons probablement été efficaces, même s'il est difficile de le démontrer en termes d'impact, sans étude comparative. Cependant, la diminution du nombre de nouvelles contaminations au sein de la population immigrée en France pendant cette période tend à montrer une efficacité des actions de prévention et d'accès aux soins. Je pense ainsi, que ce travail a fait évoluer les représentations sociales sur le VIH et les personnes touchées. Dans le même temps, l'accès aux droits et au traitement a permis de soigner et d'accompagner les personnes plus rapidement et dans de meilleures conditions. »



PASCALE MOMPOINT

« Ces femmes avaient une représentation de la santé qui n'avait rien à voir avec la médecine moderne. Donc il y avait beaucoup de conversations pour comprendre comment elles comprenaient les choses, les amener doucement à comprendre le système de

santé qu'elles avaient ici, avec leurs enfants, en PMI, tout ce qui était soins pré-nataux etc. Même faire un biberon c'était compliqué car il faut savoir lire, faire la mesure, mélanger correctement. Il y avait beaucoup de problèmes, beaucoup de diarrhées par exemple, il fallait travailler sur des besoins précis. »

« Sur les questions de genre, nous n'avons pas été assez pionniers. En fait, nous avons mis du temps à le comprendre parce que nous étions centrés sur des objectifs de renforcement de la société civile, d'amélioration de la réponse technique, de la participation des immigrés/émigrés sur le double espace. En particulier, les questions sur les violences faites aux femmes, n'ont pas été traitées avec suffisamment de pertinence, malgré quelques initiatives. Pourtant les lettres vidéos, les discussions avec les groupes de femmes, ou seules, fournissaient assez d'éléments, y compris sur les questions d'orientation sexuelle. C'est donc une question de droit des personnes et aussi une question de santé publique. Il est possible de l'expliquer en partie parce que nous étions avec des hommes, dans les associations d'immigrés, qui avaient le pouvoir, le contrôle, et les problématiques n'émergeaient pas de ce côté-là. C'est l'un de mes principaux regrets. »

« Les autorités de santé publique ont seulement très récemment reconnu à travers la haute autorité en France, que dans le système de santé publique, des médiateurs ont leur place. Ils et elles n'ont pas seulement un rôle de prévention des conflits mais aussi un rôle de facilitateurs, de passeurs, pas uniquement en termes culturels, au sens où on l'entend classiquement entre des cultures et langues différentes, mais aussi pour faire en sorte que les médecins changent leurs pratiques de soin, qu'ils soient à l'écoute, comprennent ce qui est en train de se passer, les difficultés qui se posent et le pourquoi. Par exemple, pourquoi une personne ne prend-elle pas son traitement ? Que se passe-t-il dans sa vie quotidienne ? Qu'est-ce qui empêche qu'une relation de confiance avec le soignants s'établisse ? La médiation en santé concerne donc l'ensemble des personnes, pas seulement celles exilées. A ce titre, cette initiative est un bon exemple de bénéfice pour l'ensemble du système à partir d'une expérience fondatrice autour de la migration. »

LA SANTÉ ET LE DOUBLE ESPACE

Le pôle « Santé » va jouer un rôle important sur le double-espace, concrétisant d'une certaine manière ce dialogue entre les territoires, avec un outil original : les lettres vidéo.

Le mode d'élaboration, collectif, facilitait la prise de décision, validée par l'ensemble de la communauté. Conçu et réalisé par et pour la population, elle permet une libération de la parole, dans les langues d'origine. En outre, ce format est caractérisé par une grande capacité de mobilisation pendant les débats préalables, le tournage et les discussions lors de la diffusion.



BARBARA BERTINI

Responsable des programmes de santé (2002-2010)

« On se disait qu'un message qui est horizontal plutôt que vertical a un meilleur impact sur les récepteurs. C'est le B-A-BA de la santé communautaire. Donc, en plus des campagnes nationales, ces migrants pouvaient avoir un rôle à jouer par rapport à la prévention, l'information et le développement. »

« Les lettres vidéo étaient basées sur la façon qu'avaient les migrants de communiquer avec leur famille. A l'époque, ils enregistraient des cassettes audio dans les foyers, et quand quelqu'un repartait sur place, il ramenait la cassette et la famille au pays réenregistrait une réponse sur la même cassette. Le principe a été repris pour les lettres vidéo : le Grdr allait filmer dans les foyers, pendant les réunions de travailleurs migrants sur plusieurs thématiques de santé les concernant et ou concernant leurs familles restées au pays (rougeole, maux de ventres, avortements clandestins). Après on organisait la diffusion de cette lettre en plein centre du village. Tout le monde se marrait en voyant les gens qu'ils connaissent en images... et après on re-filmait sur place la réponse du village. On faisait des allers-retours comme ça. Après il fallait les accompagner sur cette parole donc nous en France dans les foyers on organisait des réunions avec des professionnels qui leur parlaient des vaccins etc. histoire qu'ils puissent se faire une idée et l'exprimer avec leurs propres mots. »



PASCAL REUAULT

Coordinateur des programmes Santé (1995-2002)

« Nous avons également travaillé avec des imams, sur la question de la prévention du VIH, à l'époque, en pleine augmentation du nombre de contaminations, sans traitement pleinement accessible, voire disponible. C'était une de nos préoccupations évidemment. Nous avons remarquablement fait équipe avec l'un d'entre eux qui a accepté de figurer dans un film parti des foyers, sans que nous ayons préparé son intervention, juste en ayant discuté des enjeux de la prévention. Là, avec son habit blanc, plein de prestance, il dit devant la caméra « Tout croyant qui rentre dans une mosquée, doit faire attention aux personnes qui sont à côté de lui. Dans une mosquée il y a un esprit serein, il est nécessaire de se recueillir, tout en faisant attention de ne pas bousculer son voisin. Donc pourquoi pas, je peux être amené à utiliser pour mieux voir et m'orienter dans la pénombre d'une mosquée entre les piliers, une lampe de poche. Je dois faire attention dans le même temps à ne pas éblouir le voisin. Donc j'avance, et j'identifie au mieux l'endroit où je dois me poser. » Et là, il fait un discours métaphorique, quelque part très aristotélicien, en disant « j'ai toujours besoin d'un éclairage dans la vie, et Dieu a donné un remède à toutes les choses mauvaises qui peuvent survenir dans l'existence humaine et qui peuvent nous détruire ». Puis, il sort de sa tunique une lampe de poche, la pose sur la table dressée, extrait à nouveau de sa tunique une capote, qu'il enfle sur le manche de la lampe. »

LES ANNÉES DE TRANSITION

Entre 1985 et 2000, le Grdr a évolué rapidement. La petite association d'ingénieurs agronomes s'est professionnalisée. Ses effectifs ont grossi. Désormais elle a des équipes opérationnelles à Kayes, Sélibaby, Ziguinchor, en plus de celles qui sont au siège, en France. Le Grdr doit se structurer. En 1988 François Aubert devient le premier Secrétaire général du Grdr.



JACQUES ALUERNHE

Formateur (1985-1987)
Responsable des formations (1988-1994)
Responsable de projets (1994-1997)

« La présence dans la vie associative, dans les années 80/90, d'un certain nombre de fondateurs du Grdr, qui étaient encore là, 25 ans après la création de l'association, ça m'a marqué. Il y avait toujours dans le Grdr, très présents, très ouverts, à l'écoute des jeunes qu'on était, des fondateurs. C'était une richesse importante. Des gens qui avaient une capacité à accepter l'évolution d'une structure comme le Grdr, à une époque où le Grdr a beaucoup grossi aussi, ce n'était pas évident. Je n'ai jamais senti que les anciens étaient des éléments de blocage dans l'évolution de la structure, bien au contraire. »



PAUL SCHRUMPF

Président du Grdr (1978-1993)

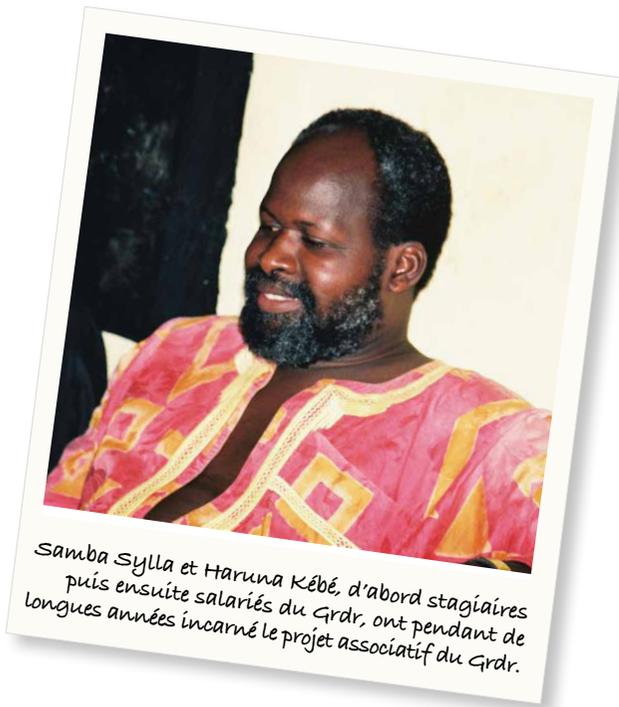
« Il me semble que la destinée du Grdr c'est de faire bien ce qu'il peut faire dans la région avec laquelle il est en relation mais aussi de soutenir d'autres organisations qui essaient aussi de faire progresser les esprits, aussi bien les esprits ici que dans les pays d'origine. Je pense qu'il faut rester très très très proches des réalités pour progresser. Ça c'est probablement un vœu, un souhait personnel... Je pense qu'il faut consacrer du temps à soutenir la croissance d'autres organisations que la nôtre. Il n'est pas possible que tout passe par le Grdr. La démarche qui a consisté à encourager la multiplication des associations locales des gens originaires de la même zone, et à dialoguer avec ces migrants de ces associations locales, je pense c'est une étape intéressante. Mais c'est aux habitants de ces coins de définir la suite. Il me semble que ce n'est pas notre rôle. Il faut encourager cette démarche, la favoriser si si des besoins se précisent. »

Extrait tiré des archives du Grdr

FRANÇOIS AUBERT

Responsable des formations dans les foyers (1985-1988)
Secrétaire général (1988-1991)

« On grossissait. Il y avait certainement des problèmes de pouvoir, de personnes, d'objectifs politiques et de développement. Ça devenait trop gros pour prendre des décisions. Par exemple il y avait une seule personne qui avait accès au chéquier : la secrétaire comptable. Un jour on menait une action avec la Fondation de France, on ne pouvait pas tirer d'argent. Donc il fallait qu'on ait une structuration. C'étaient des problèmes de grossissement de la structure. Quand je suis arrivé on était 4 salariés et 6 ans après on était 50. »



Samba Sylla et Harouna Kébé, d'abord stagiaires puis ensuite salariés du Grdr, ont pendant de longues années incarné le projet associatif du Grdr.

SYLVAIN JAMET

Président du Grdr (2000-2005)

« La compréhension de la mentalité africaine était plus complexe, plus développée. Il y avait Doulo Fofana qui était là, quelques autres amis africains, il y avait Samba Sylla. C'étaient des gens qui pouvaient servir d'intermédiaires entre le CA qui commençait à prendre un peu plus d'aisance et les immigrants. »

La vie associative elle aussi, est au cœur des réflexions. Une étude est menée pour évaluer la possibilité d'accueillir des personnes morales au sein du CA, par exemple des associations de migrants. Ce débat oppose l'aile militante du Grdr, à une aile plus technique, axée sur les questions de développement.

Finalement, c'est cette dernière qui aura le dernier mot. Le Grdr étant souvent le principal soutien technique et financier d'un grand nombre d'associations, le risque était réel que le CA ne soit constitué de représentants défendant les intérêts de leurs associations au détriment de ceux du Grdr.

La question du militantisme va revenir sur la table un an plus tard, mais par une autre porte. Lors de l'AG de 1993, la question se pose de savoir si le Grdr doit devenir un bureau d'études ou rester une association. La balance penche finalement vers la seconde option. Mais beaucoup trouvent (encore et toujours) que la vie associative n'est pas suffisamment militante.



Harouna Kébé



DIADIÉ SOUMARÉ

Président du Grdr (1994-1997)

« Il y avait un débat assez difficile. J'essayais d'être au milieu. Un moment c'était tendu, et Paul [NDLR Shrumph] considérait que c'était mieux que je sois président pour rapprocher les deux tendances. Finalement il y avait une philosophie trop militante qui risquait en fait de masquer l'action militante : elle était trop dans le discours. Ce n'était pas intéressant. Si on les avait suivis on allait dériver. Le Grdr n'était pas une ONG des droits de l'homme, mais une ONG active sur le terrain pour accompagner des populations. Mais si on se limitait à défendre le droit, il n'y aurait plus de projets. »



Marie Thérèse Abéla (à gauche sur la photo) est la seule femme à avoir été présidente du Grdr.

CHAPITRE 3 : 2001 – 2019

01

- Début du programme PIMDERO pour permettre aux migrants de mieux comprendre la décentralisation et ses implications en Afrique de l'Ouest
- Début du programme d'appui à la structuration du mouvement associatif migrant

02

- Mars 2002 : Le Grdr est contraint de déposer le bilan au tribunal de Bobigny. Début de la procédure de redressement judiciaire.
- Création de l'antenne Nord-Pas-de-Calais, 1^{ère} antenne française.

03

- Le gouvernement français propose une aide au retour de 7000 euros aux migrants maliens
- Le Grdr devient le Grdr Migration-Citoyenneté-Développement

04

- Ouverture de l'antenne « Haute Normandie » à Rouen

05

- Etienne Beaudou devient Président du Grdr
- Les Comités Consultatifs deviennent les Comités d'Orientation Stratégique (COS)
- Création de la cellule de Kaédi

07

- Création du Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité Nationale et du Co-Développement (2007-2012)

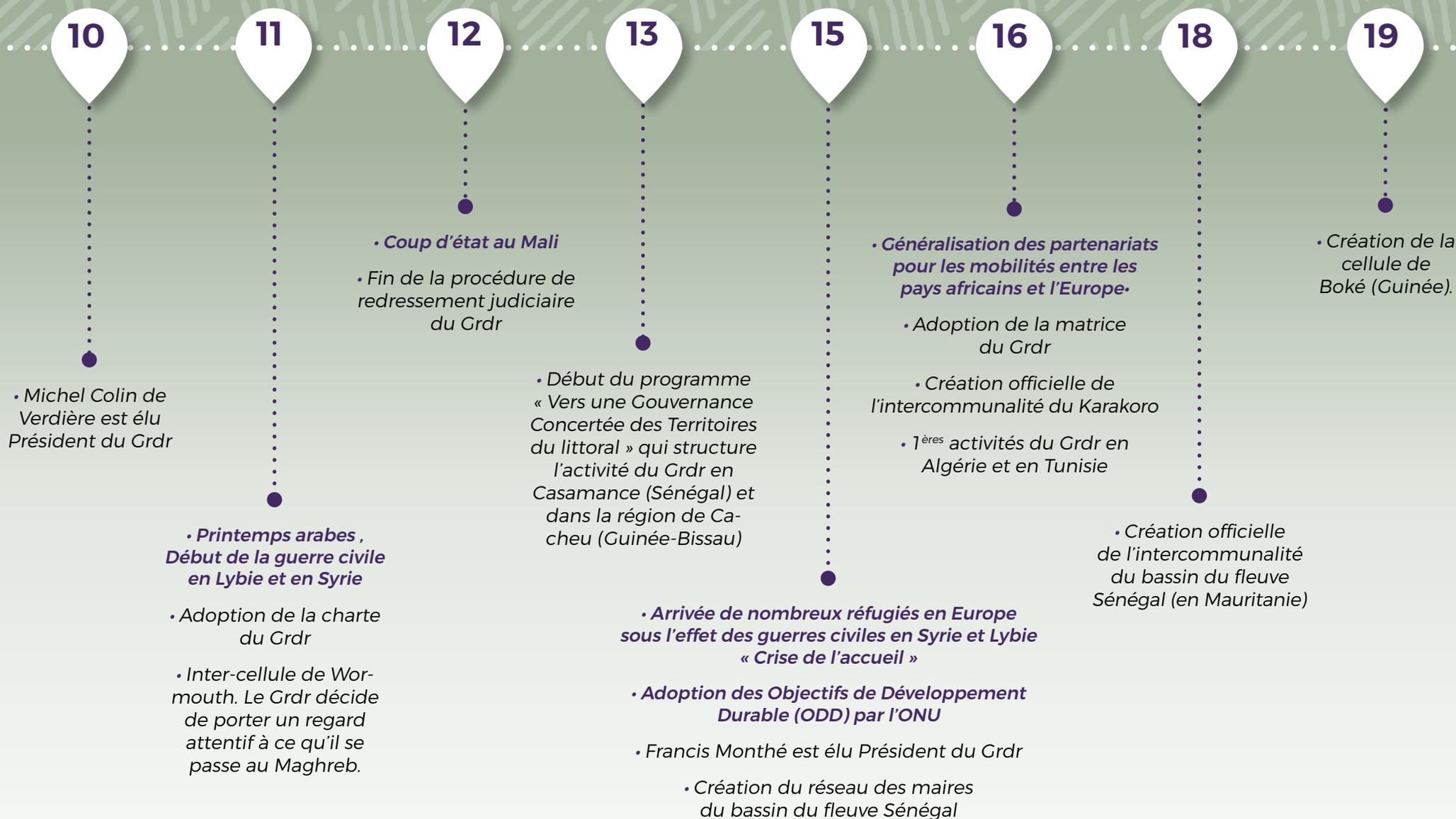
08

- Emeutes de la faim au Sénégal
- Coup d'état en Guinée-Bissau

09

- Création de la cellule de Canchungo
- Création de l'antenne Ile-de-France

LA MIGRATION, UNE RESSOURCE DURABLE POUR DES TERRITOIRES SOLIDAIRES



Les années 2000 sont un tournant dans l'histoire du Grdr. Une crise financière et de gouvernance, associée à des changements d'objectifs des bailleurs, le pousse à se renouveler. De l'appui aux petits projets de villageois et des travailleurs immigrés, le Grdr s'oriente désormais vers l'appui à la décentralisation et à la planification territoriale en Afrique. En France, le Grdr commence à réfléchir à l'opportunité d'ouvrir des antennes, sur le modèle des cellules ouest-africaines. Les 1^{ères} activités de ses antennes sont tournées vers l'appui au mouvement associatif, puis vers l'insertion professionnelle et le développement de l'entrepreneuriat des immigrés. Puis, à partir de 2011 les « printemps arabes » poussent le CA et les équipes du Grdr à engager une réflexion sur d'éventuelles activités au Maghreb...

BASSIROU BANÉ

Maire de Koniakary, Mali

« L'accompagnement du Grdr pour nous est un accompagnement durable, parce que c'est ça l'esprit du Grdr, c'est de nous accompagner pour nous donner des compétences qui nous permettent de nous prendre en charge nous-mêmes. Aujourd'hui nous pouvons dire que cet objectif est atteint. Pourquoi ? Parce que nous sommes en train d'élaborer nos plans de développement local. L'accompagnement du Grdr nous a permis aujourd'hui d'avoir des compétences qui nous permettent de mener nos actions sans le Grdr et cela tant au niveau des techniciens, des mairies et des élus que de la société civile. »

Extrait de l'étude d'impact «Vingt ans d'action du Grdr dans le bassin du fleuve Sénégal»

ABOUCRACY N'DIAYE

Animateur de développement

« Le Grdr, c'est une structure extrêmement formatrice sur le développement local. Quand je suis arrivé en 1994, j'avais quelques connaissances sur les techniques d'alphabétisation mais tout ce qui concerne l'animation, l'approche auprès des populations, les techniques de diagnostic, je les ai toutes apprises ici au sein du Grdr. Ici, ce n'est pas tant l'argent qui compte mais la formation, ce qu'on y apprend. »

Extrait du Kaalden n°14-October 2016

« Je suis passée d'animatrice à élue locale grâce aux formations que j'ai acquises grâce au Grdr. »

Hajiratu Ba



HAIJIRATOU BA

Ancienne Maire de Gouraye

« Le Grdr est une école parce que les gens qui sont passés par le Grdr, souvent ce sont des gens qui viennent sans beaucoup d'expérience. Et grâce aux formations dont ils bénéficient à travers la cellule, ils travaillent maintenant dans d'autres boîtes beaucoup plus importantes ou bien ils sont devenus élus ou autre. Moi, je suis passée d'animatrice à élue locale grâce aux formations que j'ai acquises grâce au Grdr. »



MARIE-LAURE GIBAUD

**Bénévole (1995-2000)
Membre du CA (2000-2005)**

« Il n'y a pas d'autres entités pareilles. Le Grdr est resté fidèle à ses valeurs même si il a dû s'adapter pour évoluer par rapport aux contraintes actuelles. Il reste centré sur ici et là-bas, sur une approche territoriale, sur des thèmes qui sont importants et qui remontent du terrain. Je pense notamment à tout ce qui est fait sur le vieillissement des personnes âgées en foyer, qui est un sujet absolument important mais dont personne ne parle ou presque, sauf le Grdr. Le Grdr reste proche de son public de base et c'est vraiment remarquable, c'est ce qui fait son ADN. Et c'est ça qu'il ne faut pas perdre de vue, parce que c'est ça qui est difficile. »



Atelier de mise en place d'un cadre de concertation à Koussané (Mali) en 2002.

DE LA « CRISE » AU RENOUVEAU



AREZKI HARKOUK

Directeur Exécutif

« Les années 2000 ont vraiment changé le paradigme du développement et bousculé le Grdr dans sa façon de faire. C'est à cette époque que nous sommes passés au concept de « lutte contre la pauvreté », un concept anglo-saxon diffusé par les Nations-Unies autour des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Autant l'exercice des OMD était intéressant dans sa dimension programmatique, autant la mise en œuvre n'était rien d'autre que de l'urgence sans portée politique réelle. On voulait essentiellement rattraper le retard d'investissements dans les infrastructures de bases (santé, éducation, eau) pour corriger les dégâts des ajustements structurels. Cela s'est combiné aussi avec les demandes pressantes de remise de dettes dans un contexte de mondialisation qui creusait de plus en plus les inégalités. Sur le terrain le Grdr qui avait commencé à s'adapter en intégrant l'appui à la décentralisation et au développement local sur demande des nouveaux maires (beaucoup de maires sont d'anciens migrants ou leader

paysans) voulait aussi continuer à faire de l'appui aux initiatives de base porté par les coopératives et la gestion des ressources naturelles. Malheureusement, la lutte contre la pauvreté était devenue l'alpha et l'oméga des bailleurs et continuer à leur parler d'organisations paysannes ou de mobilisation des eaux de surface, voir même de décentralisation était inaudible pour eux. Cela a engendré des débats vifs en internes et avec les associations de base et la diaspora accompagnées par le Grdr. En plus, les coopératives et les migrants ne voulaient absolument pas travailler avec les élus qu'ils considéraient comme des politiciens égoïstes et prévaricateurs. Le Grdr s'est retrouvé ainsi pris en tenaille entre la logique des bailleurs et celle de ses partenaires et bénéficiaires. Il a fallu une grosse gymnastique pour formuler des projets adaptés au contexte des bailleurs et des bénéficiaires. Heureusement, le ministère des affaires étrangères, mais aussi l'Union Européenne, la Région Ile-de-France, le CCFD, la fondation Michelham, la coopération genevoise via les jardins de Cocagnes et d'autres donateurs nous ont fait confiance et ont continué à nous soutenir en respectant notre démarche de recherche action. »



Des jeunes du Nord-Pas de Calais contribuent à des actions de développement à Koniakary au Mali dans le cadre d'un voyage d'échanges

LES ANNÉES DIFFICILES

Nous l'avons vu, dans les années 80 et 90, le Grdr a rapidement grossi et obtenu de nombreux financements qui ont augmenté son budget. A la fin des années 90, ces programmes se terminent. Le Grdr se retrouve alors avec des frais de fonctionnement importants et peu de financements. D'un autre côté, les politiques publiques et les orientations des bailleurs évoluent : moins d'appui aux initiatives de base, plus d'appui au développement territorial.

Dans un 1^{er} temps, le Grdr rencontre des difficultés pour monter des programmes que les bailleurs acceptent de financer. En conséquence, au début des années 2000, difficultés financières et budgétaires s'accumulent : difficultés pour clôturer les comptes de 2001, déficits importants, manque de trésorerie, charges sociales non payées, salaires retardés... A ces problèmes s'ajoutent des difficultés organisationnelles : non-conformité aux procédures des bailleurs, suivi des finances aléatoire, changement fréquent de Directeur Financier, comptabilité mal-suivie...

Dominique Dupain est recrutée en tant que Secrétaire Générale à la mi-février 2002. Un mois plus tard, elle est contrainte de déposer le bilan au Tribunal de Bobigny. La procédure de redressement judiciaire qui s'ensuit durera 10 ans.

Ce redressement implique alors deux choses : réduire le nombre d'employés et changer de locaux. 60% du personnel est licencié et le Grdr déménage son siège au 66/72 rue Marceau à Montreuil. Avec l'adoption de procédures internes plus strictes et de très gros efforts financiers, la situation se stabilise dans les années 2005/2006.

En 2012, fait exceptionnel et remarquable pour une association, le Grdr sort officiellement du redressement judiciaire !

SYLVAIN JAMET

Président du Grdr (2000-2005)

« Cela a été une phase difficile. Le ministère de la coopération française avait de moins en moins de moyens financiers à mettre à la portée des associations et spécifiquement du Grdr. L'UE commençait à peine à s'organiser dans ce domaine et ce n'est que très progressivement qu'elle est venue nous aider. Donc pendant une période intermédiaire, il a fallu faire appel à des associations françaises, c'est là où les relations ont été particulièrement approfondies avec le CCFD, Emmaüs, etc. »



DOMINIQUE DUPAIN

Secrétaire Générale (2002-2006)

« Les bailleurs de fonds ne financent pas d'associations qui ont des problèmes financiers. A chaque demande de subventions il faut arriver avec des comptes qui montrent qu'on est solides financièrement. On est allé voir le Ministère des Affaires Etrangères (MAE), en leur disant « soit vous acceptez de continuer la convention pluriannuelle avec nous, soit vous nous lâchez et on ferme boutique ». Le MAE a quand même permis qu'on poursuive mais j'y allais presque tous les mois pour montrer qu'on allait s'en sortir. Au tribunal il a fallu monter un plan de redressement sur 10 ans. Ce n'était pas de la petite affaire ! On ne voyait pas du tout comment on allait faire pour redresser la boutique. On a fait beaucoup de représentations auprès des bailleurs de fonds, Conseil Régional d'Île-de-France, Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais, Conseil Régional du Centre. Je suis allée expliquer à tous nos bailleurs de fonds, y compris les privés, la situation du Grdr. Mais cette association est tellement atypique que les gens ont continué à bien vouloir s'impliquer financièrement. »



AREZKI HARKOUK

Directeur Exécutif

« Il a fallu se ré-crédibiliser au niveau des bailleurs de fond donc ça a pris beaucoup de temps. Ensuite il fallait ré-accéder aux fonds européens. On a relancé la machine à partir de 2005. Notre situation financière était très difficile à défendre quand on déposait un dossier. On a essayé de réduire le dispositif, de faire beaucoup d'animations. Tout n'était pas perdu. En interne l'engagement était très fort y compris des bénévoles. Et le Grdr est resté humble. L'énergie positive était là. »



DOMINIQUE DUPAIN

Directrice Exécutive (2002-2006)

« La rupture psychologique ça a été de déménager. On ne pouvait plus payer les anciens propriétaires, on avait des mois d'impayés et les locaux étaient sombres, avec des archives partout, poussiéreux. On a trouvé des nouveaux locaux rue Marceau et je me suis dit « Allez ! La dernière rupture c'est le déménagement ». Donc on a déménagé, on a jeté beaucoup de choses et on s'est réinstallé. Les salariés ont toujours joué collectif. Je les informais presque toutes les semaines et tout le monde savait qu'on était sur la corde raide et a joué le jeu à fond, en faisant des prestations de qualité. On a aussi fait beaucoup de portes ouvertes, beaucoup de réunions dans des mairies, des réunions thématiques sur le logement. Il y avait tous les migrants du quartier, les gens des conseils municipaux etc. On s'est beaucoup démené pour montrer que le Grdr était toujours là. On continuait à réfléchir et à impliquer les différentes parties prenantes. On a vraiment beaucoup bossé. »

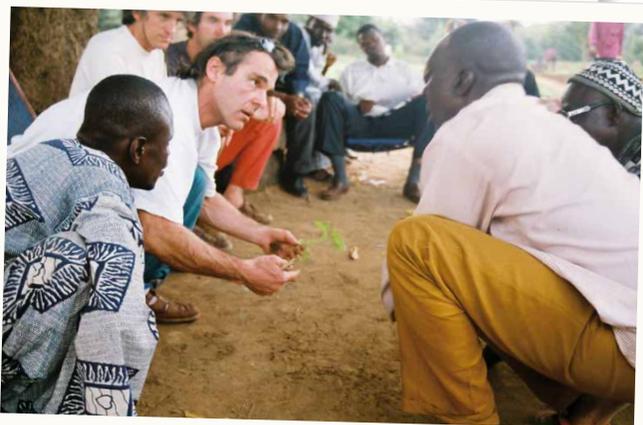
« Il fallait absolument communiquer car les rumeurs vont vite. Donc on n'a pas arrêté de communiquer pour trouver de nouveaux bailleurs, trouver des nouvelles régions. Et puis on faisait des réunions avec les salariés pour être très clairs et transparents. Il fallait prévenir tout le monde. Mais c'est ça qui est sympathique finalement au Grdr : il y a une bonne solidarité, c'était un peu leur famille, pour les migrants et il y avait aussi une grande implication des salariés, des gens du CA, des adhérents... Tout le monde se sentait concerné ! »



Un périmètre maraicher mis en place avec le soutien du Grdr (Mali - 2004)



Réunion d'équipe à Kayes (2004)



Une formation agricole (Kayes -2004)



Moment de détente entre les équipes du Grdr et leurs partenaires (Kayes - 2004)

LA REDÉFINITION DES PRIORITÉS

Cette période a été une période de réflexion intense. Au-delà des questions financières, de nouvelles interrogations apparaissent : quels sont les besoins des acteurs locaux du développement ? Quelles sont les priorités ? Quel avenir pour le Grdr ? Une seule structure ? Ou un système décentralisé avec des ONG indépendantes en Afrique sous forme de réseau ? Une nouvelle fois, l'aile militante s'oppose à celle plus technique.

C'est à ce moment-là que l'idée de s'orienter vers une démarche de développement local, à l'échelle communale, commence à germer.

De nouveaux axes d'intervention sont définis, qui tiennent mieux compte des enjeux de l'époque. Désormais, le Grdr va donner sa priorité à la gouvernance décentralisée et la lutte contre les inégalités. En Afrique, l'accent est mis sur la sécurité alimentaire.

Dans le même temps, les représentants des associations villageoises commencent à s'inquiéter des difficultés que rencontre la deuxième génération d'immigrés en France. Ils insistent pour que le Grdr intervienne sur les questions d'insertion. A travers ce renouveau, l'association élève son niveau d'analyse des contextes et son cadre d'intervention. Sa capacité d'adaptation et de réponse aux besoins peut être considérée comme un atout majeur.



MARIE-LAURE GIBAUD

Bénévole (1995-2000) / Membre du CA (2000-2005)

« Un groupe de travail réfléchissait à l'opportunité de créer des entités autonomes qui iraient chercher elles-mêmes leurs fonds sur les différents terrains et positionner le siège comme étant juste une base arrière qui participerait sous forme de support transversal. L'idée c'était de faire une sorte de « G.R.D.R. réseaux ». On s'était réparti des associations à rencontrer pour voir comment elles étaient structurées, comment elles fonctionnaient. »



MICHEL COLIN DE VERDIÈRE

Président du Grdr (2010-2015)

« Finalement on a exclu cette idée de créer des entités autonomes. Parce que, d'après ceux qui ont expérimenté ça, il y a pas vraiment de mécanismes de solidarité qui jouent quand ça va mal dans un pays. Même si sur le papier c'est prévu, en fait c'est très compliqué. »



L'appui aux initiatives de développement local va marquer les années 2000.



AREZKI HARKOUK

Directeur Exécutif

« On a changé énormément de choses dans notre façon de faire. Par exemple autour du terme « sécurité alimentaire ». Il a fallu sortir de la démarche « eaux de surface » qui n'était pas le mot clé pour la sécurité alimentaire. Quand on parlait des eaux de surface, on n'attirait pas l'attention de nos interlocuteurs chez les bailleurs. On a fait un gros travail de reformulation et de repositionnement en interne pour intégrer le concept de « sécurité alimentaire » qui sonnait mieux aux oreilles des bailleurs. Il incluait bien évidemment les eaux de surface, mais il fallait le formuler autrement pour qu'il soit plus parlant pour eux. »

« On a fait un gros travail de reformulation et de repositionnement en interne »

Areki Harkouk



THIERRY VALLÉE

Chargé des coopérations décentralisées (1993-2000) / Chargé d'appui au mouvement associatif migrant (2001-2008)

« Le fait que le Grdr pousse vers la mise en place de cadres de concertation pour moi c'était intéressant parce que ça posait un cadre pour que l'ensemble des acteurs soit partie prenante, en tout cas pour que l'ensemble des acteurs puisse se positionner par rapport au développement local. Et je trouvais que c'était même une plus-value par rapport à la décentralisation locale qui était en train de se mettre en place. »

DU G.R.D.R. AU GRDR MIGRATION - CITOYENNETÉ - DÉVELOPPEMENT

Pour marquer ce nouveau tournant, le G.R.D.R. change de nom en 2003. Désormais il s'appelle « Grdr Migration - Citoyenneté - Développement ». Exit donc le Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement Rural. Néanmoins, la décision est prise de rester dans la continuité, et de garder le nom « Grdr » sans en décliner le sens, un peu comme une signature ou un graphe et non plus comme un sigle. En effet, la phonétique « Grdr » est très connue sur les territoires d'Afrique de l'ouest et il était hors de question de le changer. En ajoutant les mots « migration » et « développement », on met en évidence le « double espace ». Le terme « citoyenneté », au milieu, marque l'unité, le rapport aux territoires et aux droits, ici comme là-bas.

Il s'affirme comme une association internationale de solidarité et non plus comme une association de solidarité internationale. Après avoir redéfini ses priorités et stabilisé ses finances, il s'attache à consolider son projet associatif. Cela passe par la création des Comités d'Orientation Stratégique (COS) qui succèdent en 2005 aux Comités Consultatifs qui ont émergé depuis de nombreuses années mais qui n'étaient pas formalisés dans les statuts. Une charte éthique est adoptée en 2011. Après un long travail de co-construction en interne, les COS deviennent « Conseils d'Orientation et de Suivi », en janvier 2014 avec l'adoption de leur « cadre de référence ».

Désormais chaque cellule (ou presque) est accompagnée de son COS. Il s'agit d'un petit groupe d'adhérents, fortement engagés aux côtés du Grdr et au sein de leur territoire de vie. Ils sont chargés de définir les priorités locales, de soutenir le travail des cellules et antennes, de jouer le cas échéant un rôle de médiation et d'alimenter les cadres de concertation sur place.



PATRICK GOMES

Chargé de mission (2000-2009)
Membre du CA (2009-2014)

« Les Comités Consultatifs (CC) : des sages, chefs de quartiers, chefs de villages, militants associatifs, anciens migrants... C'étaient des personnes qui assistaient aux événements du Grdr et étaient force de conseil pour nous, agents du Grdr. C'étaient vraiment des personnes ressources qui permettaient de mettre en place nos actions et de nous conseiller. Le Grdr au Guidimakha a connu des périodes assez compliquées dans l'histoire de son implantation et ces personnes-là ont joué un rôle important dans ses relations avec l'administration. Ils constituaient une assise locale et démontraient que le Grdr n'était pas une « ONG de projets » de passage dans la région. Dans ces années-là il y avait pas mal de structures qui venaient pour quelques années et repartaient ensuite. »

En 2016, le Grdr adopte sa « matrice » qui propose une grille de lecture de ses actions. Celles-ci sont organisées autour de deux grands piliers, les « mobilités humaine » et la « gouvernance citoyenne des territoires » et de trois grands axes d'action, « proximité », « interdépendance » et « production de connaissance ».



AICHA BOUCENNA

Coordinatrice de la cellule de Sélibaby (1998-2000)

« J'avais tellement de problèmes que j'avais besoin de ce comité. Il me fallait quelque chose entre moi et l'administration. Et il fallait que ce soit des Mauritanien. C'était très bien. Ce que j'ai appris moi avec le Grdr déjà c'est que l'implication de la société civile est incontournable. Pour établir les liens et cimenter un peu tout ça, surtout dans des villages un peu isolés, il nous fallait des appuis, et qui ne soient pas des salariés du Grdr d'où la mise en place d'un comité consultatif. Et il a marché. »



AREZKI HARKOUK

alors Coordinateur Mauritanie

« A mon arrivée à Sélibaby j'ai très rapidement rencontré les COS. C'étaient des vieux notables, c'était assez intimidant. Mais j'étais bien accueilli et j'ai très vite vu la complémentarité et l'intérêt pour un coordinateur d'avoir en face de soi des gens qui connaissent le territoire et à qui tu peux confronter ton discours et tes idées pour savoir s'il y a un écho ou pas. Très vite on a trouvé un bon mode de fonctionnement. L'utilité des COS m'est apparue très naturellement comme essentielle à l'ancrage et la réussite de ma mission. Maintenant c'est là-bas que se construit l'action. Ça c'est une véritable révolution : un projet en Mauritanie ou au Mali, il est conçu par les équipes et le COS sur place et avec la participation forte des partenaires locaux. Le Grdr a réussi à faire ça et reste une des rares organisations à avoir décentralisé à ce point la fonction de conception des projets. »



DOULO FOFANA

Vice-président du Grdr

« Aujourd'hui pour moi la plus-value du Grdr c'est l'écoute, notamment avec les Conseils

d'Orientation et de Suivi (COS). A un moment il y a eu une discussion pour faire un Grdr France et un Grdr Afrique. Mais les COS n'ont pas voulu. Ils ont dit « soyons ensemble pour avoir la force » et moi je pense que c'est formidable ! »



DAOUDA N'DIAYE

**Membre du Grdr (depuis 1998)
Vice-président du CA (2006-2015)**

« Le projet associatif du Grdr a beaucoup évolué. Au début on parlait de Conseils Consultatifs, puis on est passés au Comité d'OrientatiOn Suivi (COS). Ce changement c'est plus qu'un changement de nom. C'est un changement de façon de voir. Aujourd'hui, les COS peuvent monter au créneau. Ceux qui accompagnent le Grdr sur le terrain, ceux qui sont censés donner plus de légitimité au Grdr sur le terrain revendiquent le droit à la parole. Ils l'ont mais ils veulent se sentir concernés pour tout ce qui est relatif au bon fonctionnement du Grdr. »



IBRAHIMA TRAORÉ

**Ancien migrant, ancien Maire
de la commune de Kolimbiné au Mali
Conseiller municipal**

« Je suis moi même membre du COS. On a beaucoup travaillé à l'époque pour aider la cellule. Quand il y avait des incompréhensions au niveau du périmètre c'est nous qui allions voir les gens pour discuter et qui disions « attention il ne faut pas aller dans cet endroit, il y a un problème foncier » etc. On essayait de guider et d'éviter d'entrer dans les problèmes. »

*« Une des plus-values du Grdr
c'est de pouvoir expérimenter
et capitaliser sur ce qu'on fait. »*

Olivier Le Masson



OLIVIER LE MASSON

Chargé des partenariats

« Une des plus-values du Grdr c'est de pouvoir expérimenter et capitaliser sur ce qu'on fait, la production de connaissances pour pérenniser notre démarche. Ce qu'on a fait est écrit. Les guides qu'on a produits sont le reflet de ce qu'on a fait. C'est le côté recherche-action du Grdr. Au niveau global, la plus-value est aussi dans la capacité de se faire rencontrer les équipes, de favoriser les rencontres et les échanges, le penser et le faire ensemble, toutes ces dynamiques de métissage qui sont au coeur de notre charte. Au niveau interne, elle est dans tout ce qui est métissage, échanges interculturels, capacité de monter des projets ensemble. »



MARIAM MAGUIRAGUA

**Coordinatrice Mali
(2003-2016)**

« Sa démarche multi-acteurs était vraiment une réalité et pas juste des mots en l'air, c'était une plus-value propre au Grdr. Beaucoup d'ONG viennent avec des projets déjà ficelés, avec une méthodologie. Le Grdr lui

insistait sur cette approche de recherche - action sur chaque programme et chaque activité. Ça nous permettait de faire des allers-retours et de ficeler des choses. Notre pluralité recherche-action était notre plus-value. Malgré les difficultés j'ai aimé mon temps de passage au Grdr. C'est une école où on se forme et il y des messages, des liens et des équipes multiculturels qui font de belles relations qui s'établissent avec les équipes. »

PRIORITÉ AU TERRAIN ET AU DÉVELOPPEMENT LOCAL EN AFRIQUE



AREZKI HARKOUK

Directeur Exécutif

« En Mauritanie on a introduit et vulgarisé la notion de développement local. Nous avons adapté, créé et partagé beaucoup d'outils et méthodes du processus du développement local (MARP, monographie territoriale, prospective territoriale, cadre de concertation, animateur de développement local, etc...). C'est le Grdr qui a introduit ça dans toutes les régions du bassin du fleuve Sénégal. En Mauritanie on était parmi les rares organisations à refuser d'être sous-traitants des programmes nationaux de lutte contre la pauvreté. Nous avons pris le problème dans un autre sens et avons centré notre action sur la décentralisation et le développement local comme levier de « lutte contre la pauvreté » en faisant de la participation des élus et des organisations de la société civile un préalable non négociable. Ce n'était pas évident car les programmes nationaux étaient dans des logiques descendantes, directives et souvent de politiques clientélistes. On a été les éclaireurs sur le développement local en partant sur les politiques de décentralisation. »



Ibrahima Thioly, ancien migrant accompagné par le Grdr est désormais Maire de Baédiyam (Mauritanie)



Moussa Cissé, quant à lui, a été élu député à l'Assemblée Nationale du Mali.



DROUDA N'DIAYE

**Membre du Grdr depuis 1998
Vice-président du CA (2006-2015)**

« Je reste convaincu que le Grdr a fait fléchir des politiques publiques sans être vraiment ambitieux. Le Grdr a participé à accompagner des projets individuels, des projets collectifs, a pris part à des discussions, a formé des personnes qui aujourd'hui sont devenus des consultants. Ce n'est pas rien dans la vie d'une association. Il y a des salariés du Grdr qui en sortant ont ouvert des cabinets de consultants. Ça ce n'est pas négligeable. »

LA DÉCENTRALISATION REDÉFINIT LES RELATIONS ENTRE LES MIGRANTS ET LE « TERRAIN »

Les politiques de décentralisation en Afrique de l'ouest ont progressivement transféré aux collectivités locales la majorité des prérogatives fondamentales (eau, santé, éducation...) qui étaient jusque-là financées par les migrants. De nouveaux acteurs, les élus, ont émergé. La décentralisation a changé les modes d'action et la répartition des responsabilités. Par exemple, l'accroissement de l'autonomie financière et politique des associations locales s'est fait au détriment des associations de ressortissants en France. Cela s'est traduit par une structuration de plus en plus dynamique sur place, dépassant l'échelle villageoise, alors que les migrants, eux, continuaient à agir à cette échelle.

Tout en continuant à appuyer les projets des associations de migrants, le Grdr a diversifié ses activités en travaillant avec les élus locaux sur l'appui à la décentralisation et le développement territorial. Ce nouveau virage, n'a pas toujours été bien compris par les migrants et les associations villageoises, qui, avec la fin des fonds d'appui aux initiatives de base, ont pu se sentir délaissés.



MATHIEU LAFRÉCHOUX

Salarié du Grdr (2002-2012)
Membre du CA (2012-2016)

« Il ne faut pas qu'un projet soit déconnecté de ce qui était planifié à l'échelle communale. C'est ce rôle de planificateur que les migrants ont progressivement reconnu aux élus pour pouvoir petit à petit mobiliser des aides au niveau du pays et des coopérations décentralisées. Il fallait que tout le monde comprenne l'intérêt de définir ensemble les priorités pour mobiliser des financements. Mais sur place, ça a été assez incompris, les leaders associatifs se sont sentis délaissés. Le Grdr a changé de posture. Il est passé de technicien opérationnel d'action concrète à un rôle beaucoup plus difficile à comprendre, plus abstrait de dynamique territoriale, de planification, un peu plus méthodologique, sur des temps plus longs. Ça aussi ça a été incompris, car la décentralisation, quand on parle de l'identité de la commune, de l'appropriation communale, c'est beaucoup de discussions dans un premier temps, appréhender le territoire, comprendre les dynamiques villageoises, les polarisations de développement, et peu d'actions. Alors qu'avant le Grdr était plus opérationnel dans sa mise en œuvre. Mais ce qui est important c'est que le Grdr connaît ces territoires depuis les années 80/90, il est présent et en capacité de croiser l'information. Il est donc crédible au niveau des populations. C'est l'ancrage historique, qui a pu permettre d'être entendu sur ces nouveaux enjeux qu'on proposait avec les élus. »

« Le maire arrivait avec plein de responsabilités déléguées par les lois de décentralisation et il leur fallait investir les partenaires issus de la migration puisque c'étaient eux les acteurs du développement avant tout. Donc il fallait qu'ils viennent pour déterminer avec les associations comment ils pouvaient travailler ensemble, sur quel projet, quel appui le maire pouvait débloquent au niveau du pays pour que les associations de ressortissants arrivent aussi à débloquent d'autres partenaires au niveau de leur territoire d'accueil. Il fallait délimiter les modalités de cette coopération. »



YOUSOUF CISSÉ

Responsable de formation (1992-1995)
Directeur des programmes Afrique (1995-97)

« Une des batailles qu'on a mené au Grdr avec les associations de migrants c'était de dire « ce que vous faites doit s'inscrire dans les dynamiques locales, dans les politiques locales, dans les politiques de décentralisation ». Nous avons beaucoup œuvré pour que les projets des migrants s'inscrivent dans une démarche de développement local, où le migrant n'est pas le boss ou le patron.. »



IBRAHIMA THIOYE

Ancien migrant, ancien salarié formateur au Grdr, élu à 3 reprises Maire de la commune de Baediam, Conseiller régional du Guidimakha, Président d'honneur de l'intercommunalité du Karakoro en Mauritanie

« Le migrant, quand il est venu ici, il s'intéressait d'abord en premier lieu à son village, sa famille, sa communauté. Le Grdr a orienté le projet du migrant vers un projet plus élargi par rapport à ce que c'était à l'origine. On a fait comprendre aux migrants que, faire simplement des actions de développement pour leur communauté et leur famille, ne réglera pas le problème de développement de leur région. Il faut l'étendre sur d'autres communautés car il y a d'autres villages qui n'ont pas de migrants. Les associations fortes doivent investir au niveau du territoire plutôt qu'au niveau du village. Cette notion de territoire et de reconnaissance communale a été introduite avec l'appui du Grdr. Aujourd'hui, une partie, une communauté, un village, ne peut pas se développer sans l'autre. »

L'APPUI À LA DÉCENTRALISATION ET AU DÉVELOPPEMENT LOCAL : LE PROGRAMME PAIDEL

Le Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Local (PAIDEL) débute en l'an 2000. Il propose une approche innovante du développement pour améliorer les conditions de vie des populations, en mobilisant les ressources locales du bassin du fleuve Sénégal. Reconduit à 3 reprises, il s'achèvera en 2014. Il a structuré toute l'action du Grdr en Afrique de l'ouest et sur le double-espace pendant près de 15 ans.

L'objectif était d'équiper les décideurs locaux avec des outils de prise de décision efficaces, de les aider à faire des diagnostics territoriaux, des monographies, à prioriser leurs actions. Cette planification territoriale doit être basée sur la concertation de tous les acteurs locaux et sur des connaissances solides. Deux points sont désormais au cœur de l'action du Grdr.



Photo prise lors de l'atelier de validation de la monographie de la commune de Dafort (Mauritanie - 2003).



IBRAHIMA THIOYE

Ancien migrant, ancien salarié formateur au Grdr, élu à 3 reprises Maire de la commune de Baediam, Conseiller régional du Guidimakha, Président d'honneur de l'intercommunalité du Karakoro en Mauritanie

« Quand il y a eu l'avènement de la décentralisation, nous nous sommes orientés vers autre chose. Car nous avons vu que le développement des villages ne peut se faire qu'à travers les communes. Les institutions communales deviennent donc pour nous encore une autre bataille où se positionner. Et c'est là où justement j'ai mis le pied dans la politique locale, avec les conseils et l'appui du Grdr. »



MARIAM MAGUIRAGA

Coordinatrice Mali (2003-2016)

« Sur le PAIDEL, on faisait de l'appui à la décentralisation, de l'accompagnement aux nouvelles collectivités pour les doter d'outils à la décision, les aider à faire des diagnostics de leur territoire et à prioriser leurs actions. C'était un accompagnement technique et méthodologique : comment faire des monographies, des plans de développement ? Comment les aider pour gérer des animateurs de développement ? »



OLIVIER LE MASSON

Chargé des partenariats

« Au début, on comprenait bien la demande mais en même temps on n'était pas totalement en capacité d'y répondre. On connaissait la décentralisation dans les textes, mais pas vraiment comment on mène un projet de territoire à l'échelle décentralisée. On ne connaissait pas le type d'acteurs, on passait d'associations à des logiques pluri-acteurs. Les territoires regroupaient plusieurs villages. Il a fallu reconstruire le cadre logique du PAIDEL. C'est le plus gros virage que le Grdr a dû faire dans son histoire ! »



PATRICK GOMES

**Chargé de mission (2000-2009)
Membre du CA (2009-2014)**

« La transition entre l'appui aux initiatives de base (FAIB) et le PAIDEL n'a pas été simple à gérer. Pour certains acteurs il y avait un sentiment d'abandon notamment au sein des coopératives qui estimaient qu'on délaissait les habitants pour travailler avec des élus. Il y avait une forte défiance vis-à-vis des pouvoirs publics. L'un des défis du PAIDEL était donc de lever cette défiance pour créer des coopérations autour des nouveaux élus communaux qui devaient fédérer, planifier et réaliser des actions pour leurs populations. On s'appuyait sur les réseaux des animateurs des coopératives pour réaliser les monographies, on a formé des animateurs à ces outils. Il y a alors eu une prise de conscience d'une complémentarité possible entre la dynamique « initiatives de base » et le « développement communal » qui permettait d'appréhender d'autres problématiques de développement tel que l'accès aux services et infrastructures de base. »



MATHIEU LAFRÉCHOIX

**Salarié du Grdr de (2002-2012)
Membre du CA (2012-2016)**

« Concrètement : on présentait la méthodologie aux acteurs locaux. Les acteurs locaux recrutait les animateurs grâce à un budget qui avait été mis en place pour ça. On formait ces animateurs aux outils, en expliquant ce qu'on cherche à avoir comme informations, ce que l'on cherche lorsqu'on fait un profil historique, ce que l'on cherche comme animations lorsque l'on fait une carte de terroir. Tous ces outils là on les fait ensemble pour qu'ils soient capables d'aller conduire des formations dans les villages. Ensuite les animateurs se répartissent dans les communes. Puis il y a un gros travail d'explication au sein des communes, on diffuse sur trois jours les outils, les informations présentes dans les monographies. Ensuite on fait des restitutions au niveau communal, on valide les monographies et on passe à la phase suivante : quels arbitrages ? quelles priorités de développement ? »

SÉGA SOW

**Directeur général de l'Agence de
Développement Régionale de Kayes**

« Le Grdr a été un élément moteur dans le développement local de la région de Kayes : initiation des techniciens du conseil régional au développement local, accompagnement à l'apprentissage de comment on fait le développement local, comment on fait l'animation d'un territoire, comment s'y prendre avec les associations de jeunes, les associations de femmes pour le développement local... »

Extrait de l'étude d'impact « 20 ans d'action du Grdr dans le bassin du fleuve Sénégal »



ABDOUL ELHADJ SOW

Conseiller municipal de Djéol, en Mauritanie

« Le Grdr nous a beaucoup formés en termes de capacités, en termes de réflexions, en termes de responsabilités. Dans la commune il y avait un certain nombre de partenariats ça et là, tout était éparpillé. Nous avons pu apprendre grâce

au Grdr à nous organiser, à nous structurer sur ce que chacun doit faire. Ça c'est inestimable. L'expérience que j'ai acquise avec le Grdr, je peux dire que ça ne pourra me renforcer que davantage dans mes fonctions municipales. Maintenant je comprends mieux le rôle de la société civile et comment nous pouvons être utiles pour la commune. »

Extrait de l'étude d'impact « 20 ans d'action du Grdr dans le bassin du fleuve Sénégal

ISSA GANGUÉ

Secrétaire municipal d'Orkadiéré (Sénégal)

« Au début, il n'y avait pas de document de planification au niveau de la collectivité locale. C'est avec l'intervention, ou l'arrivée du Grdr au niveau de notre communauté qu'on a pu mettre en place un Plan de Développement local. Dans ce document, il est mis en exergue l'ensemble des besoins de la collectivité locale. Sur le plan territorial, il y a la maîtrise de l'espace communal, mais aussi, sur le plan de l'information, concernant la population, les infrastructures éducatives, les infrastructures sanitaires, et hydrauliques aussi. L'ensemble des informations de la communauté locale ont été résumées dans ce plan. Ce qui était important pour nous aussi c'est l'accompagnement technique du Grdr. Ils ont mis en place un cadre de concertation pour la maîtrise d'ouvrage. C'était une nouveauté autant pour le Conseil que pour les populations. »

Extrait de l'étude d'impact « 20 ans d'action du Grdr dans le bassin du fleuve Sénégal



« L'accompagnement du Grdr au sein de l'intercommunalité est visible. Le Grdr a créé une entente entre les villages »

Pauline Casalegno

LA COOPÉRATION TERRITORIALE

T rès rapidement, un constat s'impose au Grdr : les limites administratives, si elles ne sont pas dépassées, peuvent limiter l'impact de son action. De nombreux enjeux territoriaux impliquent les territoires voisins, par exemple sur la gestion des ressources naturelles, la gestion des ressources en eau, les structures de santé, l'approvisionnement des localités... Le Grdr va donc s'attacher à poser les bases d'ententes intercommunales permettant de gérer de manière concertée, à l'échelle de plusieurs communes, les priorités liées au développement de ces régions. Il soutient ainsi (entre autres) les ententes du Benkadi et de l'Association des communes du Guidimakha kaffo (ACGK) au Mali, du Karakoro en Mauritanie, de la Réserve Nationale du Boundou au Sénégal...



IBRAHIMA THIOYE

Ancien migrant, ancien salarié formateur au Grdr, élu à 3 reprises Maire de la commune de Baediam, Conseiller régional du Guidimakha, Président d'honneur de l'intercommunalité du Karakoro en Mauritanie

« Notre souci est d'accompagner toutes les communes, pas seulement les communes les plus fortes. Nous nous battons pour que dans le cadre de l'intercommunalité s'insère une certaine forme de solidarité et de partage pour le développement. Il faut mener une politique qui va amener à ce que la petite commune et la grande commune partagent le même projet d'accès à l'eau par exemple, que ça profite aux deux. »

IBRAHIMA SOW

Président du Réseau régional des Associations des Jeunes - Guidimakha (Mauritanie)

« La concertation je la juge nécessaire parce que sans la concertation on ne peut pas faire de développement. Avec l'appui du Grdr, nous avons demandé à ce que ma commune adhère à l'intercommunalité du Karakoro. Les maires ont acceptés. J'avais face à moi des maires qui se concertent, qui s'associent, qui mènent des actions ensemble. C'est grâce à ces concertations qu'ils ont jugé nécessaire d'orienter les financements vers une des communes qui est la plus défavorisée. Ça a permis d'avoir quelques aménagements : telles les banques de céréales ou des diguettes. L'accompagnement du Grdr au sein de l'intercommunalité est visible. Le Grdr a créé une entente entre les villages. »

Extrait de l'étude d'impact « 20 ans d'action du Grdr dans le bassin du fleuve Sénégal. »

LES DYNAMIQUES TRANSFRONTALIÈRES

Au tournant des années 2000, le Grdr commence un grand travail sur les dynamiques transfrontalières. Le Karakoro en est probablement l'exemple le plus emblématique. L'objectif est de faire de ce bassin qui relie le Mali et la Mauritanie, une région où il y a une forte solidarité, du dialogue et de la concertation pour le maintien de la paix et le développement. En 2008, à Bamako, le Grdr parvient à organiser la première réunion transfrontalière sur le Karakoro, regroupant bailleurs et ministres des deux pays.

Un cadre transfrontalier va finalement être officiellement formalisé en 2016, sur la gestion des ressources naturelles. 15 représentants maliens de l'intercommunalité de l'ACGK et 15 mauritaniens du Karakoro se réunissent désormais régulièrement et officiellement pour réguler les transhumances et limiter les conflits avec les agriculteurs. Ces confrontations avaient tendance à se multiplier sous l'effet de la raréfaction des ressources.

Plusieurs autres initiatives sont en cours, tant sur les dimensions sociales, économiques que culturelles. Par exemple, les maires des 3 pays du bassin du fleuve Sénégal (Mali, Mauritanie, Sénégal) se sont regroupés en « réseau des maires des communes riveraines du fleuve Sénégal ». D'autres initiatives sont plutôt axées sur la préservation du patrimoine semencier, aux côtés des organisations paysannes.



AREZKI HARKOUK

Directeur Exécutif

« Une frontière n'est pas une limite. Elle doit être un lieu d'aménagement, être pensée comme une continuité surtout quand il n'y a pas d'obstacle naturel. Les populations doivent se sentir en sécurité et en confiance. Une frontière doit être portée par les acteurs locaux. Un des enjeux aujourd'hui c'est de construire la compétence des États à faire du transfrontalier. »

« La rencontre qui a eu lieu en 2008 a été un moment fort, un travail de longue haleine. Pouvoir asseoir deux ministres de l'intérieur à une même table pour signer un accord ça a été du plaidoyer de haut vol. C'est seulement après coup que l'on s'est rendu compte que nous avons accompli un exploit diplomatique salué par les deux parties. »



MARIAM MAGUIRAGUA

Coordinatrice Mali 2003-2016

« Le Grdr travaillait sur ces différents espaces et à chaque fois dans l'émission d'un programme on sentait cette rupture au niveau de la frontière alors que ça aurait dû continuer. Ce qui a poussé le Grdr à proposer un programme transfrontalier. »



DAOUDA N'DIAYE

**Membre du Grdr depuis 1998
Vice-président du CA (2006-2015)**

« Ce qui m'avait fasciné en fait c'est que le Grdr travaille dans un cadre qui transcende un peu les frontières héritées du système colonial. C'était le fait de pouvoir organiser des formations de renforcement de capacités entre des sénégalais, des maliens, des mauritaniens qui peuvent se retrouver et s'organiser dans des banques céréalières »



Dans le Karakoro, entre le Mali et la Mauritanie, un long processus d'échanges a abouti à la mise en place d'un cadre de gestion des conflits entre les communes situées de part et d'autre de la frontière.



HAJIRATOU BA

Ancienne Maire de Gouraye

« On a vu qu'il y avait vraiment beaucoup d'enjeux qu'on partageait en tant que communes qui longent le fleuve. Il y avait l'envie de nous réunir en tant qu'association intercommunale du fleuve [NDLR : la commune de Gouraye est membre d'une intercommunalité officiellement créée en 2018]. Parmi les enjeux, il y a la restauration des sols, les échanges interculturels entre les populations. Sur les dynamiques transfrontalières, on peut citer l'existence des réseaux des Maires du bassin du fleuve Sénégal avec l'adhésion d'un grand nombre de maires. Pour faciliter des meilleurs échanges de paix et de développement. Nous avons aussi organisé le festival transfrontalier de Gouraye, avec l'appui du Grdr justement, dont la première édition s'est déroulée en 2017. »

« *Ce temps d'écoute et de diagnostic pour moi le Grdr le fait très bien* »

Pauline Casalegno



PAULINE CASALEGNO

**Volontaire du Progrès au Mali (2004-2017)
Coordinatrice antenne NPDC (2007-2017)**

« Ce que j'ai énormément apprécié au Grdr à Kayes quand j'y étais c'était la proximité et la connaissance du territoire ainsi que la capacité d'écoute et d'adaptation des projets. Je n'ai jamais vécu le Grdr comme un projet qui se déroulait. Il y avait l'écoute des gens : s'il y a des pratiques qui existent, on va réfléchir à pourquoi ? Quelles sont leurs raisons d'être ? Comment on peut les faire évoluer ? Ce temps d'écoute et de diagnostic pour moi le Grdr le fait très bien. »



GUILLEMETTE CELLIER

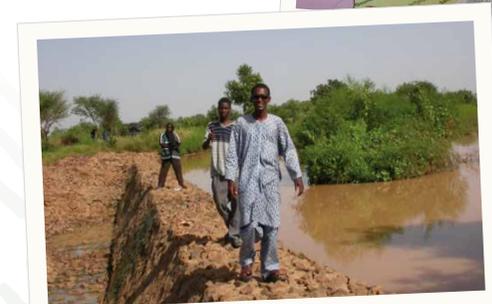
Chargée de la sécurité alimentaire et gestion des ressources naturelles à la coordination Afrique (2005-2010)

« On était sur des équipes locales, avec peu d'expatriés, donc une connaissance du terrain qui est vraiment intéressante, une réflexion qui vient de la région. Et la spécificité du Grdr c'est quand même ce lien double espace, migration, cette réflexion bien avant que ça devienne des enjeux de société. »

L'APPUI À LA MISE EN PLACE DE PROJETS

Tout le processus de concertation a permis d'élaborer des plans de développement locaux. A partir de là, des priorités se dégagent. De manière générale, les questions liées à la sécurité alimentaire, la gestion des ressources naturelles et de l'eau sont au cœur des problématiques de développement. Plusieurs gros programmes voient ainsi le jour. C'est le cas de l'appui à la filière horticole à Kayes à partir de 2004 (PASH), de l'appui à la gestion de la ressource en eau à Bakel (AGEPA) ou de l'aménagement dans le bassin du TKLM à Kayes en 2006 ou encore du programme eau et assainissement dans le Gorgol et le Guidimakha (PEAGG - 2015). Au total, plus d'une centaine de programmes plus ou moins importants vont voir le jour sur la question de la gestion des ressources naturelles, la structuration des filières agropastorales, l'accès à l'eau et à l'assainissement, l'insertion économique des femmes et des jeunes, etc.

L'accompagnement du Grdr repose sur du conseil technique, de l'ingénierie sociale mais en veillant systématiquement à associer les acteurs locaux dans la réalisation des travaux.





GUILLEMETTE CELLIER

Chargée de la sécurité alimentaire et gestion des ressources naturelles à la coordination Afrique (2005- 2010)

« Dans cette zone-là, sud Mauritanie, Kayes, Bakel, les eaux pendant la saison des pluies s'écourent très violemment. Les marigots se remplissent et se vident directement. L'eau n'est pas du tout stockée, elle ravine, donc il y a des pertes de qualité des sols, parce qu'elle embarque tout sur son passage. Alors qu'en faisant de petites digues on peut retenir l'eau pour qu'elle s'infilte dans le sol, et qu'elle puisse aussi être stockée, ce qui permet d'étaler les cultures à la fin de l'hivernage, et du coup de faire, en amont des barrages, du maraîchage de contresaison. »

« On voit des milliers de mètres cubes qui passent et malgré cela, quelques mois plus tard, les puits se tarissent. » Khalidou Sy

« C'était une mise en œuvre avec une forte participation des populations locales sur la réalisation des travaux. Ce sont elles qui faisaient les ouvrages, les barrages, les digues. Et on accompagnait sur du conseil technique qui était apporté par un prestataire, et par la réalisation de tous les ouvrages d'évacuation en béton, qui étaient faits par des spécialistes. Mais sinon c'était à forte main d'œuvre locale, à la fois pour une maîtrise des coûts et aussi pour une appropriation très importante des populations locales. L'innovation Grdr était aussi le travail sur l'entente foncière en amont. Sachant qu'on était dans un contexte assez spécifique avec des tensions sur le foncier, avec des usages qui ne sont pas les mêmes qu'en Europe en termes de propriété, et des gens qui cultivent mais qui n'ont pas forcément la propriété de la terre. Quand on réaménage un espace, et qu'on récupère des terres, le risque est que ce soit une minorité « élite » qui récupère les bonnes terres, et non pas tout le village qui a contribué aux travaux. Donc il y a eu un énorme travail autour de l'entente foncière, avec des enquêtes, de l'animation de proximité, des palabres. C'était une innovation du Grdr. »



KHALIDOU SY

Animateur du développement, puis chargé de mission - Salarié du Grdr au Guidimakha (depuis 1995)

« C'est le Grdr qui a le mieux répondu aux besoins des populations. Le Grdr a été la 1^{ère} ONG à travailler sur les eaux de surface dans la région. En période d'hivernage, toutes les eaux qui coulent en amont de l'Assaba, du Brakna, passent par le Guidimakha pour aller se déverser dans le fleuve. On voit des milliers de mètres cubes qui passent et malgré cela, quelques mois plus tard, les puits se tarissent. Le Grdr est la première ONG à avoir affronté le problème. Et je peux également dire que c'est le Grdr qui a introduit le maraîchage dans le Guidimakha. Il y avait bien sûr quelques périmètres maraîchers ici et là, mais avec le Grdr ça a pris une autre ampleur. Alors certes, c'est une ONG internationale, mais elle a un ancrage local tellement fort que s'il s'en va, c'est toute la région qui en parlera ! »

Extrait du Kaalden n°13 - mai 2016

LES DYNAMIQUES ASSOCIATIVES DES MIGRANTS EN FRANCE



Forum sur l'insertion socio-professionnelle
des femmes migrantes en Normandie



L'appui à l'insertion professionnelle des
immigrés va devenir un axe majeur de
l'action du Grdr en Ile-de-France



Une animation collective sur l'accès aux
droits dans un foyer d'Ile-de-France (2011)



OLIVIER LE MASSON

Chargé des partenariats

« Attention au terme « co-développement ». Pour se « développer ensemble », il faut deux territoires et attention à ne pas tout le temps renvoyer les migrants à une responsabilité qui n'est pas la leur : il y a des États qui sont là pour ça aussi. Toujours renvoyer les migrants à leur territoire d'origine ça aura forcément une incidence sur leur insertion en France. Et c'est ce qui s'est passé : on a demandé aux migrants d'être des acteurs de là-bas en oubliant ce qui se passait ici et l'incidence que ça pouvait avoir pour les migrants de financer le « là-bas ». Au contraire, le double espace c'est un concept illustrant les parcours. On est sur du double espace dans lequel il se passe plein de choses entre les deux endroits : échanges de valeurs, partages, envois d'argent, constructions de projets, coopérations décentralisées qui naissent etc. C'est tout ce qui se passe entre territoire d'accueil et territoire d'origine. »



AREZKI HARKOUK

Directeur Exécutif

« La thématique des migrations ici en France et là-bas dans les pays d'origine n'est pas la même. Là-bas on voit le migrant comme bailleur, un acteur, qui apporte des choses et ici on voit le migrant par le prisme de l'intégration, de l'insertion. Et à un moment donné c'est très dur d'encourager les actions des migrants vers là-bas sans l'accompagner dans son processus d'intégration ici. Toute la logique de co-développement pouvait sérieusement affaiblir les migrants ici. C'était un débat interne vif. Le Grdr des années 70-80 était un Grdr qui formait les migrants qui voulaient absolument repartir. Celui de 2010 n'est plus sur ce terrain. On est dans une mobilité raisonnée, ce n'est plus seulement là-bas mais ici, voir là-bas et ici simultanément. Il y avait donc un clivage sur le positionnement et le double espace devait trouver une nouvelle légitimité. C'était très fragile comme équilibre mais en même temps c'est le cœur du Grdr. »

DES IMMIGRÉS CONFRONTÉS À DES PROBLÉMATIQUES NOUVELLES

En 1999, à l'occasion des 30 ans du Grdr, les associations de migrants l'interpellent sur la question des immigrés de seconde génération. Ces derniers sont confrontés à des difficultés d'insertion professionnelle et sont plus touchés par le chômage que les autres franges de la population. Un an plus tard, en 2000, le FASILD* et le Grdr engagent des discussions sur les axes de travail pour l'insertion des migrants subsahariens en France. En mai 2000, le Grdr apporte une modification à ses statuts, notamment de son article 1. Désormais, « en liaison avec ses activités de soutien au développement », le Grdr peut « participer à toutes actions des communautés originaires des pays du sud émigrées en France, pour favoriser leur insertion dans la société française ». Une convention pluriannuelle (2001-2003) est ainsi signée avec le FASILD qui scelle la reconnaissance du soutien que le Grdr apporte aux dynamiques des immigrés originaires du bassin du Fleuve Sénégal.

Pour répondre à ces questionnements, le Grdr met progressivement en place des actions pour accompagner les immigrés souhaitant élaborer un projet économique individuel, en lien ou non avec leur pays d'origine. Ce sont les programmes PPSPM et PAPPE. Des formations sont organisées pour accompagner les démarches d'insertion, le renforcement des compétences professionnelles, l'identification des capacités des porteurs et identifier les opportunités socio-économiques en France et dans le pays d'origine. L'objectif est essentiellement d'apprendre à passer de l'idée au projet, de créer et gérer son activité économique.

Le Grdr s'oriente aussi vers l'appui aux initiatives féminines afin d'encourager les femmes immigrées à s'impliquer dans l'espace public, à les aider à mieux s'insérer dans leurs démarches d'insertion professionnelle et sociale.



THIERRY VALLÉE

Chargé des coopérations décentralisées (1993-2000) / Chargé d'appui au mouvement associatif migrant (2001-2008)

« Dans le cadre du Programme d'Appui au Mouvement Associatif Migrant (PAMAM) il y avait un enjeu qui était celui de répondre aux associations ou à l'émergence d'associations portées par les jeunes, désormais des jeunes français « issus de l'immigration » même si les jeunes ne voulaient pas le dire ainsi. Ils souhaitaient mettre en place des associations ou ils les avaient déjà créées et ils voulaient, non pas s'affranchir des aînés mais en tout cas vivre leur vie associative en parallèle, voir en complémentarité avec celles de leurs pères. Il y avait la volonté de travailler des thématiques qui touchaient l'insertion en France : ça pouvait être des questions autour du soutien scolaire ou de la culture. Et pour certaines associations de jeunes c'était garder un lien avec le village d'origine, avec des jeunes du village de leurs parents, même si eux n'y étaient pas nés. Donc ce n'était pas évident pour ces jeunes de rentrer dans le moule des associations de migrants traditionnelles. »



NICOLE MARTIN

Ministère des affaires sociales - Direction de la population et de l'immigration

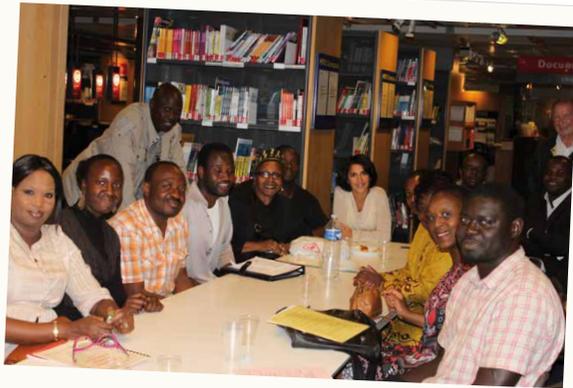
« Au sein du Ministère, il y avait une vision très positive du Grdr. Il y a d'ailleurs pas mal de gens avec qui je travaillais qui étaient, une fois à la retraite, au CA du Grdr. C'était quand même une spécificité du Grdr parce que c'était le seul qui a eu très vite un contrat pluriannuel avec le ministère. La plupart des ONG devaient reconduire leur demande chaque année. Le Grdr sortait du lot. Sur cette thématique Migration-Développement, le Grdr c'était un peu un des pionniers et le phare. Il n'y a pas d'autres structures comme ça. »



ÉTIENNE BEAUDOUX

Président du Grdr (2005-2010)

« Dans le milieu de la migration et de la citoyenneté, dans les régions d'Île-de-France, le Grdr a joué historiquement un rôle important et peut être fier de ça. Pour aider des migrants en matière de logement, de santé et puis pour faire reconnaître les associations de migrants dans ces communes... Ce n'est pas rien ! »



Club Dynamique Africaine



*Partenariat entre les communes
de Sélibaby et de Fos sur mer*



*Des jeunes des lycées agricoles du nord de la France
participent aux «chantiers jeunesse» à Koniakary
(Mali) en 2002, dans le cadre des «chantiers jeunesse».*

L'APPUI À LA STRUCTURATION DU MOUVEMENT ASSOCIATIF

En parallèle, les politiques de décentralisation en Afrique ont aussi un impact sur les associations de migrants en France qui doivent se structurer pour s'adapter.

La communauté rurale, la commune, la région sont des interlocuteurs incontournables. Les actions de développement doivent s'insérer dans les priorités territoriales telles qu'elles ont été définies. Pour les migrants, cela implique de revoir leurs modes d'action. Mais leurs investissements économiques, sociaux, culturels restent des atouts inestimables pour les territoires. Il faut donc apprendre à travailler ensemble. L'objectif du Grdr est alors d'amener les migrants à comprendre les enjeux liés à la décentralisation et de les aider à trouver leur place dans le champ du développement local. Désormais, ils ne sont plus les seuls décideurs du projet, mais des partenaires.

Le programme d'appui aux mouvements associatifs des migrants (PAMAM) débute en 2001. Il permet de renforcer la dynamique associative des communautés immigrées intervenant aussi bien dans le champ de l'insertion que dans celui de la solidarité internationale. Le Réseau des Associations Mauritaniennes en Europe (RAME) naît en 2005. Au Mali et au Sénégal, les associations de migrants se forment à l'échelle intercommunale puis en associations de

cercles. La Coordination des Association de Développement de la Région de Kayes en France (CADERKAF) naît en 2008 suivie par la Fédération des Association de Développement de la Région de Matam (FADERMA) en 2009.

Toute cette animation permet d'ailleurs de consolider le double-espace. Des missions double-espace sont organisées, avec des visites des élus locaux en France dans le but de consolider le lien entre le ici et là-bas. »

Le Grdr continue également de s'insérer dans les dynamiques de coopération décentralisée, particulièrement au sein de la coopération Kayes / Nord-Pas-de-Calais (NPDC). Il met en relation des acteurs du monde rural du nord de la France avec des homologues du bassin du fleuve Sénégal afin d'encourager les échanges de pratiques. L'antenne Nord-Pas de Calais (NPDC) du Grdr, créée en 2002, accompagne aussi les migrants maliens dans la formulation de leurs projets. Pour qu'ils ne soient pas déconnectés des enjeux du territoire, elle les met en relation avec la cellule de Kayes. Au même moment, elle accompagne des jeunes des lycées agricoles du nord de la France dans des programmes d'échanges au Mali. Puis le Département du Pas-de-Calais oriente les actions du Grdr vers l'éducation à la citoyenneté, à travers des ateliers « jeunesse et citoyenneté » puis « migration et média ».



OLIVIER LE MASSON

Chargé des partenariats

« Quand ces migrants ont été élus maires, ça a décapité l'associatif dont ils avaient pris les rênes. On s'est retrouvés avec des associations sans leaders. Du coup la société civile s'est retrouvée cantonnée au rôle d'exécutants. Il n'y avait pas du tout cette prise en compte d'une société civile autonome, force de proposition et en capacité de monter ses propres projets. »

« En 2000 on se retrouve avec un programme - le PAIDEL - qui ne travaille plus à l'échelle d'une association de migrants mais de plusieurs associations sur plusieurs villages, dont pas mal qui ne concernaient pas les migrants. Il y avait donc une forte demande de la diaspora qui nous demandait « comment allez-vous continuer à accompagner nos projets ? » et une incompréhension du travail avec les élus locaux. C'est pour ça qu'est né le programme PIMDERO. »



PATRICK GOMES

Chargé de mission (2000-2009) Membre du CA (2009-2014)

« Les associations de migrants en France avaient du mal à comprendre comment le Grdr était passé à un accompagnement communal et moins un accompagnement des initiatives des associations et coopératives villageoises. C'est là que le lien s'est fait avec le PIMDERO pour que les associations de migrants comprennent l'enjeu du développement communal, de la mise en place de la décentralisation et l'articulation entre leurs initiatives villageoises et les initiatives des collectivités. La mise en place de formations a permis aux militants associatifs de comprendre ce qu'était la décentralisation mais aussi que le développement n'était pas seulement porté par des structures associatives mais à travers des partenariats et de la coopération. »



MARIAM MAGUIRAGUA

Coordinatrice Mali (2003-2016)

« Ça permettait de tisser des liens forts avec les équipes en France et les équipes en Afrique. Ça a permis de tisser les liens entre les migrants et leur pays d'origine mais aussi inter-Afrique. »



MARIE-LAURE GIBAUD

Bénévole (1995-2000) Membre du CA (2000-2005)

« J'avais beaucoup aimé la vidéo sur les échanges entre des leaders associatifs africains accompagnés par le Grdr, et des élus du Nord-Pas-de-Calais. Il y avait un peu les mêmes problématiques de pauvreté, d'insuffisance de services publics, de désertification rurale etc. et je trouvais ça génial que ce soit les Africains qui viennent témoigner. Les maliens, sénégalais, mauritaniens racontaient comment eux s'étaient organisés et fonctionnaient sur leurs territoires et des élus français les écoutaient et s'en inspiraient. »

« Ça permettait de tisser des liens forts avec les équipes en France et les équipes en Afrique. »

Mariam Maguiragua



PAULINE CASALEGNO

Volontaire du Progrès au Mali (2004-2017)
Coordinatrice antenne NPDC (2007-2017)

« J'ai eu quelques nouvelles de jeunes avec qui j'avais travaillé dans les lycées agricoles dans le Nord-Pas-de-Calais, des jeunes, en BTS agricole, qui sont en général très peu mobiles. Et en fait il y en a un qui est retourné au Mali et qui s'est marié avec une malienne. Et ça, c'était inattendu ! Ca fait partie des belles choses que je retiens ! »



MATHIEU LAFRÉCHOIX

Salarié du Grdr (2002-2012)
Membre du CA (2012-2016)

« La mise en relation entre des gens du NPDC qui n'avaient jamais vu des gens d'Afrique et des migrants qui vivaient dans leurs foyers en région parisienne et qui n'avaient jamais mis les pieds autre part en France, d'organiser ces rencontres là, C'était touchant et très fort. Il y a eu des rencontres humaines bouleversantes. »

LES ACTIONS DE SANTÉ SE POURSUIVENT (2000-2010)

Avec un taux de séroprévalence chez les personnes migrantes trois fois supérieur à la moyenne, le VIH restait dans les années 2000 une préoccupation politique et sanitaire majeure. Les financements dans ce domaine étaient nombreux et les actions du Grdr diverses : formation des professionnels socio-sanitaires qui travaillent avec des immigrés, prévention et accompagnement des associations de ressortissants, permanences et sensibilisation au sein de foyers, formation de responsables associatifs, production d'outils d'animation, organisations de forums et rencontres... Fidèle à sa démarche de recherche-action le Grdr produit des articles spécialisés, ce qui donne une légitimité scientifique à ses actions.

Des activités démarrent également en Haute-Normandie en 2004, avant même que le Grdr n'y ouvre une antenne. L'objectif étant de rendre accessible les dispositifs de santé aux personnes démunies.

Enfin, le Grdr développe des jumelages entre centres de santé et hôpitaux en France et en Afrique, entre l'hôpital de Saint-Denis et le centre de santé de Kayes par exemple. Ces jumelages facilitent les échanges de pratiques, permettant à des professionnels d'« ici » d'aller se former « là-bas » et inversement.

Le Grdr va ensuite considérer que d'autres structures sont plus à même de conduire de telles activités. Les programmes de santé vont prendre fin. Il reste néanmoins actif dans le secteur, mais sous l'angle de l'accès aux droits de santé et du parcours de soins.



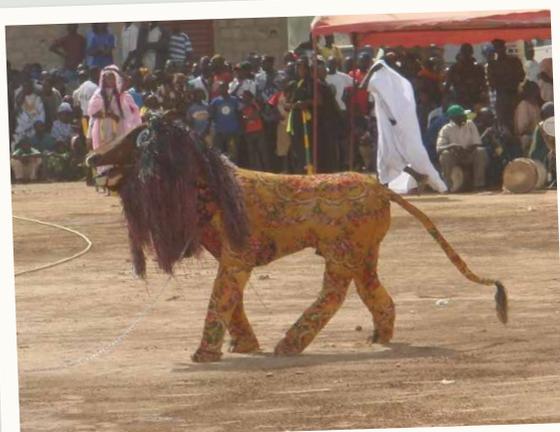
Sensibilisation et dépistage VIH au Mali (2005)



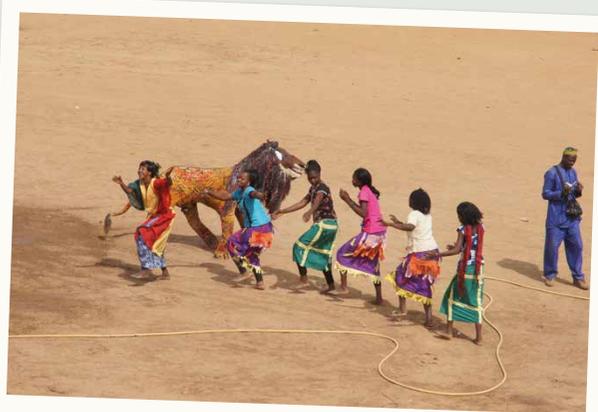
BARBARA BERTINI

Responsable des programmes de santé (2002-2010)

« Le Grdr était en complément des acteurs du jumelage. Il s'occupait de tout ce qui était société civile : soutien aux associations des personnes vivant avec le sida, sensibilisation des maires pour que la santé soit inscrite dans les priorités, etc. »



AROUNDU 2010
LE GRDR SOUFFLE SES 40 BOUGIES !



LA FIDÉLITÉ AUX TERRITOIRES D'ORIGINE, DE PASSAGE ET D'ACCUEIL DES MIGRANTS



SAMBA YATÉRA

Directeur adjoint

« La différence entre le Grdr et les autres ONG, c'est notre fidélité aux territoires. Le fait qu'on soit présents sur les territoires depuis longtemps, avec des antennes et cellules, le fait qu'on ait mis des COS sur place... C'est une volonté de s'associer et s'identifier à la société civile locale. »



MARIAM MAGUIRAGUA

Coordinatrice Mali (2003-2016)

« Ça fait partie des spécificités du Grdr, de ses plus-values. Pour Kayes par exemple, des projets que l'on avait montés sans trouver de financements ont été transmis aux acteurs qui ont pu reprendre ses outils et les réutiliser. L'ancrage territorial permet de faire porter des projets, au-delà du Grdr. Même si nous on ne trouvait pas les financements on pouvait les orienter pour aller les chercher. »

Au cours des années 2000, l'ancrage territorial se poursuit avec la naissance de nouvelles cellules et antennes aussi bien en France qu'en Afrique de l'ouest. C'est d'abord l'antenne Nord-Pas-de-Calais qui est créée en 2002 dans la continuité de la coopération décentralisée NPDC / Kayes. Peu de temps après l'ouverture de l'antenne, le CA décide, lors de l'inter-équipe de Wormouth, de créer le COS NPDC pour consolider l'ancrage territorial de l'association. C'est le 1^{er} (et le seul à ce jour) COS du Grdr en France.

L'antenne Haute-Normandie est officialisée en 2004. Elle est surtout orientée vers des projets liés au logement, aux cadres de vie dans les foyers etc. Puis c'est l'antenne Île-de-France qui voit le jour en 2009. Elle est alors principalement axée sur des projets d'entrepreneuriat migrant et d'insertion socio-professionnelle.



MICHEL COLIN DE VERDIÈRE

Président du Grdr (2010-2015)

« Il y a eu un grand moment lors de l'inter-équipe de Wormouth en 2011. C'était quand les ressortissants des COS en Afrique expliquaient comment fonctionne un COS, à quoi il sert... Et ils les ont convaincu de monter un COS à Lille »



THIERRY VALLÉE

Chargé des coopérations décentralisées (1993-2000) / Chargé d'appui au mouvement associatif migrant (2001-2008)

« En Nord-Pas-de-Calais (NPDC), il y avait une vision stratégique et politique puisque la région était en jumelage avec la région de Kayes. Elle continuait de soutenir des programmes portés par des partenaires ou des migrants mais on n'avait pas d'antenne et du coup on nous a un peu interpellés sur ça. On a mené un travail de diagnostic sur le NPDC en lien avec la diaspora, les associations de migrants qui étaient sur le territoire, et puis quelques acteurs de développement local pour essayer d'ouvrir une antenne et de pouvoir faire le relai sur tout ce qui était actions d'éducation au développement. C'était un enjeu stratégique. »

L'ANCRAGE TERRITORIAL SE POURSUIT EN MAURITANIE ET EN GUINÉE-BISSAU

Cette stratégie d'ancrage territorial aura bien entendu des répercussions en Afrique de l'ouest. La cellule de Kaédi est créée en 2005. Puis le Grdr commence à réfléchir à une cellule à Canchungo, en Guinée-Bissau, qui serait la pendante transfrontalière de celle de Ziguinchor créée en 1986. Elle se concrétise en 2008, fortement soutenue par Bissau Guinéens de Canchungo qui vivent en France. Elle a été le fruit de plusieurs missions de prospection pour créer des partenariats, obtenir des financements et surtout rencontrer des acteurs locaux afin d'évaluer les besoins. Les premiers projets de la cellule étaient axés sur développement local et l'aménagement des rizières.



GUILLEMETTE CELLIER

Sécurité alimentaire et gestion des ressources naturelles à la coordination Afrique (2005-2010)

« Une forte demande est venue, plutôt en France au départ, de la part des ressortissants de la zone, avec qui travaillait le Grdr. Après, quand on est allé voir sur place, effectivement en Guinée Bissau, ça manquait un peu de tout : l'Etat avait peu de moyens, rien n'était fait, très peu d'ONG présentes dans cette zone-là, donc forcément l'accueil était très favorable. On était sur un contexte très similaire à la Casamance en termes de ressources naturelles. Donc c'était très pertinent d'y démultiplier l'action menée en Casamance. »



PATRICK GOMES

**Chargé de mission (2000-2009)
Membre du CA (2009-2014)**

« Je suis allé une fois en mission pour rencontrer les associations de migrants qui avaient organisé une présentation du Grdr auprès de la communauté de Pelundo à Canchungo et discuter des modalités d'un partenariat entre le Grdr et leur territoire. Les ressortissants de Pelundo avaient assisté aux formations qu'on organisait à Montreuil. Ces dynamiques leur parlaient même si la décentralisation était moins mature en Guinée Bissau. Mais il y avait tout de même des prémices de dynamiques inter-villageoises qui pouvaient être accompagnées par le Grdr. Il ne s'agissait pas de partir dans un pays sans lien, par opportunisme financier : si le Grdr s'implante dans une région c'est que l'action qu'il pourrait y conduire répond à ses objectifs : le développement local, la citoyenneté et la migration. »



Depuis 2008, le Grdr mène des activités de développement local dans la région de Canchungo en Guinée-Bissau

VERS DE NOUVEAUX HORIZONS : LE MAGHREB ET LA GUINÉE

En 2011, les événements du printemps arabe et la réaction violente des politiques européennes interpellent le CA et les équipes du Grdr. La décision est alors prise d'étudier en quoi l'expérience de notre association pourrait être bénéfiques à certains territoires maghrébins. Les questions liées au soutien des initiatives territoriales sont apparues comme étant au cœur des enjeux. Avec en filigrane le besoin d'offrir un avenir aux jeunes qui y vivent. De plus, les questions migratoires sont particulièrement prégnantes dans ces régions situées au carrefour entre l'Afrique Subsaharienne et l'Europe.

Lors de l'inter-cellule de Wormhout, en 2011, il ressort que l'un des gros enjeux du futur se joue sur la connexion entre le Sahel, le Maghreb et l'Europe. L'antenne Île-de-France et celle du Nord-Pas-de-Calais sont souvent en relation avec la diaspora maghrébine. Le Grdr commence alors à s'insérer dans les espaces de concertation de la société civile maghrébine, les Programmes Concertés Pluri-Acteurs (PCPA). Ils lui permettent de nouer des contacts, d'évaluer des besoins et d'étudier les plus-values que le Grdr pourrait apporter dans ces pays.

Autre nouveauté, la cellule de Boké en Guinée. Après plusieurs années de sollicitation et de réflexion avec la diaspora, elle est créée officiellement le 1^{er} janvier 2019, l'année des cinquante ans de notre association. Elle fait écho aux cellules de Ziguinchor et de Canchungo, sur le littoral ouest-africain...



EMILIE BLONDY

Coordinatrice des programmes Maghreb - Méditerranée (2016-2018)

« En Algérie il y a une société civile qui se renouvelle beaucoup depuis les années 2000. Le secteur associatif s'est redéployé depuis, même s'il rencontre pas mal de contraintes. Ces associations se sont mises à travailler sur des sujets très actuels, comme la démocratie participative, l'inclusion, le soutien au développement durable. Spontanément on en est venu à parler de la question de l'emploi parce qu'on s'est rendu compte que quand on parlait avec ces associations, en fait on parlait de nos métiers, à commencer par ceux de la gestion de projets de développement local. On s'est aperçu que ce type de

métiers ou de compétences acquises au sein des structures associatives ne sont pas encore identifiés par les pouvoirs publics algériens, ni par les jeunes algériens eux-mêmes, alors que parallèlement le taux de chômage est élevé et que les jeunes rencontrent des difficultés d'insertion professionnelle.

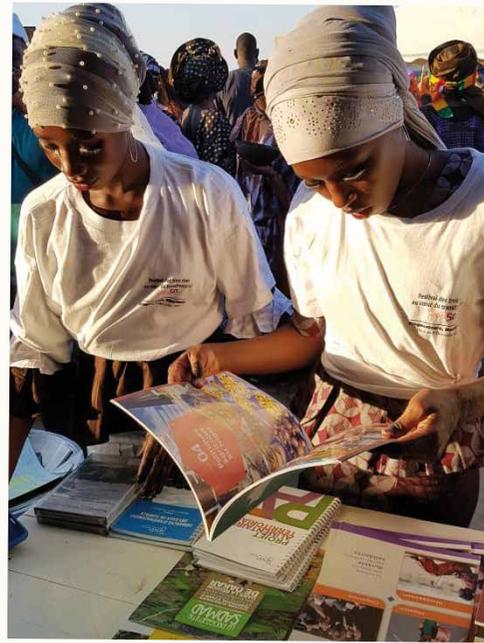
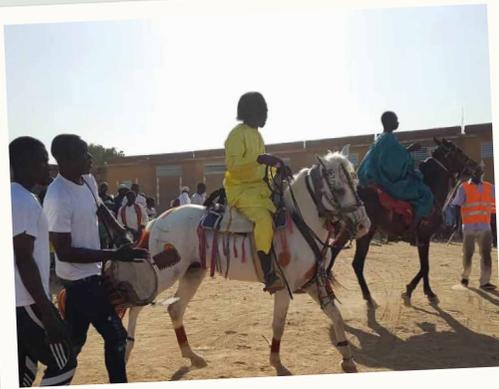
En ce qui concerne la Tunisie, on est sur des enjeux Migration-Développement pour accompagner la mise en place de la stratégie migratoire nationale à l'échelle locale. L'idée c'est de travailler avec des gouvernorats (départements), sur des territoires ciblés. Les activités prévues nous donneront l'occasion de nouer des partenariats intéressants avec les organisations locales et les acteurs institutionnels, ce qui est un gage d'ancrage sur un plus long terme. »



Grdr 50 ans
1969-2019

Le Grdr fête ses 50 ans
en France...





... et à Diogoutouro
dans le bassin
du fleuve Sénégal





CONCLUSION ET PERSPECTIVES



Depuis la création du Grdr il y a cinquante ans, le 18 juin 1969, le monde a bien changé. Les rapports nord-sud ont évolué. Ils laissent la place à des enjeux mondiaux comme les changements climatiques, la gestion des ressources naturelles, les questions environnementales, qui nous concernent tous. En Afrique de l'ouest les choses évoluent rapidement.

Sous l'effet de la croissance démographique, les distinctions entre milieu rural et urbain s'atténuent. Les villes grossissent, une classe moyenne émerge. Les questions liées à l'approvisionnement des villes, au commerce, à l'entrepreneuriat, à l'énergie se posent en des termes nouveaux. L'emploi des jeunes est un défi majeur pour l'avenir de la région. L'inactivité et le chômage des moins de 35 ans représentent une menace réelle pour la cohésion et le développement. Ils ont soif de citoyenneté et s'approprient de plus en plus les débats politiques. Si l'image d'un « Sahel de la faim » dont le salut ne repose que sur la contribution des migrants

s'est estompée, la paix et la prévention des conflits sont désormais au cœur des préoccupations.

En France, le contexte a lui aussi largement évolué. Les « 30 glorieuses » ont pris fin. Elles ont laissé la place à une succession de crises économiques à peine atténuées par quelques périodes de reprise. Les opinions politiques se sont raidies, influencées par des discours politico-médiatiques de plus en plus orientés vers des argumentaires populistes. En 1969, une simple carte d'identité suffisait à un Malien ou Sénégalais pour venir en France ou en Europe. En 2019, obtenir un visa en étant originaire d'Afrique subsaharienne n'est pas loin de relever de l'exploit. Un grand nombre de jeunes sont contraints par les politiques européennes de mettre leur vie en péril. Ceux qui arrivent à destination sont souvent condamnés à vivre dans des conditions indignes et inacceptables. Les migrants de la 1^{ère} génération ont vieilli. Un grand nombre d'entre eux, souvent les plus

précaires, sont confrontés à des difficultés pour faire valoir leurs droits à la retraite et à la santé. La dématérialisation des services publics les fragilise d'autant plus qu'ils doivent également faire face à la fracture numérique. Les générations plus jeunes ne se reconnaissent pas forcément dans les modes d'action de leurs aînés. Et eux aussi sont régulièrement confrontés aux problématiques de l'accès à l'emploi ou aux discriminations. Les femmes immigrées aussi sont plus nombreuses, souvent même plus diplômées que les hommes. Pourtant, en plus d'être confrontées aux discriminations d'origine, elles doivent faire face à celles du genre. Autant de défis auxquels le Grdr tente de répondre.

Tout au long de son histoire le G.R.D.R., devenu Grdr, s'est adapté aux différentes évolutions. Il a su rebondir, à un moment critique pour son existence, en adaptant son approche, en changeant d'échelle et en s'inscrivant dans les logiques de décentralisation en Afrique de l'ouest.

Il a su faire évoluer ses outils pour répondre aux demandes des associations de migrants, en ouvrant des antennes et en proposant des projets en France pour mieux les accompagner, mieux répondre à leurs besoins. Il contribue également à déconstruire les idées reçues qui sont à l'origine des discriminations dont ils font souvent l'objet. C'est dans ce contexte, pas toujours simple, qu'il s'investit pour dépassionner les débats sur la base de connaissances tangibles, actuelles, fiables et construire ainsi des discours raisonnés.

C'est cette capacité d'adaptation, issue de sa démarche de recherche-action elle-même permise par son ancrage local fort, qui lui permet de s'inscrire dans la durée. Dans un monde interdépendant, en pleins bouleversements, cette approche est nécessaire, pour participer efficacement à la solidarité internationale, la lutte contre les inégalités et en faisant des mobilités humaines une ressource durable pour des territoires solidaire.



AREZKI HARKOUK

Directeur Exécutif

« Le débat n'est plus sur les moyens, ni les compétences mais au niveau du sens de notre action surtout politique. Tous les signaux sont aujourd'hui au rouge sur l'immigration. En Europe, la question du bien vivre ensemble est cruciale et nous devons impérativement nous associer aux initiatives d'accueil y compris citoyennes et à la bataille d'opinion pour continuer à déconstruire les idées reçues. L'autre challenge est de continuer à être pourvoyeur d'idées et d'action dans un contexte d'urgence permanente sans devenir de simples opérateurs de terrain. Notre ancrage territoriale doit être encore renforcé en faisant la part belle au jeunes et aux femmes pour ensemble perfectionner nos outils en matière de coopération sur les territoires, de lien et solidarité entre les territoires et plus loin sur ce qui fait vivre un territoire rural. »

*Ce liuret est dédié à Marie-Thérèse Abela, Diadié Soumaré,
Jean-Jacques Boutrou et Samba Sylla,
qui nous ont quittés en cette année
si symbolique de notre cinquantième.*

« Les migrations, une ressource durable
pour des territoires solidaires ».